

LE BRÉSIL SUR LA VOIE DE L'APARTHEID SOCIAL

par  
Pedro de Albuquerque

Thèse déposée à  
l'École des études supérieures et de la recherche  
en vue de l'obtention de  
la maîtrise ès arts en sociologie

Directeur: Roberto Miguez

Université d'Ottawa

Mai 1994

© P. De Albuquerque, Ottawa, Canada, 1994



National Library  
of Canada

Acquisitions and  
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street  
Ottawa, Ontario  
K1A 0N4

Bibliothèque nationale  
du Canada

Direction des acquisitions et  
des services bibliographiques

395, rue Wellington  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0N4

*Your file* *Votre référence*

*Our file* *Notre référence*

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-512-15606-0

**Canada**



UNIVERSITÉ D'OTTAWA  
UNIVERSITY OF OTTAWA

## Remerciements

A la répression politique au Brésil et au Chili qui m'a donné la possibilité d'aimer le Canada et le Québec.

A Roberto Miguez pour la source inépuisable d'inspiration intellectuelle, pour son encouragement et son appui face au défi qu'il m'a lancé de terminer ma thèse de maîtrise commencée il y a plus de quatorze ans.

A Laurent-Gilles Bussières, Nadja, Alexandre, Mario-Gilles et Maira. Laurent, mon beau-frère, pour l'amitié, pour la solidarité et pour le français; à Nadja, ma soeur très chérie pour sa patience et sa bonté; mes neveux et ni e, pour m'avoir laiss e utiliser l'ordinateur et pour la joie qu'ils m'ont apport e.

A Tereza, Izabela, Joana et Bergson, mon épouse et mes trois enfants pour avoir su supporter mon absence pendant cinq mois et pour leur encouragement et leur amour.

A Mário et Lourdes, mes parents, pour avoir form e mon esprit et mon coeur.

A mes frères et soeurs, mes amis de toujours.

A mes oncles et tantes pour m'avoir donné leur amour.

Au professeur Raimundo O. Deandrade pour les orientations toujours pertinentes et instigatrices.

A Jean-Michel Labatut et Gisèle, mes amis, des vrais frère et soeur.

A Cristóvam Buarque.

A l'Université de Fortaleza (UNIFOR).

A l'équipe de l'Instituto Equatorial pour son appui permanent.

A Amaril io Mac edo, pour l'amitié et l'appui solidaire.

A feu le professeur Rodolphe Bietlot.

## Dédicace

Je dédie ce travail tout particulièrement à mon père, Mário Albuquerque, athée et spiritualiste, communiste et chrétien.

## Table des matières

I.	Introduction	1
II.	Chapitre 1: Bref historique du développement brésilien	7
	1. Changement sans transformation: le statut privilégié des élites	7
	2. 1930-1964: Une révolution inachevée et l'échec d'un projet national	14
	3. Le projet national mis en échec	21
	4. La dictature: La modernisation autoritaire et la victoire du projet d'intégration internationale	25
III.	Chapitre 2: L'«apartheid» social	44
	1. La problématique conceptuelle et la réalité tendancielle	44
	2. Ce qu'en disent certains auteurs	59
	3. La pauvreté politique cristallise la pauvreté matérielle	68
	4. L'État: les politiques publiques et la privatisation de la «res publica». Les visages de l'«apartheid»	70
IV.	Chapitre 3: L'État du Ceará: modernisation et misère, un cas exemplaire	86
	1. Contextualisation	86
	2. La richesse et la misère: des résultats «naturels» de la modernisation	94
	3. L'exemple du Ceará	100
V.	Conclusion	107
VI.	Bibliographie	115

«Quando você for convidado para subir no adro  
da Fundação Casa de Jorge Amado  
para ver do alto da fila de soldados, quase todos pretos  
dando porrada na nuca de malandros pretos  
de ladrões mulatos e outros quase brancos  
tratados como pretos  
só para mostrar aos outros quase pretos  
(e são quase todos pretos)  
e aos quase brancos pobres como pretos  
como é que pretos, pobres e mulatos  
e quase brancos quase pretos de tão pobres são tratados  
e não importa se olhos do mundo inteiro  
possam estar por um momento voltados para o largo  
onde os escravos eram castigados  
e hoje um batuque um batuque  
com a pureza de meninos uniformizados de escola secundária em dia  
[de parada

e a grandeza épica de um povo em formação  
nos atrai, nos deslumbra e estimula  
não importa nada: nem o traço do sobrado  
nem a lente do fantástico, nem o disco do Paul Simon  
ninguém, ninguém é cidadão  
se você for ver a festa do pelô, e se você não for  
pense no HAITI, reze pelo HAITI  
o HAITI é aqui - o HAITI não é aqui...»

Caetano Veloso  
(quelques paroles de la chanson «Haïti»)

## LE BRÉSIL SUR LA VOIE DE L'APARTHEID SOCIAL

### I. INTRODUCTION

On a souvent présenté le Brésil des années 70 comme un cas exemplaire de développement. Les organismes internationaux, les économistes du monde entier et les classes dirigeantes du pays diffusaient partout ce modèle à être suivi par les autres nations sous-développées. Leurs arguments étaient fondés sur la croissance accélérée du produit interne brut. C'était l'époque du «miracle brésilien». Ceux qui mesuraient le développement en le réduisant à la variable économique n'accordaient pas ou peu d'importance au coût social et politique qui en découlait. Ils n'insistaient que sur le «miracle» faisant fi des sous-produits qu'il engendrait comme la répression politique et la concentration brutale des revenus.

Les années 80 ont été caractérisées par la crise économique. La croissance du PIB recule. Cependant, la liberté renaît, les prisonniers et les exilés politiques retrouvent leurs droits de participer à la vie politico-culturelle du pays, les mouvements sociaux se réorganisent et la société civile émerge. Malgré tout cela, ce fut une décennie perdue dans la vision economiciste.

Avant même les années 70 et 80, pendant les années 50 et 60 ou si l'on veut reculer un peu plus dans l'histoire du Brésil, à partir du début du XX<sup>e</sup> durant la révolution de 1930, une partie significative des organisations sociales et politiques brésiliennes ont défendu des réformes sociales qui ne se sont jamais véritablement réalisées. Aujourd'hui, les élites du pays prennent comme point central du développement l'objectif de la croissance économique. Ce thème domine l'agenda des discussions nationales des leaders syndicaux du monde ouvrier, des classes économiquement dominantes et des intellectuels libéraux et progressistes.

Le développement industriel brésilien s'est toujours épanoui à l'enseigne de l'exclusion. Néanmoins, la force symbolique du discours des élites faisait souvent appel à l'inclusion des masses de travailleurs disponibles au processus d'industrialisation. Même la dictature militaire recherchait sa légitimité en alimentant ce rêve. Leurs représentants défendaient le mythe symbolisé par la maxime: «laisser croître le gâteau pour le partager après». Durant cette période, le développement

industriel était essentiellement fondé sur l'exploitation des matières premières par la mise en place de gigantesques projets d'infrastructures et par la surexploitation de la force de travail utilisée de manière intensive, semi-qualifiée, adaptable à la production d'objets standardisés qui facilitaient l'expansion tendancielle de la consommation de masse. En plus de cela, l'État-nation retenait un degré d'autonomie significatif sur la gestion de l'économie sur l'ensemble de son territoire.

Aujourd'hui, le panorama est différent. Le processus d'industrialisation ou de «post-industrialisation» se développe sur une nouvelle base technique essentiellement fondée sur l'utilisation du capital intensif et l'absorption limitée d'une force de travail plus apte aux nouvelles exigences de qualité et de diversification de produits, c'est-à-dire plus qualifiée et plus «motivée». Ce qui caractérise cette nouvelle phase, c'est la mondialisation croissante de l'économie, l'approfondissement de l'industrialisation endettée, processus qui mène, pour les pays en voie de développement, à la soumission aux règles imposées par les agences financières internationales, ce qui réduit incontestablement le pouvoir de l'État-nation de déterminer les voies de son propre développement économique. Dans ce sens, le discours centré sur la croissance/développement ayant comme possibilité la mobilité sociale n'a plus la force symbolique de l'appel à l'inclusion. Au contraire, les mécanismes actuels ont tendance à protéger les espaces de ceux qui se sentent déjà inclus, intégrés au système économique, bien que dans un rapport inégal. La logique actuelle est plus perverse: ceux qui sont écartés, le sont non pas pour parvenir à l'intégration, mais y sont condamnés pour toujours.

La question centrale exploitée dans ce travail est le concept d'apartação social<sup>1</sup> qui commence à être appliqué à la réalité brésilienne, particulièrement par

---

<sup>1</sup> «APARTAÇÃO SOCIAL»(Apartheid social): «A palavra tem origem no latim 'partire, que tanto signific'ir ' embora', quanto 'dividir en partes'. Com base na raiz latina, muitas palavras foram surgindo, em diversos idiomas. Uma delas, foi na África do Sul - a palavra 'apartheid', que significa a concepção e o conjunto das normas que regulam o processo social e econômico, separando a população entre brancos, negros e mestiços. No Brasil, a palavra apartação tem sido usada para significar o ato ou efeito de apartar ou separar. Neste trabalho, usamos como tradução adaptada do conceito de 'apartheid'. Tradução no sentido de separar, e adaptação por separar categorias sociais em vez de categorias

Cristóvam Buarque, économiste, ingénieur civil et ancien recteur de l'Université nationale de Brasília<sup>2</sup>. Notre but est d'appréhender ce concept comme la meilleure façon d'expliquer la tendance à l'exclusion sociale du développement au Brésil. Au départ, nous sommes stimulés par des questions très pertinentes qui croisent l'esprit ou l'imagination de beaucoup de Brésiliens: Comment ce pays, dont l'économie est placée au rang des plus grandes économies du monde, peut-il présenter des indicateurs sociaux qui le placent parmi les pays les plus pauvres? Comment peut-on expliquer le fait que le Brésil est un des pays qui a enregistré un des plus hauts taux de croissance économique pendant les cents dernières années dans le monde capitaliste, et qui en plus d'avoir augmenté le fossé de l'inégalité entre les individus, les groupes, les classes sociales et les régions géographiques, montre des signes très clairs et des indices très forts de la construction d'une société d'apartheid social? Quel est la logique politique et économique qui a amené le pays, malgré l'émergence de la démocratie, à se montrer incapable d'éliminer la misère?

Le concept d'apartheid social est donc examiné dans un contexte d'une société où l'espoir de la mobilité sociale et le rêve de grande puissance étaient fortement présents dans l'esprit de la grande majorité de son peuple. Ce rêve s'est sûrement déjà dissipé. Il a donné lieu à une réalité dont le portrait est celui du manque de perspectives pour la majorité de la population dont les individus qui veulent et qui ont besoin de travailler ne peuvent pas trouver leur place. Si auparavant, la misère pouvait encore être considérée comme une dimension résiduelle, ou comme une réalité

---

raciais. 'Apartação' é o sistema econômico onde os grupos sociais são tratados segregadamente, conforme a categoria econômica a que pertencem - incluídos ou excluídos da modernidade» dans Buarque, Cristóvam. «Pequeno glossário de termos da apartação», Brasília, 1994 (texte à publier). Étant donné l'inexistence d'un mot français, dorénavant on utilisera l'expression «apartheid social»

<sup>2</sup> BUARQUE, Cristóvam, ouvrages de l'auteur ayant rapport avec le thème: «A desordem do progresso: o fim da era dos economistas e a construção do futuro»(1990), «O colapso da modernidade brasileira e uma proposta alternativa» (1991), «A revolução na esquerda e a invenção do Brasil» (1993), «Brazil: from inequality to apartation» (version à être publiée de «O que é apartação: o apartheid social no Brasil»), «Revolução nas prioridades: da modernidade-técnica à modernidade-ética» (1994).

marginale capable d'être éliminée avec le processus croissant d'industrialisation ou de modernisation, aujourd'hui elle présente des caractéristiques d'apartheid social. C'est comme si le problème confronté par les masses des «deshérités», des «dépossédés», des «oubliés de la croissance», et des «appauvris» ne résultait pas de l'incontestable exploitation capitaliste, mais plutôt de l'absence de cette exploitation. En d'autres termes, comme le dit bien Robert Kurz (KURZ, 1993), c'est comme si personne ne tenait compte des nécessités de la majorité des masses de «déracinés» qui vivent une vie de misère, improductive, hors de toute structure de reproduction cohérente. Le type de sociabilité semée au Brésil nous amène à affirmer que les élites et les couches moyennes considèrent les apartados comme n'étant plus des êtres humains. Exclus de la «modernité», parce qu'ils n'y participent même pas comme des individus inclus dans l'inégalité, les apartados sont traités comme des êtres «différents», comme des êtres d'une autre espèce.

Il est vrai que les élites brésiliennes, certaines organisations internationales, aidées par des institutions nationales présentent les données de la pauvreté et de la misère au Brésil comme si cette réalité avait une dimension résiduelle, conjoncturelle. Cette position renforce l'implantation de politiques sociales compensatoires donnant lieu à une dichotomie entre politique économique et politique sociale. La politique économique devient de cette façon la politique hégémonique, contrôlée par les technocrates, entrepreneurs locaux, et conseillés par des agences internationales. C'est la politique des riches. La politique sociale, c'est la politique des pauvres implantée pour palier les effets de la politique d'ajustement structurel ou pour coopter via l'ingérence de l'État une partie du peuple.

Un autre aspect examiné ici, caractéristique d'une société qui tend vers l'apartheid social, c'est l'émergence d'une société dualiste, non seulement du côté socio-économique mais aussi du côté spatial, géographique, institutionnel. Traditionnellement, le dualisme divise la société entre une partie moderne et riche, et une autre, pauvre et arriérée, mais quand même reliées entre elles. La dualité dans cette perspective est considérée comme provisoire, soit que la tendance du développement serait l'élimination du traditionnel par le processus de l'intégration. Présentement, la dualité du capitalisme brésilien ne contient pas de dimension d'intégration. Les signes sont plutôt ceux de la polarisation et de l'exclusion permanente. Le système expulse vers l'extérieur de larges masses du peuple. Le

rapport capital-travail semble perdre sa centralité, c'est-à-dire sa capacité de former les acteurs et les organisations capables d'accomplir leur rôle de catalyseur du processus de changement social.

Nous avons organisé ce travail en trois chapitres. Dans le premier, nous faisons une récapitulation très sommaire de l'histoire du développement brésilien, c'est-à-dire celle de l'industrialisation et de l'action des acteurs sociaux, en ayant pour objectif de saisir les éléments qui peuvent nous amener à démontrer que l'apartheid social n'est pas un phénomène qui apparaît comme par magie. L'apartheid social est le résultat d'un développement qui, au Brésil, a toujours pratiqué l'exclusion et le produit du rôle politique joué par les classes et les groupes sociaux. L'apartheid social est donc l'exclusion dans sa forme la plus perverse. Le deuxième chapitre tente de développer ce concept en prenant en considération les facteurs historiques et les concepts d'inégalité, d'exclusion, de pauvreté et de discrimination ainsi que la réalité brésilienne actuelle, les politiques sociales et économiques de l'apartheid. Dans le troisième chapitre, nous prenons un cas très concret où le clivage entre la croissance économique et les conditions sociales profondément perverses sont très visibles. C'est le cas du Ceará, un État du Nord-Est brésilien, la région la plus pauvre du pays. Le Ceará occupe la deuxième place au niveau national en termes de misère relative. C'est un des États où sont concentrés le plus grand nombre de familles indigentes. Toutefois, cet État a eu au cours des dernières années un taux de croissance économique plus élevé que le taux de croissance régionale et nationale (du Brésil). Malgré tout, le Ceará est présenté par les médias et les élites comme un cas exemplaire à être suivi. Nous présentons des données pour démontrer que ce n'est pas un cas exemplaire de développement. C'est un cas très exemplaire, il faut le dire, de la misère qui est née des entrailles de l'opulence. Dans la conclusion de ce travail, nous développons quelques idées à titre de réflexion sur les voies que le pays peut prendre pour éviter l'institutionnalisation d'une société d'apartheid social.

— CHAPITRE UN —

## II. CHAPITRE 1: BREF HISTORIQUE DU DÉVELOPPEMENT BRÉSILIEN

### 1. Changement sans transformation: le statut privilégié des élites

Permettez-moi de commencer ce chapitre par ces quelques réflexions de Darcy Ribeiro:

«Poucos países juntaram, como o Brasil, tijolos e cimento tão dispares em seu processo de constituição. Poucos, também, experimentaram vicissitudes que mostram de forma tão clara os caminhos pelos quais uma Nação pode constituir-se não para servir a si mesma, mas para atender a interesses alheios. Efetivamente, o Brasil não nasceu como etnia e se estruturou como Nação em consequência da soma dos desígnios de seus criadores. Surgiu, ao contrário, como uma espécie de subproduto indesejado e surpreendente de um empreendimento colonial, cujo propósito era produzir açúcar, ouro ou até café, sobretudo, gerar lucros exportáveis.» (RIBEIRO, 1975 : 15)

Le développement capitaliste au Brésil s'est effectué, tout au long de son processus, sans qu'on ait pu observer un seul cas de réforme véritablement radicale ou révolutionnaire. Son histoire est marquée par les compromis entre les classes et les groupes sociaux et politiques les plus variés.

Dans la transition du féodalisme vers le capitalisme, Marx notait deux voies: une réformiste et l'autre révolutionnaire:

«La transition à partir du mode de production féodal, s'effectue de deux façons. Le producteur devient commerçant et capitaliste, en opposition à l'économie agricole naturelle et à l'artisanat corporatif de l'industrie citadine du Moyen Âge. Voilà la voie réellement révolutionnaire. Ou alors le commerçant s'empare directement de la production. Bien que cette dernière voie joue dans l'histoire un rôle de transition, en fait elle n'arrive pas à révolutionner l'ancien mode de production qu'elle conserve comme sa base.» (Marx, 1976 : 315)

En citant ce passage des écrits de Marx, telle n'est pas mon intention de ressusciter cette vieille polémique quant à l'existence ou non du féodalisme au Brésil. Je dirai simplement qu'au Brésil le capitalisme a émergé en coexistant et/ou en instaurant de vieilles formes de rapports de production. Ce qui est important à retenir de la citation de Marx, c'est que le capitalisme ne se développe pas par une seule voie et ne s'établit pas en détruisant entièrement les vieilles formes d'organisa-

tion économique et sociale.

Lénine aussi fait référence à deux voies de transition. La voie prussienne, par laquelle la grande propriété foncière se transforme lentement en une propriété bourgeoise, en un «junker», selon ses paroles, ce qui conduit les paysans à la soumission et à l'expropriation. L'autre, c'est la voie nord-américaine, au cours de laquelle les grands établissements fonciers sont détruits par la révolution, par voie de confiscation et de distribution des immobiliers «féodaux».

Au Brésil, on sait que la voie nord-américaine ne s'est pas réalisée. Cependant, il existe des auteurs, comme Theotônio dos Santos, qui tentent de montrer l'existence de la voie prussienne dans le processus de développement capitaliste brésilien. Encore est-il que la voie brésilienne possède sa spécificité, mais cela déborde le cadre de ce travail. Je dirai cependant que le système de sesmarias, par lequel l'État colonial distribuait la terre à ses «favoris» (escolhidos), contribua à créer les bases pour la consolidation d'une classe de propriétaires terriens qui vivront en relation de compromis politiques et dans un régime de complémentarité économique avec la nouvelle bourgeoisie industrielle qui surgit entre les années 20 et 30 de notre siècle. Ainsi la voie nord-américaine ne s'est pas réalisée. Le processus de transformation lente de la grande propriété foncière en un junker à caractère capitaliste ne s'est pas réalisée non plus. Ce fut la politique de l'État qui favorisa la transformation de quelques propriétés foncières en entreprises agricoles modernes, généralement orientées vers le marché extérieur, processus qui fit se concentrer encore plus les terres et qui contribua à ce que la structure foncière se conservât, même celles qui n'étaient pas modernisées, dont les terres servirent à la spéculation financière par le biais de transactions bancaires entre leurs propriétaires et les banques officielles. Seule une partie de ces ressources, financée par des intérêts subventionnés, était investie dans l'immobilier rural; l'autre partie était investie, ou sur le marché financier, ou sur le marché immobilier des zones urbaines des grandes villes.

De cette façon le capitalisme au Brésil s'est développé en conservant sa structure foncière traditionnelle. Le maintien du statu quo ne s'est pas réalisé de manière naturelle, comme si deux façons de produire coexistaient, interagissaient dans la même formation socio-économique, dans une relation d'interdépendance ou

d'influence mutuelle. Au Brésil, le statu quo s'est maintenu en s'imposant par la force, tantôt en réduisant des populations africaines à l'esclavage, celles-ci avaient été importées pour le travail inhumain de l'exploitation de la canne à sucre afin de satisfaire la demande du marché externe; tantôt réduisant à la servitude les populations indigènes en les exploitant de manière perverse par les systèmes de la meia<sup>3</sup>, de la terça<sup>4</sup>, du foro<sup>5</sup> et du cambão<sup>6</sup>. De cette façon, les paysans, en grande partie expropriés de leurs moyens de production — la terre — étaient soumis à l'expropriation du fruit de leur travail.

Ce système d'organisation va avoir une influence atavique sur le comportement des classes dominantes du Brésil dans leurs relations avec les pauvres, les populations noires (fils et filles de l'esclavage), les mulâtres et les métis. Gilberto Freire en faisant référence aux relations entre les classes sociales au Brésil dit dans son livre classique Casa-Grande y Senzala que:

«Manifestóse en esas relaciones el espíritu del sistema económico, que nos dividió, como un dios poderoso, en amos y esclavos» (Freire, 1967 : 348)

Les classes dominantes au Brésil ont toujours traité le peuple par le fer et le feu. Même après l'abolition de l'esclavage, même avec la révolution de 1930, alors que la bourgeoisie émergente partageait le pouvoir avec la bourgeoisie agraire, autant les travailleurs de la campagne que ceux de la ville sont traités comme si le système prédominant était celui de l'esclavage. C'est que, si le système esclavocratique avait disparu comme forme d'organisation économique, la figure du «maître» comme propriétaire de terres, de machines et d'hommes n'a1930vait pas disparu de la structure mentale des patrons des villes et des campagnes. L'État fut la scène par

---

<sup>3</sup>Le partage en deux parts: une pour le paysan, l'autre pour le propriétaire

<sup>4</sup>La tierce part: une part de la production pour le propriétaire, trois pour le paysan

<sup>5</sup>La somme d'argent payée au propriétaire par le locataire pour l'usufruit de la terre

<sup>6</sup>La journée de travail non payée exigée par le propriétaire une fois par semaine de leurs paysans comme loyer pour la terre

excellence de la réalisation du processus de conciliation des intérêts des classes dominantes au détriment des populations dépossédées. Ce que représente l'État pour les millions de dépossédés brésiliens est bien illustré par ce passage d'un article d'Antônio Pedro Figueredo, rédacteur en chef de la revue O Progresso, de Recife, Pernambuco, citée par Gilberto Freire dans O Nordeste:

«Como é que se exige que esses infelizes plantem se eles não têm certeza da colha? Que incentivo existe que os induza a beneficiar um terreno, do qual podem ser despojados de um instante para outro? Nas terras dos grandes proprietários, eles não gozam de direito algum político, porque não têm opinião livre; para eles o grande proprietário é a polícia, os tribunais, a administração, numa palavra, tudo; e afora o direito e a possibilidade de o deixarem, a sorte desses infelizes em nada difere da dos servos da meia idade.» (GUIMARÃES, 1981 : 93)<sup>7</sup>

En réalité, l'histoire du développement du capitalisme au Brésil est essentiellement l'histoire de la violence des classes dominantes contre le peuple. Une des formes idéologiques utilisées qui, dans une certaine mesure empêche l'explicitation de cette vérité, est la diffusion de l'idée de la «coexistence pacifique des trois races» confondue dans l'image du «brésilien cordial». Ce qui a toujours été présent dans l'esprit de nos élites - les propriétaires fonciers, les entrepreneurs capitalistes, la classe moyenne et beaucoup d'intellectuels - c'est l'idée d'infériorité physique et intellectuelle des noirs, des métis, et des mulâtres.

L'idée de violence contre ces populations a prévalu pendant la période de l'esclavage et aussi par la suite avec le maintien de la structure foncière. Des lois de protection du travail (leis trabalhistas) ont été adoptées au début des années 30 pour protéger socialement et économiquement les travailleurs urbains, tandis que les paysans sont restés assujettis au pouvoir discrétionnaire des propriétaires fonciers.

Les élites brésiliennes prennent toujours des mesures qui leur sont favorables mais les présentent comme si elles étaient favorables aux autres. Un bon exemple, est la loi adoptée en 1885 qui rendait la liberté aux esclaves de 60 ans et plus, connue comme la «loi des sexagénaires». Cette loi, quoique d'apparence humanitaire,

---

<sup>7</sup>Nous ferons un large usage de cet auteur que nous considérons être celui qui a le plus approfondi l'analyse sociale à partir du vécu des classes opprimés.

favorisait le propriétaire qui se libérait ainsi du personnel qui n'était plus très utile aux travaux de la propriété.

Tout ce que cela montre, c'est qu'au Brésil les changements économiques, politiques et sociaux ont été réalisés sans transformations substantielles. L'abolition de l'esclavage (1888) — le Brésil a été le dernier pays à abolir le statut d'esclave — a maintenu intacte la structure de propriété de la terre. La République (1889) est née abolissant la monarchie mais ne s'est pas ingérée dans le système du latifúndio. Les libérés de l'esclavage et de la soumission au colonialisme portugais:

«...sem terras para trabalhar e sem leis que os amparassem devidamente, acabaram reescravizados sob novas e não menos odiosas formas de cativeiro: o eito, o salário de fome, a perigração de gleba em gleba, a degradação na miséria e no desespero<sup>9</sup>.»

Ce qui s'est maintenu avec le latifúndio<sup>9</sup>, ce n'est pas seulement une forme économique d'exploitation de la terre et des hommes, mais une source inexpugnable de pouvoir qui s'est manifestée sous les formes les plus diverses, et non seulement avant la fameuse révolution bourgeoise de 1930, mais aussi tout au long de l'histoire; elle a coexisté jusqu'à aujourd'hui au sein même des organisations les plus modernes de production, avec les techniques les plus modernes de l'industrie de l'automobile, de l'informatique et de la biochimie: le cambão, la capangagem<sup>10</sup>, la grilagem<sup>11</sup> des terres, la spoliation des colons (posseiros), les migrations forcées par la faim, le chômage et le sous-emploi chronique, et la misère absolue.

Tout cela confirme la possibilité de coexistence des anciennes relations sociales de production avec les formes modernes que prennent les forces productives. Roberto Miguez a bien saisi cette réalité sur le plan analytique en considérant la contradiction entre forces productives et relations de production comme un principe

---

<sup>9</sup>RIBEIRO, Astrogildo dans GUIMARAES, 1981 : 107

<sup>10</sup>Une très grande propriété dont de vastes étendues de terre sont gardées en réserve comme s'il s'agissait du capital

<sup>11</sup>La police privée des propriétaires fonciers

<sup>12</sup>Une sorte de revendication du soi-disant droit sur la terre revenant aux colons (posseiros)

d'intelligibilité valide pour un ensemble de mode de production. Mais il affirme que :

« Cette loi renvoie (...) d'une part à la tendance des forces productives à s'accroître au cours de l'histoire humaine, d'autre part à la tendance des rapports sociaux de production à se figer dans des formes historiques précises - dans la mesure, précisément, où ces formes répondent aux intérêts des classes dominantes ou assurent la domination de certaines classes -. » (MIGUELEZ, 1992 : 478-479)

Les changements technologiques qui ont eu lieu dans l'agriculture brésilienne à la fin de l'époque coloniale, jusqu'à l'abolition de l'esclavage, ont été minimes. Là, où ils ont eu lieu, ces changements se sont réalisés plus en termes de relations fabris de production qu'en termes de relations agricoles de production. Il y a eu quelques changements technologiques dans la production du sucre, du café et du coton, mais la structure agraire et ses relations de production se sont perpétuées. Selon Guimarães — et cela a été confirmé par tous les auteurs qui ont étudié la réalité agricole brésilienne — ils ont continué à pratiquer la rotation des terres, la rarissime application de l'engrais organique, le brûlis de la végétation arbustive et la culture itinérante. Sur le plan des relations de production, la renda-trabalho (le cambão, travail gratuit sur la terre du maître) a continué d'exister, ainsi que la renda-produto (la meação, la terça, la quarta-de-cria dans la reproduction extensive du bétail) (GUIMARÃES, 1981 : 130). L'auteur conclut qu'on ne peut pas parler, dans le cas du Brésil, d'une voie de transition vers le capitalisme, que ce soit du type prussien ou nord-américain. Le Brésil est un pays de capitalisme tardif, dont le système a non seulement coexisté et continue de le faire avec les vieilles formes de production, mais les a renforcées et les a recrées.

En réalité, cette structure de la terre, maintenue à toutes les époques de changements survenus au pays — l'indépendance, la Révolution de 1930, la consolidation du processus d'industrialisation des années 50, la modernisation de l'industrialisation endettée de la période de la dictature militaire, le redémocratisation de 1982, et même à l'heure actuelle — n'a contribué qu'à l'augmentation excessive de la force de travail désœuvrée et la main d'oeuvre à bon marché pour l'industrie en développement. Caio Prado Junior, cité par Guimarães, affirme que près de 50% des travailleurs libres à l'époque coloniale se trouvaient en état de désœuvrement. Il s'agissait de noirs et de mulâtres qui avaient fui l'esclavage, des autochtones déplacés de leur habitat naturel, des métis et des « autres catégories sans êtres

esclaves ne pouvant pas être propriétaires se voyaient écartés de toute situation stable» (GUIMARAES, 1981 : 133). Et la réaction de l'élite de l'époque coloniale, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle au Brésil, en était une de violence, une situation pas tellement différente de celle d'aujourd'hui. Les prisons, les archives policières, les bidonvilles et mocambos, les exterminations prennent les visages de nos pauvres, en grande majorité, des noirs et des mulâtres. La réaction des classes dominantes, de la classe moyenne et même d'une bonne partie de la population pauvre n'est pas très éloignée de la vision qui a guidé la Relação Instrutiva do Vice-Rei Luis de Vasconcelos à son successeur en 1789, citée par Guimarães:

«Havendo por toda a parte muita casta de vadios que cometem insultos e extravagâncias inauditas, não é de admirar que no Rio de Janeiro, onde a maior parte de seus habitantes se compõe de mulatos e negros, se pratiquem todos os dias grandes desordens que necessitam ser punidas com demonstrações severas.» (GUIMARAES, 1981 : 133)

Des données du premier recensement national de 1872 (GUIMARAES, 1981 : 139) révèlent comment la structure socio-économique qui se construisait au pays était destinée à coexister avec l'exclusion d'une grande partie de la population pauvre brésilienne. Le Brésil, à l'époque, avait une population de 10 millions d'habitants. Les provinces de Minas Gerais, du Ceará, de São Paulo, de Bahia, de Pernambuco et de Rio de Janeiro réunissaient une population qui représentaient alors 65% de la population du pays. Le total des travailleurs libres et des esclaves représentaient dans ces provinces plus de 2 millions de personnes, alors que le nombre des sans-emplois dépassaient 2.800.000.

En réalité, l'industrialisation brésilienne, avec la révolution de 1930, va hériter des périodes historiques précédentes d'une surpopulation relativement significative, qui non seulement sert la nouvelle phase d'accumulation avec des bras libres et disponibles pour n'importe quel type de travail et dans n'importe quelles conditions, comme main d'oeuvre à bon marché, sans organisation politique indépendante, fortement marquée dans son subconscient par l'idée que «le propriétaire constitue la police, les tribunaux, l'administration, en un mot, tout».

Si je suis entré dans cette spirale, apparemment sans fin, c'est dans le but de faire ressortir les conditions ignominieuses dans lesquelles ont vécu leur histoire les populations de travailleurs, les pauvres, les noirs, les mulâtres et les métis, dont

les carences ne sont rien d'autres, comme le dit Darcy Ribeiro, que le résultat d'un ordre social privilégié des élites. A la rigueur, le Brésil jusqu'à 1930, se situerait à l'intérieur d'une structure socio-économique et de pouvoir caractérisée comme une variante coloniale-esclavagiste d'une civilisation agro-mercantile orientée totalement vers la satisfaction des intérêts commerciaux externes et des objectifs d'accumulation d'une petite élite interne. Le Brésil d'après 1930 entre dans une ère de modernisation industrielle, que Darcy Ribeiro appelle la «modernisation réflexe» quoique restant somme toute une formation sociale à caractère néocolonialiste d'une civilisation urbano-industrielle. Pour Darcy Ribeiro, la fonction des classes dominantes au Brésil, dans n'importe quelle phase de son développement, a été d'accumuler des richesses en exploitant son peuple.

Le processus de développement du Brésil a été capable de créer de fabuleuses richesses mais dans l'impossibilité de les redistribuer dans tout le peuple. C'est que nos classes dirigeantes, avec son caractère de classe lié étroitement à des intérêts localisés à l'extérieur, sont aussi rétrogrades parce qu'elles n'ont jamais misé sur la transformation socio-économique du pays. La modernisation industrielle comme forme réflexe du modèle des pays centraux a produit une structure socio-économique qui a contribué à la fragmentation des classes sociales subalternes et opprimées.

En réalité, il s'agit de quatre siècles de domination agro-commerciale, au début en accord avec les intérêts coloniaux portugais et, à partir de l'indépendance (1822) et jusqu'à 1930, en accord avec les intérêts des pays industrialisés, particulièrement l'Angleterre.

## 2. 1930-1964: une révolution inachevée et l'échec d'un projet national

La révolution de 1930 répète les aspects marquants des processus de changements de l'histoire du Brésil. Au cours du passage de la República Velha (1889-1930), dont la domination politique était détenue par les oligarchies agro-commerciales exportatrices, à la República Nova (1930-1964), avec l'hégémonie du pouvoir politique se déplaçant vers les secteurs industriels et la classe moyenne, il n'y a pas eu de rupture entre la bourgeoisie industrielle émergente et les forces sociales oligarchiques propriétaires des terres. L'industrie brésilienne est issue de ces oligarchies et s'est mise à produire à l'intérieur les mêmes produits manufacturés

consommés par la petite élite d'industriels, de propriétaires terriens, particulièrement ceux du café, et de la classe moyenne, surtout liés aux secteurs de l'État. C'était la politique de substitution des importations. Sur le plan politique, on a tenté d'affaiblir le pouvoir du coronelismo via des lois établies par l'État qui garantissaient le vote secret, une exigence particulière des classes moyennes rebelles, surtout militaires. Mais la base de son pouvoir économique s'est maintenue — la grande propriété agricole. Cette base de pouvoir garantissait à l'oligarchie d'exercer une influence forte et décisive dans les délibérations sur les politiques économiques du nouveau gouvernement<sup>12</sup>.

Le caractère de la bourgeoisie de 1930, comme celui de la bourgeoisie actuelle n'est pas nécessairement marqué par ce qui est dépassé. Cette bourgeoisie a plutôt un caractère modernisateur, mais historiquement limité. Elle cherche le progrès possible dans les limites d'une structuration économique marquée par la dépendance externe. Ainsi, une grande partie de l'effort interne de production de millions de brésiliens était destinée, et c'est encore le cas, aux marchés mondiaux, particulièrement des pays détenteurs de la matrice technologique du modèle industriel<sup>13</sup>. Ce style de développement est capable d'intégrer seulement une petite partie de la force de travail disponible, soumise à l'extraction extrême de son surtravail, en même temps qu'il donne faussement l'espoir d'une possibilité d'intégration au marché au reste de la surpopulation relative.

Le décalage entre la croissance industrielle à partir de 1930 et le retard structurel encore présent à la campagne favorise plus que l'industrialisation la croissance de la population urbaine. À l'oligarchie agraire, aux paysans sans terre

---

<sup>12</sup>Pour une analyse plus développée des rapports entre l'État, le processus de changement sans rupture et les luttes sociales au Brésil, consulter DEANDRADE, 1986. Voir aussi BUARQUE, 1991 et 1990.

<sup>13</sup>A peu près 65% des exportations brésiliennes sont destinées aux pays qui intègrent la CEE, aux États-Unis et au Japon. (Diário do Nordeste, Fortaleza, 19 janvier 1994 : 16) Les produits industrialisés représentent 75% des exportations du Brésil (O Povo, Fortaleza, 21 janvier 1994 : 30). Voir les données du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et de la Confédération nationale de l'industrie.

vivant dans les bidonvilles s'ajoutent, diversifiant la stratification sociale du pays, deux nouvelles classes: la bourgeoisie industrielle et le prolétariat urbain. Mais une classe moyenne dépendante de l'État, formée essentiellement par des fonctionnaires de la bureaucratie publique et militaire, occupe le devant de la scène politique. C'est dans ces secteurs que résident les germes de la radicalisation politique. Ce sont surtout les militaires qui, sous des bannières libérales-démocratiques, ont poussé la révolution de 1930 vers un palier plus élevé de changements sociaux, quoique limités. Mais la classe moyenne, ainsi que les secteurs militaires radicalisés, ne détenaient pas l'hégémonie du nouveau processus de changement social. C'étaient des forces sociales en conflit qui la détenait, certes, mais aussi conciliables. Elles voulaient le progrès, mais elles maintenaient des intérêts embourbés dans les vieilles structures. L'hybridité idéologique du mouvement de 1930 est le fruit de sa propre composition de classe et c'est pourquoi le processus de rupture est resté au milieu du chemin. De toute façon, pour les classes sociales dominantes, l'important était d'empêcher que le peuple, les classes sociales subalternes et opprimées, n'occupent l'avant-garde d'une révolution alternative. La phrase «Faisons la révolution avant que le peuple ne la fasse», prononcée par le gouverneur de Minas Gerais, Antônio Carlos, lié aux intérêts oligarchiques et un des chefs de la révolution, donne le ton idéologique hybride de ce mouvement.

Ainsi en est-il qu'en 1930, au nom de la gouvernabilité, on a résolu la question par un compromis inter-classes sociales. Avec les dividendes générés par l'agriculture, particulièrement le café, l'industrie a pu être financée. Mais en échange on ne devait pas toucher au latifúndio. En fait, les fondements du vieil ordre ont survécu de deux façons. Primo — qui est encore la pratique actuelle — par un moratoire sur les dettes contractées auprès des banques officielles et par la subvention de ses projets agricoles. Secundo, par la consécration des relations sociales de production non capitalistes, évitant d'étendre au milieu rural la nouvelle législation du travail qui avait été imposée à l'industrie. Les possibilités de révolte des classes moyennes et des masses de travailleurs urbains du secteur industriel ont été contenues par l'octroi, via l'État, d'une législation qui régularisait les relations de travail, prohibant les congédiements injustes, créant les huit heures de travail, assurant le droit à l'organisation syndicale et politique et à la grève. Il est bien évident que ces mesures dans le domaine du travail avaient aussi pour but de s'assurer l'appui populaire à la révolution. Toutefois, le peuple et les travailleurs n'ont pas été

intégrés au mouvement comme force indépendante. Leur participation s'est effectuée comme masse porteuse des volontés de changement, mais privée des instruments institutionnels pour diriger et réaliser ces changements. Leur fragmentation, leur division, la concurrence pour des intérêts immédiats stimulés par le processus croissant de l'industrialisation et par l'urbanisation accélérée par l'augmentation des populations expulsées de la campagne, sans travail, sans organisation, avec des valeurs intériorisées d'infériorité, d'impuissance, de docilité incrustée dans leur âme par tant d'années de domination esclavocrato-oligarchique, ont été des facteurs importants qui ont fait que la révolution de 1930 reste sous le pouvoir du compromis entre les classes dominantes, la bourgeoisie industrielle et l'oligarchie agraire.

L'incorporation/intégration des travailleurs au nouveau processus de modernisation réflexe s'effectue de deux façons: l'une, économique, par la transformation des ex-serfs en une masse de salariés mal payés; l'autre, politique:

«não como eleitores identificáveis com partidos, mas como adeptos do Estado protetor, organizados em sindicatos dirigidos por pelegos fiéis ao governo». (RIBEIRO, 1975 : 127)

Mais il y a eu aussi la cooptation de la classe moyenne, le secteur le plus radicalisé, par l'accroissement de l'emploi dans le secteur public qui s'est transformé finalement en une politique connue sous le terme d'empreguismo.

Au cours de la période de 1930 à 1960, des entreprises d'État de grande importance ont été créées, dont l'objectif était de soutenir le processus d'industrialisation par la voie de la substitution des importations. En plus de l'usine de Volta Redonda, déjà citée, on a établi le monopole d'État du pétrole avec la création de la Petrobrás, le projet de la Eletrobrás et l'augmentation des importations de biens de capital. Entre 1940 et 1961, le produit interne brut a cru de 232%, alors que le même produit per capita croissait de 86%<sup>14</sup>. Durant cette période, la croissance de l'industrie a été de 479% et, entre 1930 et 1961, elle a été de 683%<sup>15</sup>. En 1935, le produit industriel est déjà de 27% supérieur à celui de 1929 et de 90% supérieur à

---

<sup>14</sup>BOUZAN, Ary. Problemas atuais da economia brasileira, São Paulo, FGV/EAESP, 1963 (mimeo) dans PEREIRA, 1987 : 52

<sup>15</sup>Données de la CEPAL dans PEREIRA, 1987 : 52

celui de 1925<sup>14</sup>. Dans les années 20, 4.697 établissements industriels ont été créés contre 12.222 dans les années 30<sup>15</sup>.

Comme on le voit, l'idée de développement comme synonyme de croissance, mesurée particulièrement par le volume du produit industriel se fortifie de plus en plus. Cette idée domine la culture économique du pays tout au long des années trente, se fortifie après la guerre, prend la forme du miracle durant la dictature militaire<sup>16</sup> et, au cours de la période démocratique actuelle, elle continue à guider les gouvernements et des segments de la société civile.

Jusqu'ici, nous avons mis l'accent sur la dimension conciliatoire des intérêts de classe du processus de développement brésilien. Maintenant, nous ferons ressortir la dimension conflictuelle de ce processus. Là, où il y a eu conciliation et compromis de classe, c'est parce qu'il y avait, à tout le moins, une possibilité de conflit. Quand on affirme que le gouvernement Vargas (1930-1945) a donné aux travailleurs une législation de travail pour les coopter (WEFFORT, 1978), en réalité, on reconnaît au moins la nécessité de cooptation. Toutefois, cette cooptation n'est qu'une partie de l'histoire. Le mouvement ouvrier a crû autant sous l'influence du parti créé par Vargas (le PTB) que le Parti communiste. Non seulement les communistes, mais une bonne partie des travaillistes du PTB de Vargas ont assumé des positions indépendantes en relation à l'État. Si le compromis entre la bourgeoisie industrielle et l'oligarchie agraire a empêché, d'un côté, la transformation de la structure de la grande propriété agraire et, de l'autre, un développement du pays plus indépendant des pays centraux, cela ne signifie pas que les mesures prises par le gouvernement Vargas, autant dans la période de l'Estado Novo (1930-1945) que dans celle du deuxième gouvernement (1950-1954), à investir des ressources du

---

<sup>14</sup>Données de la CEPAL dans PEREIRA, 1987 : 35

<sup>15</sup>Données de l'IBGE dans PEREIRA, 1987 : 35

<sup>16</sup>Si on prend comme critère la réalisation des élections directes pour la présidence de la République et pour le gouvernement des États, la dictature militaire a duré de 1964 à 1989, mais si on considère l'émergence des libertés politiques comme étant le critère principal, on pourrait dire que la période dictatoriale a été de 1964 à 1984 (L'année d'élection d'un président civil élu indirectement par un «colégio eleitoral»).

gouvernement dans l'infrastructure pour le développement de l'industrie de biens de capital, pointait dans les sens d'une construction d'une voie nationale de développement. Un projet national de développement a commencé à germer au sein du mouvement ouvrier communiste et travailliste et des secteurs des classes moyennes urbaines — des intellectuels, des militaires et des étudiants. Ce projet incluait une vision nationaliste qui s'opposait à la domination de l'économie par le capital international, et une vision démocratique qui défendait la réforme agraire comme moyen de démocratiser la propriété et d'élargir le marché interne. La gauche affirmait que les intérêts du capital international bloquaient l'expansion de la bourgeoisie nationale via le marché interne, et le maintien de la structure agraire empêchait la consolidation du processus d'industrialisation, vu qu'il n'ouvrait pas la voie pour la formation d'une classe moyenne rurale productrice d'aliments et consommatrice de biens industrialisés. En réalité, cette thèse voudrait affirmer l'impossibilité du développement capitaliste, c'est-à-dire, de l'industrie, sans la résolution de la question agraire et de la dépendance externe. Se basant sur cette vision, la gauche misait sur l'alliance avec la bourgeoisie, vu que celle-ci serait en théorie intéressée à éliminer le latifúndio et la dépendance. Mais cette thèse de la gauche n'est pas allée au-delà d'une vision européenne transplantée à une réalité complètement différente. Le coup militaire de 1964 a tout simplement enterré cette thèse.

Avant même 1964, le pays donnait un coup de barre renforçant les relations des secteurs nationaux avec le capital multinational. C'était à l'époque du gouvernement Kubitscheck lorsqu'on insistait plus sur l'érection d'une infrastructure pour le développement de l'industrie de biens de consommation durables: automobiles, appareils électriques ménagers, etc... En réalité, la bourgeoisie brésilienne, quoique maintenant des contradictions, croissait tout en restant associée et dépendante du capital étranger. Comme historiquement les classes dominantes nationales n'ont jamais eu comme projet l'intégration de toute la population au processus de développement, au cours de la phase du développement industriel, cette position s'est donc maintenue. Les biens produits l'étaient avec la technique importée et servaient à la consommation de luxe d'une petite élite. La consommation de masse au Brésil n'atteignait que 20% de la population, donc 30 millions de personnes. C'est pour cela qu'il a été facile de coexister avec le latifúndio, parce que celui-ci s'est lui aussi en partie modernisé. Il a expulsé les anciens résidents, petits

propriétaires et locataires, a concentré davantage les terres et a introduit de nouvelles technologies pour augmenter la productivité mais a maintenu son orientation vers les marchés extérieurs. De là l'explication que le Brésil est le troisième exportateur mondial de grain. Il est aussi le deuxième exportateur mondial de soya. Pourquoi le soya est-il si important? Parce qu'il est vendu en dollars pour alimenter le marché de consommation externe. Il en résulte que la fève perd de son importance, est peu produite, a une basse productivité et arrive sur le marché de consommation interne à haut prix. La production de soya est subventionnée alors qu'il manque de terre pour la production de la fève. En réalité, c'est le peuple qui n'est pas important pour les classes dominantes. Le système qu'elles dirigent n'existe pas pour le bénéfice du Brésil, mais pour le bénéfice de l'extérieur, le bénéfice d'un système qui dépense ce que le Brésil exporte.

Mais rien de cela ne s'est produit qu'en termes de politique de compromis. Il y a eu des luttes et des formulations de projets nationaux. Il est important de le faire ressortir, parce que l'interprétation de cette phase de l'histoire du Brésil ne tend pas vers l'obscurcissement de la contradiction du conflit, de la lutte parfois cruelle, voire sanglante. Il y avait un projet en construction avec les équivoques mentionnées plus haut. Mais j'aimerais réaffirmer quelques points fondamentaux:

a. que les élites dominantes n'ont jamais inclus le peuple dans leur projet de Nation, n'ont jamais admis, sur le plan culturel-idéologique, l'existence de l'autre comme partie intégrante de la construction d'une formation socio-économique dont l'essence était dialectiquement moulée par des processus sociaux de consensus et conflictuels, par une unité de contraires;

b. que l'implantation de son projet d'industrialisation par la voie de l'actualisation historique ou de la modernisation réflexe, comme l'affirme Darcy Ribeiro, s'est effectuée dans une relation de conflits;

c. qu'il y a eu des résistances et des formulations de projets nationaux alternatifs autres que ceux des classes dominantes;

d. que la fragmentation des secteurs populaires — la classe ouvrière, les paysans, les salariés ruraux, la classe moyenne urbaine, les sans-emplois et les

sous-employés — à la non incorporation de ceux-ci en un ensemble unifié d'intérêts communs, fragmentation qui constitue une caractéristique du processus de luttes sociales au Brésil, a contribué, et jusqu'à aujourd'hui, à ce que certains secteurs dominants continuent d'implanter son projet de contrôle de la Nation.

### 3. Le projet national mis en échec

Le gouvernement de Kubitscheck (1956-1960), tout en maintenant les libertés syndicales et politiques élargies depuis le dernier gouvernement Vargas, a changé la direction de l'économie. Il a succombé aux pressions externes et a acquiescé aux intérêts de la bourgeoisie commerciale interne. Mais la bourgeoisie industrielle ne lui a pas opposé de résistance. Elle était le bénéficiaire direct des faveurs de l'État et a accepté de partager, comme subordonnée ou associée, avec le capital externe le processus d'industrialisation ancré dans l'exploitation des ressources naturelles et de la force de travail semi-qualifiée ou non qualifiée existant en abondance, en plus d'être adaptable à la production d'objets standardisés pour la consommation par les 20% de la population. Elle a orienté l'industrie vers la production de biens durables, adoptant des mécanismes d'ordre fiscal pour attirer les entreprises étrangères à investir au Brésil. Elle a établi des dispositifs de protection contre les manufactures d'apparence nationale les forçant à produire au Brésil ce que leur maison-mère exportait auparavant. Par ces dispositifs, ces entreprises pouvaient importer:

«máquinas e equipamentos obsoletos, valorizados como se fossem novos, sem cobertura cambial ou restrição de qualquer espécie quanto aos similares de fabricação nacional, ao tempo em que negava o mesmo direito às firmas brasileiras». (BANDEIRA, 1977 : 18)

Le gouvernement Kubitscheck a ouvert les voies de la dénationalisation de l'industrie, plus précisément celle liée à la communauté des gestionnaires nord-américains.

Em lugar de um proprietário nacional, temos em cada empresa que se associa com o capital alienígena um gerente estrangeiro(...). A consequência mais visível consiste num reforçamento do setor estrangeiro da economia nacional, com os seus reflexos inevitáveis, inclusive a perda de representação dos grupos nacionais nos órgãos de classe». (BANDEIRA, 1977 : 20)

Cet état de fait sera renforcé sous la dictature militaire lorsque la voie de

l'intégration avec le capital multinational est consommée. Une affirmation similaire à la précédente est faite par Celso Furtado:

«...Les hommes les plus capables des industries locales ont été recrutés, mettant ainsi la nouvelle classe gestionnaire au service de conglomérats. L'action de l'entreprise nationale reste limitée aux secteurs secondaires ou décadents, ou bien au travail pionnier, c'est-à-dire à l'ouverture de nouveaux fronts destinés à être plus tard occupés par les grandes organisations étrangères». (Furtado, 1970 : 69)

Les contradictions se sont accentuées. Un projet national s'esquissait alimenté par les rébellions des mouvements de la classe moyenne des années vingt, la ligne conduite par Vargas, l'influence de l'intellectualité de gauche, les thèses cepalinas du développement capitaliste autonome; mais il tentait d'incorporer les masses paysannes et donnait de l'espoir aux masses urbaines excédentaires, non absorbées par le processus d'industrialisation et expulsées de la campagne, de pouvoir un jour s'intégrer au processus de développement. Ce projet comprenait deux dimensions politiques qui le structuraient: le nationalisme et la vision de l'État comme force motrice du développement. Le sens que prenait le nationalisme dépendait de la perception de chacun. Pour la gauche, il signifiait un moyen de construire un processus autonome de développement remettant en question la dépendance externe en même temps qu'il supposait aussi une forte intervention de l'État dans l'économie. Pour la bourgeoisie, le nationalisme n'allait pas au-delà d'un simple mécanisme de protection de l'État puisque à la différence du nationalisme de gauche, le sien ne faisait pas de place à la démocratie sur le plan économique; il n'incorporait pas l'idée d'égalité, ni même les idéaux d'égalité de la révolution française. Même avant le coup de 1964, le nationalisme se constitue sous une bannière déployée isolément par la gauche communiste et populiste réformatrice.

On peut énumérer les points suivants les plus importants que comportait ce projet national<sup>19</sup>:

a. l'État assumerait le contrôle des compagnies étrangères qui oeuvraient dans les secteurs des mines, de la chimie, du pétrole et de l'industrie lourde;

---

<sup>19</sup>Voir Souza, Herbert (1975). Nationalism vs Internationalism in Brazil, Toronto, LARU, décembre 1975 et aussi Bandeira, Moniz (1967) et Pereira, L. C. Bresser (1987).

b. l'État stimulerait le développement des industries orientées vers la substitution des importations et destinées à satisfaire le marché interne en empêchant son contrôle par des multinationales;

c. il se ferait une réforme agraire, une mesure qui viserait à: la rupture du pouvoir politique de l'oligarchie agraire; la formation d'une classe moyenne rurale et l'amélioration des conditions de vie de la paysannerie; la production agricole pour satisfaire le marché consommateur interne, ce qui contribuerait à diminuer le coût de reproduction de la force de travail, en même temps qu'une partie de la production pourrait être destinée au marché extérieur, une exportation faite de façon rationnelle en vue de réduire l'impact des fluctuations du marché mondial sur la production locale;

d. la réforme agraire, en rendant possible l'augmentation de la production agricole orientée vers l'alimentation, élèverait les conditions de vie du prolétariat et des classes moyennes urbaines; elle réduirait les inégalités régionales et le processus migratoire interne qui augmentait en fonction de l'appauvrissement des travailleurs de la campagne;

e. les mesures prises en relation à la politique industrielle et agricole permettraient d'en arriver à une situation plus stable par rapport au marché externe, contribuant ainsi à la chute de la dette externe<sup>26</sup>. Cela augmentait le pouvoir politique et économique dans ses relations internationales;

f. la démocratisation, étant effectuée dans le domaine économique par l'intégration de grandes masses au marché, que se soit comme producteurs directs, comme force de travail salariée ou comme consommateurs, créerait des conditions pour la construction d'un système démocratique plus authentique et stable sur le plan politique, absorbant des conflits et des intérêts différents de classes via les

---

<sup>26</sup>En 1964 la dette externe était de 3 milliards de dollars. Seulement en intérêts, le Brésil devait payer approximativement US\$ 150 millions par année, près de 15% des revenus de change en monnaie convertible. La moitié de la dette était due au cours du triennat 1963-1965, en ajoutant les frais d'intérêts, elle totalisait US\$ 1,8 milliard, ou l'équivalent de 43% de la recette des exportations brésiliennes (BANDEIRA, 1977 : 109).

moyens institutionnels et constitutionnels.

Le gouvernement João Goulart (1961-1964) a été le gouvernement qui a poussé le plus loin ce projet. Il déclara un moratoire unilatéral sur la dette externe et réactiva la loi qui limitait la sortie des profits vers l'extérieur, une loi qui considérait comme capital national le capital réinvesti par les compagnies étrangères<sup>22</sup>. La British-American Tobacco (Cie. de Cigarettes Souza Cruz), qui dominait plus de 70% du marché, a augmenté ses investissements entre 1914 et 1971 jusqu'à US\$ 115 millions dont 97% représentent des réinvestissements (Voir BANDEIRA, 1977 : 110). Ce gouvernement attaqua l'industrie pharmaceutique après avoir constaté une surfacturation dans les importations de matières premières. Il interdit l'importation de matières premières pour cette industrie à des prix excédant la concurrence internationale et décida la création d'une industrie chimique de base en concédant des avantages fiscaux et des subventions aux laboratoires nationaux. De plus, il détermina l'uniformisation des prix des produits pharmaceutiques sur tout le territoire national. Il réglementa le Code brésilien des télécommunications, en nationalisant les services de téléphonie, de télégraphie et de radiodiffusion. Il créa l'Eletrobrás et augmenta la capacité nationale de production d'énergie électrique. Il élargit le parc sidérurgique national avec la création de trois usines, aujourd'hui privatisées à vil prix par la politique néolibérale en vigueur: Usimimas, Cosipa et Ferro e Aço de Vitória. Il autorisa Petrobrás à disputer aux compagnies pétrolières multinationales le marché de distribution de dérivés du pétrole. Il changea la politique adoptée par Kubitscheck en relation à l'industrie de biens de capital. Il prohiba l'appel au financement étranger pour les importations de machines et d'équipement que l'industrie nationale pouvait fabriquer. Selon la CEPAL, avec cette mesure, la capacité de l'industrie de biens de capital serait réduite menant à la production de 87% des US\$ 873,9 millions que le Brésil avait besoin d'importer entre

---

<sup>22</sup> Les investissements des compagnies nord-américaines se sont accrus de US\$ 30 milliards en 1940 jusqu'à US\$ 180 milliards en 1955, sans qu'aucun capital nouveau n'entre au pays). La British-American Tobacco (Cie. de Cigarettes Souza Cruz), qui dominait plus de 70% du marché, a augmenté ses investissements entre 1914 et 1971 jusqu'à US\$ 115 millions, dont 97% représentent des réinvestissements. (voir BANDEIRA, 1977 : 110)

1961 et 1970, pour l'expansion d'importants segments de son industrie<sup>22</sup>.

Dans le domaine social, il étendit aux travailleurs de la campagne les bénéfices de la sécurité sociale, et accorda aux fonctionnaires du secteur publique le 13<sup>e</sup> salaire, un droit déjà accordé aux travailleurs du secteur privé de l'économie. Il arrangea la nullité et la caducité des autorisations pour l'exploration et la lavage du minerai, concédant ce droit aux secteurs nationaux. Il fixa le prix des huiles lubrifiantes et accorda à Petrobrás le monopole des importations de pétrole

«através dos quais as refinarias particulares, macomunadas com os trustes estrangeiros, transferiam recursos do país para o exterior, fraudulentamente, pagando por um tipo de óleo mais caro, quando na verdade, recebiam outro de qualidade inferior». (BANDEIRA, 1977 : 149)

Il décréta la désappropriation des terres situées en marge des routes fédérales et des barrages ayant comme objectif de les redistribuer aux travailleurs de la campagne. Enfin, comme dernier geste de son gouvernement, João Goulart envoya au Congrès National les projets de réformes sociaux et politiques suivants: (a) Réforme agraire: il proposait une modification du dispositif constitutionnel qui admettait seulement la désappropriation des terres en payant comptant d'avance; (b) Réforme universitaire: il abolissait la permanence à vie des chairs et amplifiait la liberté d'enseignement; (c) Réforme de la constitution: il attribuait des pouvoirs législatifs au président de la République pour instaurer des réformes de base que le Congrès National, à cause de ses liens avec des intérêts oligarchiques et du commerce international, empêchait de se réaliser; (d) Consultation de la volonté populaire: comme les forces conservatrices avaient toujours été majoritaires dans toute l'histoire du Congrès National, le Président proposait un référendum sur les réformes de base, soit les réformes structurelles. C'était une stratégie politique que combinait l'action légale via un processus institutionnel et une autre qui poussait à l'élévation de la pression sociale.

#### **4. LA DICTATURE: la modernisation autoritaire et la victoire du projet d'intégration internationale**

---

<sup>22</sup>Production d'énergie, raffinage de pétrole, sidérurgie, production de ciment, papier et cellulose

Le projet défendu par le gouvernement João Goulart a été mis en échec par un coup de force. Les forces démocratiques augmentaient d'élection en election leur participation au parlement et, des données d'un sondage d'opinion publique révélées après la redémocratisation, indiquaient que le gouvernement démocratique avait l'appui de la majorité de la population. Mais les forces sociales qui appuyaient le projet de changement social — les réformes de base — étaient divisées à l'approche des élections présidentielles de 1965 qui n'ont finalement jamais eu lieu. Cette division tenait sa base historique dans notre formation sociale hétérogène dont les traits culturels et idéologiques avaient été hérités de l'esclavage et de la servitude qui coexistaient encore chez les industriels modernisés et cosmopolites et chez les grands propriétaires terriens, aussi «cosmopolites» dans ses intérêts économiques et ayant une forte présence sur la scène politique nationale. Il s'ajoute à ces secteurs une classe moyenne dépendante de la fonction publique et des professions libérales, plusieurs d'entre eux fils urbanisés de petits et moyens propriétaires ruraux, en plus d'une paysannerie pour qui la réforme agraire portait des signes opposés. Pour certains, c'était le signal de la démocratisation de la propriété foncière. Pour d'autres, le manque de terres à travailler, avec la désappropriation des latifúndios et la perte de la protection paternelle-autoritaire du propriétaire de la terre, en relation duquel, ils gardaient aussi une dépendance affective construite au cours de tant d'années de servitude. Pour les petits et moyens propriétaires, le signal de la perte de la propriété, c'est le signe du petit pouvoir et la possibilité de l'ascension sociale. Il s'y ajoute encore une masse de travailleurs en petit nombre, en majorité une main d'oeuvre non qualifiée, constituée en classe en voie de formation. On ne peut pas taire non plus le rôle des intellectuels. Étant en grande majorité des adeptes du projet de transformation mais conservant certains préjugés, les intellectuels brésiliens ont, cependant, en général l'habitude d'analyser et de penser le Brésil avec les yeux et l'esprit des Européens. Ils voyaient dans l'appel à la participation des masses au processus politique stimulé par le populisme un facteur d'«impureté» dans la construction du projet de changement. Ainsi ils contribuaient au processus de division politique, parce qu'ils analysaient l'action politique des leaders politiques de l'époque comme des «manoeuvres» ou des «machinations» par lesquelles ils cherchaient à maintenir le pouvoir sous contrôle et finiraient par instaurer les politiques de la bourgeoisie. Les travailleurs brésiliens «purs» étaient dans le Parti communiste et une partie, de tendance socialiste, dans le Parti travailliste brésilien. Ils constituaient une minorité. Il s'agissait de dirigeants syndicaux et des masses,

ouverts à la «purification» idéologique issue de l'intellectualité.

La complexité de la formation socio-économique brésilienne induit un aspect de déphasage entre ses dimensions économiques, politiques et idéologiques, de la façon dont se sont effectuées les luttes de classes dans la période en question; elle a freiné et contenu des potentiels révolutionnaires de rupture des classes sociales soumises à la domination.

Un autre facteur significatif et de haute importance de l'échec du projet de transformation nationale-démocratique a été l'ingérence externe, alliée aux intérêts locaux, dans la vie économique et politique brésilienne. La dictature militaire a poursuivi le même processus d'industrialisation sur lequel avait mis l'accent le gouvernement Kubitscheck, mais avec deux différences. La première, le nouveau pouvoir, sur le plan économique et social, a exacerbé les aspects les plus pervers du modèle. La deuxième, sur le plan politique, le pouvoir a changé l'alliance qui en était venue à diriger le pays, dont le trait le plus évident, était l'exclusion complète des secteurs populaires. Cette exclusion s'est manifestée jusque dans le discours des nouveaux dirigeants. La politique en est arrivée à être perçue comme une forme irrationnelle de l'expression de la société et les décisions de l'État se sont vues guidées par la «rationalité technique». Le ministre de l'Économie de la dictature Robert Campos, ex-ambassadeur de Goulart à Washington, est allé jusqu'à affirmer qu'il était plus facile de gouverner sans les turbulences de la rue.

Le signe central de l'échec du projet national qui s'esquissait depuis 1930 et le renforcement de la collusion des intérêts internes et externes du capital avaient déjà été annoncés par Getulio Vargas durant la campagne électorale de 1950, dans une entrevue accordé au journal Folha do Norte, de São Paulo:

«Conheço meu povo e tenho confiança nele. Tenho plena certeza de que serei eleito. Mas sei, também, que pela segunda vez não chegarei ao fim do meu governo. Terei de lutar. Até onde resistirei? Se não me matarem, até que ponto meus nervos poderão aguentar? Uma coisa lhe digo: não poderei tolerar humilhações... O Brasil ainda não conquistou sua independência econômica e, neste sentido, farei tudo para conseguí-la... Serei combatido sem tréguas. Eles, os grupos internacionais, não me atacam de frente porque não se arriscariam a ferir os sentimentos de honra do nosso povo. Usarão outra tática, mais eficaz. Subvencionarão os brasileiros inescrupulosos. Seduzirão ingênuos

inocentes. Em nome de um falso idealismo e de uma falsa moralização, dizendo só atacar ambientes corruptos que eles mesmos, de longa data, vêm criando, procurarão atingir a minha pessoa e o meu governo, evitar a libertação nacional. Terei de lutar. Se não me matarem...». (RIBEIRO, 1985 : 1261)

Getúlio remporta la victoire. Mais la réaction d'une bonne partie de la nouvelle classe moyenne à sa victoire est très symptomatique du cheminement de l'histoire: le suicide de Vargas en 1954, un peu avant de terminer son mandat; la démission de Jânio Quadros après sept mois de gouvernement, en 1961; la dictature militaire, en 1964; la démocratisation politique sans rupture ou réformes sociales, en 1986. Voyons comment a réagi, dans son éditorial, la revue Anhembi, dirigée par des intellectuels libéraux et démocratiques:

«No dia 3 de outubro, no Rio de Janeiro, era meio milhão de miseráveis, analfabetos, mendigos famintos e andrajosos, espíritos recalçados e justamente ressentidos, indivíduos tornados pelo abandono homens boçais, maus e vingativos, que desceram dos morros embalados pela cantiga da democratização berrada das janelas de automóveis, para votar na única esperança que lhe restava: naquele que se proclama o pai dos pobres, o messias-charlatão...». (WEFFORT, 1978 et RIBEIRO, 1985)

A l'échec du projet national, qui avait été défait par la force, il faut le répéter, a suivi la mise en oeuvre d'un autre projet national autour duquel s'alignait les intérêts du capital international dirigés par les États-Unis, pays hégémonique depuis la Seconde Guerre mondiale, et des intérêts de la bourgeoisie interne, incapable d'assumer historiquement, en faveur du pays, le rôle que les bourgeoisies des pays centraux avaient assumé dans leur propre pays. Toutefois, il n'y a pas de raisons d'exiger de toutes les bourgeoisies d'assumer ce rôle. En fin de compte, la bourgeoisie brésilienne est née de la casa-grande et a toujours coexisté au côté de la senzala, économiquement cosmopolite, culturellement provinciale et socialement féodale.

Le capital multinational et le capital national dépendant et associé, appuyés sur une techno-bureaucratie servile, qui a crû et s'est consolidée sous la dictature et dans la répression du mouvement ouvrier et des masses, et dans la destruction physique des leaders de la paysannerie et des travailleurs ruraux et dans la suppression de l'activité intellectuelle critique - rôle qui a été assumé par un groupe

de militaires de droite qui est devenu hégémonique au sein des forces armées - ont renforcé le processus de modernisation de l'économie du pays. Ce processus est survenu par la poussée vers l'industrialisation, particulièrement par le retour à la production de biens durables de consommation, par l'introduction de nouvelles technologies dans le secteur agricole, consolidant ainsi sa tendance historique vers le marché externe, et en maintenant sa structure foncière. La politique interventionniste de l'État s'est exercée sans la «clameur des rues» régularisant l'économie par une hausse significative de sa capacité de consommation, par la politique de subventions et d'investissements par l'endettement externe, politiques qui conciliaient les intérêts entre les capitaux, particulièrement en faveur du capital étranger. Dans le domaine politique, l'action de l'État s'est exercée pour empêcher que les intérêts des classes sociales subalternes et opprimées soient exprimés comme une valeur politique.

Jusqu'avant 1964, les mouvements de gauche brésiliens pensaient que le développement capitaliste au Brésil n'aurait pas lieu si la dépendance et la structure agraire du latifúndio se maintenaient. La modernisation de la dictature a non seulement donné un coup de pouce à ce développement par la croissance économique dépendante, mais elle a modernisé le latifúndio. Pour satisfaire les exigences du marché international, on a opté pour la grande agriculture en encourageant le développement par la voie de la modernisation technologique avec l'intensification de l'emploi d'équipement agricole (tracteurs, machines spécialisées, etc.) et l'usage de substances chimiques (fertilisants, insecticides, etc.) qui faisaient partie du «paquet technologique». Tout cela par l'intermédiaire des anciens propriétaires des terres et par l'extension du capital industriel, particulièrement le capital multinational, à la production agricole et l'extraction du minerai pour l'exportation. C'est ainsi que la compagnie «do Vale do Paraopeba», possédant d'immenses gisements minéraux à été cédée justement au groupe Fianna Corporation des États-Unis. Cette entreprise a reçu de l'État le chemin de fer reliant l'État de Minas Gerais et Rio de Janeiro, comme une infrastructure d'exportation de minerais de fer et de manganèse, concurrençant avec la compagnie Vale do Rio Doce, aujourd'hui privatisée, et ce, avec les applaudissements des libéraux et avec l'inaction de qui consent, la gauche «modernisée». Un autre exemple est celui du Projet Jari du millionnaire Daniel K. Ludwig à qui le gouvernement a concédé 6 millions d'hectares en Amazonie pour l'élaboration d'un projet forestier, minier et agro-industriel. Encore d'immenses

portions du territoire national ont été cédées aux groupes économiques multinationales Suya-Missu, Georgia Pacific, Bruynzeed, Volkswagen, Robin Mac, Anderson Clayton, Swift-Armour, Goodyear, Nestlé, Mitsubishi, Bordon, Robin Mac, Anderson Clayton, Swift-Armour, Goodyear, Nestlé, Mitsubishi, Bordon, à part les grandes entreprises nationales, dont la Camaro Correia (construction civile) et la BRADESCO. Et le minerai de fer de la Serra dos Carajas a été cédé à la United States Steel. (RIBEIRO, 1985 : 1252)

En réalité, le projet victorieux ne s'est pas développé seulement en fonction de l'Etat répressif. C'est que ce projet cadrerait dans la nouvelle tendance structurelle du capitalisme au niveau mondial. L'alliance entre la bourgeoisie industrielle, commerciale et financière avec les propriétaires ruraux et la bureaucratie de l'Etat a permis la construction d'un modèle de croissance économique entièrement compatible aux intérêts internationaux et particulièrement à ceux du capital financier.

Le processus d'industrialisation ne s'orientait donc pas vers la formation d'un système économique national mais plutôt vers la complémentarité, de manière périphérique, du système économique international. Le pays est entré dans la voie naturelle du capitalisme mondial: la rapide industrialisation de certains pays périphériques par l'installation de grandes entreprises internationales dont la finalité de production était orientée essentiellement vers la consommation de biens sophistiqués, souvent superflus et aucunement indispensables. La politique d'exemptions et d'avantages fiscaux a servi à stimuler l'emploi de capital réduisant le rythme d'absorption de main d'oeuvre et profitant aux entreprises d'envergure. Évidemment, ces mesures tendaient à l'encouragement de la demande de biens produits dans les secteurs les plus dynamiques et modernes de l'économie, surtout les biens consommés par la classe moyenne et par les nouveaux segments sociaux intégrés. La viabilité et l'élargissement du marché pour ces produits ont été atteints par voie de financement spécial et avantageux et par une immense campagne publicitaire avec l'intention de reproduire des modes de consommation des économies considérées «avancées». Comme le dit Celso Furtado:

«o capitalismo periférico engendra o mimetismo cultural e requer permanente concentração da renda a fim de que as minorias possam reproduzir as formas de consumo dos países centrais». (FURTADO,

1983 : 45)

Conjointement à l'expansion de ces marchés, la demande de main-d'oeuvre qualifiée a augmenté, faisant se concentrer encore davantage les revenus. Mais cela ne veut pas dire qu'il y a eu parité entre la demande et l'offre de main d'oeuvre. Au contraire, la grande disparité entre la capacité de l'industrie à créer des emplois et l'augmentation de l'offre de main-d'oeuvre dans les centres urbains a engendré l'augmentation du travail informel, peu qualifié et de bas revenus. La forte migration rurale-urbaine a provoqué l'explosion urbaine de quelques villes dotées d'une infrastructure déficiente et de capacité réduite à créer des emplois industriels, causant des carences dans le logement, l'accroissement des bidonvilles et une crise d'approvisionnement en eau et des égouts. Dans de telles circonstances, il était naturel que survienne une chute de la qualité de vie de la population ayant des revenus plus bas.

Un autre aspect de cette tendance structurelle fut l'expansion du capital multinational à l'insu [à revelia] des États-nation, à tel point que les relations commerciales entre le «centre» et la «périphérie» eurent plus l'apparence de transactions entre grandes entreprises qu'entre pays «développés» et pays «en voie de développement». Ces transactions, cependant, ont mené à l'augmentation exponentielle de la dette externe et interne de pays comme le Brésil, vu que l'État a assumé les dettes contractées par les entreprises, que ce soit directement ou indirectement, mettant en oeuvre des plans de construction de grandes oeuvres d'infrastructure au profit du secteur privé.

Mais voilà, la conséquence sociale de ce type de développement industriel se manifeste par un changement dans la structure du revenu. C'est ce qui est arrivé sous la dictature: un changement dans le profil de la classe moyenne. Le nombre de propriétaires de moyens de production chute mais le nombre de gestionnaires et d'administrateurs augmente, les membres des professions libérales se prolétarisent, ou mieux, deviennent des salariés et une bonne partie des travailleurs du secteur moderne de l'économie atteignent des niveaux de consommation comparables à la classe moyenne. Les entreprises commencent à offrir de meilleures augmentations de salaires aux travailleurs qualifiés et à réduire les coûts avec des travailleurs moins qualifiés, leur payant des salaires qui ne sont pas en accord avec le rythme de

croissance du PIB, en particulier le salaire minimum:

«Em 1952, o salário mínimo do Rio de Janeiro equivalia a duas vezes o PIB per capita, o que significa que ele proporcionava a uma família de quatro pessoas a metade do poder aquisitivo médio do país. Entre 1952 e 1960, esse salário mínimo oscilou entre 2 e 2,69 vezes o PIB per capita, acompanhando aproximadamente o crescimento global da economia. De 1960 em diante, o salário mínimo deixou de acompanhar o PIB per capita; seu valor relativo caiu de 2,1 vezes o PIB per capita em 1960 para 1,64 em 1964 e para 1,0 em 1970. Durante essa década, portanto, o salário mínimo perdeu mais da metade do seu valor relativo, proporcionando no fim dela 1/4 do poder aquisitivo médio a uma família de quatro membros». (SINGER, 1986 : 32)

En concentrant les revenus dans les segments moyens et supérieurs, la dictature non seulement a maintenu mais a augmenté le nombre de pauvres. Elle a prolétarisé une partie des pauvres de la campagne et une autre partie est venue s'ajouter aux pauvres des villes. Le contingent des pauvres urbains, en majorité résultant de la propre économie de la ville, croît comme un réflexe des mécanismes de reproduction de la pauvreté. Paul Singer fait une affirmation, dans son livre déjà mentionné plus haut, que si elle est valide pour l'époque où il l'a faite, aujourd'hui, elle est pour le moins discutable, comme nous le verrons au prochain chapitre:

«Trata-se de uma ampla massa de trabalhadores que se encontra potencialmente à disposição do capital, o qual, mediante o mero desembolso de um salário mínimo, pode a qualquer momento mobilizá-la, engajando-a onde quer que necessite de mão-de-obra pouco qualificada». (SINGER, 1986 : 22)

Des années 70 jusqu'aux années 80, il y a une concentration du revenu dans les secteurs riches et moyens, et plusieurs familles urbaines connaissent une augmentation de revenus provenant de la production agricole et non agricole. Le «fermier du weekend» fait surface, généralement un industriel, un membre des professions libérales ou un commerçant qui ajoute à son activité un revenu supplémentaire provenant en général de l'agro-élevage ou de l'agriculture noble pour l'exportation. Le modèle de capitalisme réflexe, maintenant associé et dépendant du capital multinational, concentre le revenu dans 20% de la population. Le marché pour le capitalisme international devient la somme des minorités privilégiées du «tiers-monde», en plus des majorités de consommation sophistiquée et superflue du monde «développé». Dans le cas du Brésil, ce n'est pas seulement une élite dominante, constituée de bourgeois industriels et agraires, c'est aussi une classe moyenne et

une couche de travailleurs du secteur moderne de l'économie. C'est le 1% des plus riches, plus les 19% des presque riches, classe moyenne haute, moyenne moyenne et moyenne basse. Le nombre de ceux gagnant 10 salaires minimums et plus est passé de 295.688 à 1.702.958 entre 1970 et 1976 (SINGER, 1986 : 14). Le fait le plus important de cette période de modernisation autoritaire, en se situant dans le même schéma d'analyse que Paul Singer, est l'augmentation significative du nombre des travailleurs industriels qui passe de 38.402 en 1970 à 413.427 en 1980. Et la couche de cinq à dix salaires minimums entre 1960 et 1970 croît de 11,4%, alors qu'entre 1970 et 1983 elle croît de cinq fois. Paul Singer conclut que:

«o que houve, portanto, foi uma ascensão de uma parcela da classe operária a níveis de renda que lhe dão acesso ao consumo "burguês", caracterizado sobretudo pelos bens duráveis: automóvel, TV a cores, motocicleta, etc». (SINGER, 1986 : 17)

Les pauvres, classifiés par Singer dans une fourchette salariale de un à deux salaires minimums, étaient constitués en 1960 par 66,6% des employés. En 1970, ceux-ci constituaient 72,5% et, en 1979, 77,0%. L'auteur souligne que la chute du pouvoir d'achat du salaire minimum en termes relatifs a été bien plus important:

«pois nesse interim a economia se desenvolveu, o padrão de vida médio se elevou, juntamente com a renda per capita, ao passo que o salário mínimo diminuiu». (SINGER, 1986 : 31)

Le «miracle» économique, atteint par l'insertion subordonnée du pays à l'économie mondiale, a exigé, avec l'expansion des industries de biens durables, une gigantesque infrastructure physique financée par l'endettement externe du pays. Mais, aussi, ce miracle s'est produit avec la concentration du revenu entre un petit groupe de consommateur, un processus par lequel il a intégré une partie des travailleurs ouvriers et par la surexploitation de la grande majorité de la force de travail. Comme le dit Kurz:

«surgiu uma classe de trabalhadores industriais estatizada ou alimentada intravenosamente pelo Estado, classe que na maioria dos países do Terceiro Mundo se integrou à classe média, enquanto a grande massa da população ficava fora do aparato estatal e da produção industrial insular para o mercado mundial, acabando na miséria». (KURZ, 1993 : 178)

Un portrait fidèle de ce modèle de croissance économique de style autoritaire

est représenté ici par une déclaration d'un homme d'affaires et la situation vécue d'un travailleur, tirée de «La Croissance économique et l'extorsion de la plus-value: critique et vérification empirique», un travail élaboré dans le cadre du cours «Méthodes de recherches sociologiques II», Université d'Ottawa, 1977:

«La discipline, la dédicotion au travail, l'enthousiasme des travailleurs brésiliens contrastent profondément avec les agitations et convulsions qui affligent actuellement tous les pays capitalistes développés, avec des graves problèmes d'absentéismes, d'augmentation permanente des coûts, et réduction vertical des profits. Nos techniciens croient ne pas exister aujourd'hui, dans aucune partie du monde, des profits si élevés que ceux proportionnés par l'industrie d'automobile brésilienne<sup>33</sup>».

«Avec les 25 cruzeiros de sang donnés à la Société Médicale São José, en Caxias, Rio de Janeiro, et déjà transformés en patates, oignons, macarroni, café et une poule, Josemil Navarro de Sousa est tombé mort sous le poids de son achat. Il souffrait d'anémie profonde, selon les médecins. Josemil était, il y a 3 mois, sans emploi et la police a découvert qu'il vendait son propre sang pour survivre<sup>34</sup>».

Le maintien d'un tel système n'est pas dans l'intérêt de la grande majorité du peuple. L'augmentation de sa production, aussi grande soit-elle, ne répond à aucune nécessité réelle de la population. Il ne sert que le besoin du système à se perpétuer, ce qu'il fait par la production de marchandises, en bonne partie inutiles, dans un véritable gaspillage de ressources naturelles, matérielles et humaines. Le travailleur est donc soumis à une condition d'être social complètement aliéné soit comme producteur ou consommateur de biens, parce qu'en plus d'être aliéné par les moyens de production, il est aussi aliéné par la finalité sociale du produit de son travail.

Le plus grand impact éthique de ce modèle qui est en même temps l'essence de sa propre logique perverse, est le déphasage entre la capacité qu'il a démontré posséder pour monter un système des plus modernes de communications, construire de grands barrages pour la production d'énergie, développer des industries de hautes technologies, ériger une infrastructure physique extensive et de qualité supérieure, transformer le pays en troisième exportateur mondial de grains et dixième exportateur mondial de véhicules automobiles produisant annuellement près

---

<sup>33</sup>M.FRANCO URANI, surintendant au Brésil de la FIAT dans une déclaration au journal Oponião (Brésil), 1976.

<sup>34</sup>voir Jornal do Brasil, 26 octobre 1974

de 1.400.000 automobiles, transformer l'assortiment des produits d'exportations (« pauta de exportações ») passant des 24% de produits industrialisés en 1970 aux 70% actuels<sup>23</sup>, et enfin élever le pays jusqu'à la dixième économie du monde; et son incapacité de nourrir la majorité des foyers brésiliens, d'assurer un travail digne à la grande majorité de la population en âge de travailler et d'offrir une éducation efficace à la grande majorité des ses enfants (BUARQUE, 1994 et 1991)

En réalité, la hausse ou la chute du produit interne brut au Brésil n'affectera en rien sa population misérable, exclue de la production et de la consommation. Ce PIB est constitué par la production d'automobiles, de cosmétiques, de téléviseurs-couleurs, d'armement de guerre, de soya, de jeux électroniques pour le loisir des enfants de riches. Ce qui a guidé ce modèle, ce sont les idées économicistes qui ne garantissent aucun avenir prometteur pour une Nation comme la Nation brésilienne. Ces idées qui prévalent encore aujourd'hui, quoique plus accentuées sous le régime militaire, sont fondées sur deux postulats que l'on pourrait synthétiser comme suit:

a. Durant les périodes de prospérités économiques et aussi longtemps que le revenu national n'a pas atteint un certain niveau considéré comme idéal, il faut remettre à plus tard les mesures de redistribution de la richesse, parce celles-ci, dans de telles circonstances seraient prématurées;

b. Durant les périodes caractérisées par une diminution du taux de croissance, le juste exercice de péréquation déboucherait sur l'augmentation de la pauvreté en raison des pressions inflationnistes supplémentaires alliées à une perspective de croissance future réduite qui en résulterait.

La tragédie qui s'est abattue sur le Brésil pendant la longue période du régime autoritaire n'a pas encore été soigneusement analysée dans ses multiples aspects. On peut en mesurer facilement plusieurs de ses éléments, dont ceux qui dérivent des impasses et des conditions économiques, politiques et sociales. Il y a cependant d'autres aspects plus difficile à mesurer mais qui ne sont pas pour autant impossible à percevoir. Ce sont ceux qui découlent de la dimension psycho-sociale et qui

---

<sup>23</sup>voir ABRANCHES, Sérgio dans «A revolução popular brasileira, revue VEJA, 9 mars 1994 : 96

blesent de façon irrémédiable l'âme des gens. C'est avec la complicité des élites qu'ont été interrompus plusieurs processus historiques ayant comme toile de fond un véritable projet de société réformiste-révolutionnaire. Des leaderships émergents ont été bafoués dans leurs rêves les plus chers. De jeunes et dignes combattants de la liberté se sont lancés à l'aventure. Au cours d'une période de plus de 20 ans, il s'est créé un hiatus, un triste vide, dans lequel a germé et s'est répandue la méfiance. On ne cherchait plus que le succès immédiat caractérisé par l'absence de solidarité, un terrain fertile au « repli de soi ». Les énergies psychiques individuelles et collectives se sont repliées vers les espaces étroits et opaques des institutions éludant la question du pays, du monde, de la totalité sociale.

Il s'est créé une société fortement étatisée, mais sans citoyens, dans laquelle avait disparu le sentiment de « res-publica », parce que l'État qui s'accrochait aux traits héréditaires séculaires a été privatisé par un petit groupe de sociétés commerciales, industrielles et de technocrates à vocation internationale dont la richesse constitue non seulement la preuve d'activités économiques mais aussi d'« affaires » extra-économiques. Il y a eu d'innombrables détournements de fonds, de concordats frauduleux et de gains financiers fabuleux. En 1977, la Volkswagen a affiché des profits pour la fabrication et la vente d'automobiles de 9,5 millions de dollars. Sur le marché financier, par des opérations d'« open-market », ce groupe a accumulé une somme de 573 millions. La Standard Electric annonçait des pertes opérationnelles de l'ordre de 79,8 millions de dollars, mais des spéculations financières lui rendaient 329,3 millions (RIBEIRO, 1985 : 2252). Tout cela a contribué à l'érosion de l'unité nationale, la sociabilité et la convivialité au sein même du peuple. C'est la « loi du plus fort » qui s'installait, du victorieux à tout prix, du nouveau riche, ignorant et idiot, déraciné et prisonnier du modèle économique pervers dont il profitait et qu'il avait aidé à créer.

Cette état de fait a eu pour conséquences un affaiblissement du niveau de résistance et d'initiative de la société et des individus. Le transfert de tous les centres de décisions concernant le destin de la Nation vers l'appareil technocratique industriel et militaire s'est effectué non seulement par la violence physique mais aussi par des processus idéologiques faisant en sorte que l'autre type de violence, métamorphosée en soumission, apathie, aliénation et individualisme, pénètre les consciences, et soit introvertie dans le cœur des gens, devenant ainsi, banalisé,

une composante naturelle du quotidien. Les utopies disparaissaient, les références humanistes se perdaient. Une portion considérable de la jeunesse perdait tout perspective. Plusieurs d'entre eux cheminaient dans la complète indifférence face à la réalité sociale. C'est la génération issue du AI-5, née autour de 1968<sup>6</sup>.

La perte de tout cadre de référence collectif a fait que les gens devenaient des proies faciles du nouvel engrenage bureaucratique. A mesure que le «miracle» économique perdait sa force mythique, baignée dans l'illusoire possibilité de mobilité sociale pour tous, le «progrès» économique et l'ordre imposé allait produire, dans les organisations bureaucratiques et surtout dans le monde du travail, le phénomène de l'horizontalisation des conflits. Les individus ont commencé à se préoccuper au quotidien des disputes pour les restes hérités de la bureaucratie. Au lieu d'être mobilisés par les grandes questions sociales, par les intérêts de la construction du pays, les individus se voyaient mêlés à des guerres intestines pour de petits gains et positions dans la structure des micro-pouvoirs érigée contre eux même, qui les dégrade et les immobilise. Ils devenaient insensibles à la réalité de ce que le Brésil est bien plus grand, bien plus différent, bien plus sauvage que le Brésil apparent, intégré au «miracle». En conséquence, les individus se désarticulaient, se fragmentaient comme être social, tenant comme gains ce qui, en réalité, n'est qu'une violence contre eux-même, peut-être parce que construite au prix de l'exclusion de la majorité de ses pairs.

La transmutation d'une économie de travail intensif (à capital variable) en une économie orientée vers la technologie (à capital constant) ouvre pour les classes moyennes une fenêtre sur l'ascension sociale. Parce que la mobilité sociale n'atteint pas tout le monde, il se développe un désir immodéré pour la spécialisation, pour la maîtrise, non seulement cognitive mais aussi physique et spatiale, des domaines du savoir. Il ne s'agit pas ici de la spécialisation comme simple différentiation résultant de la division technique du travail, ce qui permet l'analyse d'une partie d'un tout d'une façon spéciale, singulière, mais il s'agit plutôt d'une spécialisation comme perte de la notion de totalité ou comme mécanisme d'adaptation à l'organisation bureaucratique qui finit par se réduire à un instrument de meilleure participation au processus

---

<sup>6</sup>AI-5: Acte Institutionnel n.5 décrété par la junte militaire le 13 décembre 1968, connu comme «le coup dans le coup».

compétitif (voir BRAVERMAN, 1981). De cette façon, la compétition surgit entre les gens, cristallisant l'impression que l'espace de l'un sera assuré dans la mesure que celui de l'autre est limité. L'individu devient une menace pour l'autre. L'insécurité se généralise parce que les gens se sentent plus solitaires et cherchent, par l'action individuel, la sécurité perdue par l'affaiblissement des liens collectifs, du tissu social. Cette situation s'aggravait à mesure que le «miracle» entraînait en crise, avec l'escalade récessive de l'économie de la fin des années 70 et du début des années 80, avec l'aplatissement des salaires et la dégradation des conditions de vie. Les individus se définissent alors selon l'éthique de la survie. Poussés à consacrer de plus en plus de temps utile à la lutte pour sa survie, les individus transfèrent toute leur énergie psychique vers la maîtrise de leur travail et se retrouvent victimes de son engrenage. Cette tragédie, après la conquête de la démocratie, s'est traduite par un corporatisme économique pour ceux qui avaient un travail et un pouvoir de marchandage (la société civile organisée); et la misère, l'exclusion et l'apartheid social pour les «oubliés» de la croissance, dont plusieurs ont trouvé dans l'«économie de pillage» la forme la moins soumise de la survivance.

Une autre grande tragédie a été le fossé culturel entre les générations qui a été construit par la dictature. Les filhos do AI-5 ont été victimes de la plus insolente falsification historique. Dans les écoles et les universités on a introduit des cours obligatoires de «morale et de civisme» ou des «études de problèmes brésiliens», dont l'objectif était d'intégrer idéologiquement la jeunesse au régime autoritaire. La transmission de l'histoire récente aux jeunes était faite avec un biais qui déformait les caractéristiques et la nature populaire des luttes pour les «réformes de base». Les idéologues de la dictature ont trouvé chez nos intellectuels des alliés involontaires qui étaient imprégnés des valeurs eurocentriques, mais efficaces et fonctionnelles. La critique du populisme était et est encore une critique élitiste.

Francisco Weffort fait référence à ce qu'il appelle le «double paradoxe» du populisme, c'est-à-dire que le populisme encourage et stimule la participation politique des masses qui vont servir d'appui à un régime dans lequel ces masses vont être dominées (WEFFORT, 1978 : 11). L'auteur établit une corrélation entre une société à caractère pré-capitalistes et l'existence du populisme, et affirme que «o populismo implica, em qualquer de suas formas, uma traição à massa popular» (WEFFORT, 1978 : 34).

Il dit que l'appel au peuple fait par le populisme a comme but l'élimination des contradictions antagonistes entre les classes sociales, parce que:

«o povo é concebido essencialmente como um conglomerado de indivíduos que comungam este puro sentimento de 'ser brasileiro'» (WEFFORT, 1978 : 38).

Sa vision est essentiellement occidentaliste. Il imagine pour le Brésil une organisation sociale et politique qui ressemble au modèle de société idéale du capitalisme européen (ou de la social-démocratie, pour être plus cohérent avec l'horizon de son utopie):

«Nas sociedades avançadas», as formas tradicionais da política popular à base de situação de classe foram perdendo importância à medida que cresciam as possibilidades de consumo das camadas populares» (WEFFORT, 1978 : 55).

Il affirme que ce qui est commun à tout type de populisme, soit de droite ou de gauche, c'est:

«o interesse que todos têm na conquista do voto popular e na manipulação das aspirações populares (WEFFORT, 1978 : 62).

Ici Weffort révèle son indulgence face à la matrice intellectuelle européenne, son «formalisme», son déracinement:

«Se baseados na tradição europeia de luta de classes, entendemos como participação política ativa aquela que implica uma consciência comum dos interesses de classe e na capacidade de auto-representação política, caberia concluir que todas as classes sociais brasileiras foram politicamente passivas nos decênios posteriores à revolução de 1930» (WEFFORT, 1978 : 71).

A l'aversion de la droite, qui diffusait l'image selon laquelle tous les leaderships populaires d'avant 1964 étaient démagogues et corrompus, pourtant, populistes, s'ajoutait ce type d'analyse sophistiquée. Tout cela était diffusé dans les écoles et les universités, bien souvent sans l'élégance et le charme intellectuel de Weffort (dans ce cas une version de «gauche recyclée»), mais avec l'aversion idéologique des jeunes professeurs partisans de la gauche moderne, des mouvements

---

“Le soulignement du texte est de moi.

rhétoriquement radicaux quoique hyper-conformistes et des minorités sociales. C'étaient les mouvements de la prétendue modernité.

Si l'histoire des luttes populaires d'après 1930 est telle que décrit par Weffort<sup>28</sup>, alors il ne nous reste plus qu'à accepter la falsification du passé ou l'ignorer. L'histoire commencerait donc à partir de la pratique sociale de ceux qui au Brésil tentent de construire une société en conformité aux formations sociales européennes dans leur version social-démocrate. Ce type idéal de société implique pourtant l'existence de partis politiques idéologiquement définis, de classes et groupes sociaux qui s'auto-représentent (société civile), d'une culture politique parlementaire (opposée à la mobilisation des masses), de la libre négociation entre le capital et le travail (opposée à la médiation de l'État). Au niveau psycho-social, ce serait le narcissisme incorporé par les sujets politiques (le passé est mort, alors l'histoire commence à partir de nous-mêmes!) (LASCH, 1989). Au niveau politique, ce serait le transfert de la conception de modernisation prédominante au niveau économique à la pratique politique.

Les anti-populistes font une interprétation du Brésil à partir de la relation capital - travail, ou bien à partir des pôles inégaux de l'inclusion. Cette façon d'envisager le pays a fortifié au sein de la jeunesse, particulièrement les jeunes travailleurs et travailleuses et les jeunes étudiants et étudiantes, le sentiment de la perte du sens et du fil de l'histoire, d'une espèce de désarticulation du temps. Ceux qui perdent ce sentiment, cette conscience, ont une très forte tendance à méconnaî-

---

<sup>28</sup>Weffort n'est pas le seul. Les années 60 ont été prodigieuses pour ce qui est des travaux de sociologues et politicologues qui, règle générale, ont transformé l'histoire reconstituée de la Révolution de 1930 dans un paradigme anti-populiste, lequel a simplifié plutôt qu'élucidé les situations vécues, en dépit de l'abondant matériel de recherche utilisé (Ianni, Octávio; Cardoso, F.H.; Oliveira, Francisco de; et d'autres). À mon avis, même si le but et le contexte dans lequel ils ont été écrits sont différents, il y a d'autres travaux à ce sujet qui ont besoin d'être notés, comme ceux de Pasqualini, Alberto; Bandeira, Moniz; Ramos, Guerreiro; Dreyfus, René; Sodré, Nelson W.; Laclau, Ernesto et, plus récemment le livre «A Alternativa Transformadora: como democratizar o Brasil», de Roberto de Mangabeira Unger. (HOLANDA, s.d.)

tre la force de la tradition et deviennent insensibles aux expressions qui relèvent de l'imaginaire populaire. La réduction de la réalité sociale au concept de «classe», de «catégorie», de «corporation» ou de «société civile» organisée mène l'individu à ne pas se sentir comme appartenant au «peuple». Par conséquence, la participation politique des «non-organisés», c'est-à-dire de la grande majorité de la population, n'est pas prise en considération comme une manifestation porteuse d'éléments spécifiques, d'intérêts et de revendications distinctes, quoique non-antagoniste en relation aux intérêts et revendications des couches de type subalterne intégrées au système. La méconnaissance de cette réalité brésilienne si contradictoire a comme conséquences la limitation de la pratique politique aux luttes qui mène à une hausse des revendications des travailleurs salariés, où les gains se concentrent chez les travailleurs au revenu le plus élevé; et la non incorporation du drame des exclus au «projet de société» des secteurs organisés.

Cette politique est créatrice d'impasses et de fractionnements parmi les classes subalternes et opprimées, car elle ne prend pas en considération les contradictions qui découlent d'une société qui absorbe deux types de relations apparemment contradictoires. L'une de type «high-tech» - comme c'est le cas de la relation travailleurs syndicalisés et patrons<sup>29</sup> «éthiques», l'un et l'autre civilisés, bien au goût de nos intellectuels sophistiqués. L'autre - la relation sociale qui garde les marques, l'image, les valeurs et la force de la servitude et de l'esclavage.

Ernesto Laclau<sup>30</sup> affirme que la vision d'une formation sociale à partir d'un réductionnisme de classe finit par conduire la classe ouvrière à s'enfermer dans une idéologie de classe et à voir dans toute interpellation populaire l'idéologie d'une classe opposée. «Naturally, d'après l'auteur, this obstructed any form of socialist populism.» (LACLAU, 1977 : 185)

Pour Laclau,

---

<sup>29</sup>Homme d'affaires est un concept plus acceptable dans le discours recyclé et moderne.

<sup>30</sup>Voir la critique du point de vue marxiste faite aux thèses développées par Laclau dans MIGUELEZ, 1986.

«Populism is therefore not an expression of the ideological backwardness of a dominated class but, on the contrary, an expression of the moment when the articulating power of this class imposes itself hegemonically on the rest of society» (LACLAU, 1977 : 196).

Nous continuons à faire référence à cet auteur pour des raisons bien claires. D'abord, cela nous offre la possibilité de réagir formellement à la façon préconçue dont l'auteur est «ignoré» par une bonne partie du milieu universitaire brésilien, et par conséquent «inconnu» de la grande majorité des étudiantes et étudiants. Ensuite parce que l'analyse de Laclau sur le populisme, dans le chapitre Towards a theory of populism, est faite avec une prise de position politique très évidente. Cette pensée théorique nous aide à comprendre les chemins qui peuvent conduire au bouleversement des sociétés, particulièrement celles de l'Amérique Latine, dans un sens historique qui envisage la construction d'une hégémonie porteuse d'utopie. Enfin, parce que l'orientation théorique que nous développons dans ce travail affirme la thèse selon laquelle, du moins dans le cas du Brésil, la construction d'une hégémonie de contenu transformateur ne serait possible qu'à travers l'articulation — classe sociale et peuple:

«...classes cannot assert their hegemony without articulating the people in their discourse; and the specific form of this articulation in the case of a class which seeks to confront the power bloc as a whole, in order to assert its hegemony, will be the populism» (LACLAU, 1977 : 195).

— CHAPITRE DEUX —

### III. CHAPITRE 2: L'APARTHEID SOCIAL

Hermano...tuya es la hacienda...  
la casa, el caballo y la pistola...  
Mía es la voz antigua de la tierra.  
Tu te quedas con todo  
y me dejas desnudo y errante por el mundo...  
mas yo te deajo mudo...! mudo!  
Y como vas recoger el trigo  
y alimentar el fuego  
si yo me llevo la canción?  
Leon Felipe

#### 1. La problématique conceptuelle et la réalité tendancielle

Dans ce chapitre, nous poursuivrons selon la même vision théorique qu'au chapitre précédent, alliant structures et sujets, notre tentative de mieux comprendre, afin peut-être d'en mieux surmonter les obstacles, comment une société est capable de constituer tant de richesses sur l'exclusion la plus sauvage de la majorité de sa population. C'est comme si la misère était le produit de l'abondance à l'échelle mondiale et dans quelques pays qu'on appelle le tiers-monde dont c'est le cas pour le Brésil.

La notion de colonisation interne est encore fortement présente dans la pratique politique, culturelle et idéologique de nos élites. La mentalité de ces élites «cultivées» et «cosmopolites» —les commerçants, les industriels et l'«intelligentsia» institutionnalisée — a été magistralement captée par l'écrivain brésilien João Ubaldo Ribeiro en romançant la vision d'un commerçant brésilien du temps de l'Empire:

«...que será aquilo que chamamos de povo? Seguramente não é essa massa rude, de iletrados, enfermos, encarquilhados, impaludados, mestiços e negros. A isso não se pode chamar um povo, não era isso o que mostraríamos a um estrangeiro como exemplo de povo. O nosso povo é um de nós, ou seja, um como os próprios europeus. As classes trabalhadoras não podem passar disso, não serão jamais povo... Eis que esse povo será representado pela classe dirigente, única que verdadeiramente faz jus a foros de civilização e cultura nos moldes superiores europeus — pois quem somos nós senão europeus transplantados? (RIBEIRO, 1984 : 244-245)

Dans le Brésil actuel, ce qui est moderne, avancé et développé trouvent des appuis, mais restent en même gênés par ce qui est arriéré ou démodé. Marx, se

référant à l'Allemagne de son temps et la comparant à l'Angleterre, dit:

«Chez nous, là où la production capitaliste a pris pied, par exemple dans les fabriques proprement dites, l'état des choses est de beaucoup plus mauvais qu'en Angleterre, parce que le contrepois des lois anglaises fait défaut. Dans toutes les autres sphères, nous sommes, comme tout l'ouest de l'Europe continental, affligés et par le développement de la production capitaliste, et aussi par le manque de ce développement. Outre les maux de l'époque actuelle, nous avons à supporter une longue série de maux héréditaires provenant de la végétation continue des modes de production dépassés, avec la suite des rapports politiques et sociaux à contre temps qu'ils engendrent. Nous avons à souffrir non seulement de la part des vivants, mais encore de la part des morts. Le mort saisit le vif.» (MARX, 1976 : 12)

Mais, comme l'affirme Maria da Conceição Tavares, ce modèle de développement du capitalisme brésilien est loin d'être archaïque. La pauvreté extrême qu'il produit a trouvé sa niche de survie en utilisant les brèches ouvertes par un «marché» du travail urbain à expansion rapide, surtout au cours des années 60 et 70, pour s'insérer dans les interstices de l'économie urbaine. Le secteur des services a crû démesurément et c'est là qu'on retrouve aujourd'hui les revenus, la richesse et la pauvreté<sup>22</sup>.

La mentalité des élites brésiliennes en est une de colonisé et correspond à un prolongement de la vision décrite ci-haut. Les membres de cette élite cultivée, composée de propriétaires ruraux, commerçants, industriels et l'«intelligentzia» institutionnalisée se considèrent en réalité comme des européens transplantés.

D'où l'illusion de penser que le progrès et la croissance économique est linéaire et a une grande portée, de la même manière qu'il est illusoire de penser que le capitalisme permet d'intégrer tout et tous dans son giron. S'il le faisait, tant du point de vue économique, politique, qu'idéologique, on pourrait conclure avec Fukuyama que le monde est arrivé à la fin de l'histoire. Parodiant le poète brésilien Augusto dos Anjos, la main qui permet l'intégration est la main qui jette la première pierre. Ainsi les exclus du processus d'intégration sont des sujets sans argent, mais ne sont pas destinés par l'exclusion économique à être éternellement des sujets sans

---

<sup>22</sup>voir TAVARES, Maria da Conceição dans Folha de São Paulo, 2 janvier 1994 : 2-5

désirs, sans sang et sans histoire.

«C'est peut-être ce que nous devons d'abord suggérer aux acteurs politiques: qu'ils se dégagent des idées reçues ou trop paresseuses sur la globalisation de l'économie, l'exclusion, la crise de la République ou la montée en puissance des identités; et surtout, qu'ils cessent de nier, de mépriser ou de considérer avec condescendance ceux dont l'expérience vécue est difficile, et pour qui l'affirmation d'une subjectivité est un enjeu aussi vital que l'accès à la consommation et à l'emploi.»  
(WIEVEORKA, 1994 : 7)

L'illusion du progrès et de la croissance économique généralisés a dominé le débat dans les réunions du Club de Rome, dans les années 70, alors qu'on imaginait une «croissance indifférenciée», c'est-à-dire, comme si la croissance pouvait atteindre tous les pays nonobstant leurs différences, d'où les clameurs qui surgirent à la défense de la croissance zéro qui était à l'origine de la fausse tendance. La croissance s'est manifestée dans les pays déjà industrialisés et dans quelques coins des pays du tiers-monde, utilisant aujourd'hui moins de main d'oeuvre et moins de ressources naturelles. L'idée que le capitalisme permettrait l'intégration de tout et de tous ne s'est jamais matérialisée. Le système se réalise et se reproduit en premier lieu dans les pays riches. Que l'on prenne par exemple le marché des produits agricoles, dont la production et l'exportation à bas prix était destinées, dans la division internationale du travail, aux pays du tiers-monde, spécialement de l'Afrique, un continent dont la structure industrielle est fragile. Dans les années 60, les pays de la CEE, comme la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Hollande, et le Royaume-Uni, à l'exception de la France, dépendaient des importations de céréales pour compléter leur approvisionnement interne. La situation commença à changer à partir des années 70. Des données de 1985 montrent que ces pays européens sont déjà, dans les échanges qu'ils font entre eux, autosuffisants en céréales grâce à la forte activité des États de chaque nation. Globalement sa production surpasse les 127%. L'Afrique reste complètement hors du marché<sup>32</sup>. C'est comme s'il suffisait pour le marché mondial d'une minorité de producteurs et de consommateurs dans chaque pays. Le monde technologique dans lequel nous vivons tend sans cesse à exclure ceux qui ne sont pas «prêts», en même temps que dans ce même monde il n'y a pas assez d'espace pour tous ceux qui sont «prêts».

---

<sup>32</sup>voir TEIXEIRA, Ib dans Conjuntura Brasileira, janvier 1991 : 87

Au Brésil, ce qui tend à prévaloir, c'est le «pays légitime» constitué par 20% de sa population. Dans ce Brésil circulent avec force les idées libérales et la vision de ce que l'économie est globalisée, la culture est globalisée, la politique aussi, ainsi que tous les intérêts. C'est la modernité. En réalité, le nouveau cosmopolitisme domine en cette fin de siècle l'espace politique, économique et culturelle. C'est le cosmopolitisme libéral que fait des États-nations ses premières victimes. Ses bases matérielles de légitimité et d'efficacité sont érodées de l'extérieur et de l'intérieur du pays. De l'extérieur, par la multiplication des organisations sociales, politiques et financières supranationales et des centres de pouvoir de décision qui, affectant la vie de chaque pays, échappent de plus en plus au contrôle démocratique des populations constituées territorialement. De l'intérieur, par les intérêts des bourgeoisies dépendantes et associées, par la position adoptée par le mouvement ouvrier de revendiquer plus pour s'intégrer que pour faire rupture, et par la fascination que ces idées exercent sur les intellectuels et les organisations de la société civile, y compris les organisations non-gouvernementales<sup>33</sup>, comme le signale Kurz:

«...exorta-se, em variações esquerdistas e direitistas, a um 'civismo' não estatal que, na verdade será mais um disfarce da lógica igualmente heterônoma do mercado». (KURZ, 1993 : 229)<sup>34</sup>

Toutefois, la globalisation est une réalité. Mais sa réalité réside dans le fait qu'elle est un projet «global» des pays industrialisés d'occident pour la réorganisation de l'économie mondiale. Ce sont, en fait, des politiques établies par un directoire formé par les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Japon, tous maintenant entre eux, en dépit de l'existence de points litigieux, des relations exceptionnellement étroites, et ce à l'exclusion de la grande majorité des

---

<sup>33</sup>La légitimité de l'État est menacée donc pour les raisons suivantes: a) la privatisation de l'État par des groupes économiques et par des intérêts corporatifs des couches sociales privilégiées réduit sa capacité de gérer les politiques publiques en faveur de la majorité de la population; b) l'affaiblissement de sa capacité d'implanter des politiques publiques de changement social transforme l'État, au yeux de la population en général, en une entité faible et inefficace; c) l'action des organismes financiers internationaux avec la complicité de la bourgeoisie locale réduit son autonomie interne et sa souveraineté.

<sup>34</sup>Ce livre de Kurz est aujourd'hui largement discuté dans les milieux universitaires et de gauche au Brésil. Voir des critiques de son ouvrage dans Giannotti, 1993 et Oliveira a1993.

pays. Sur le plan national règnent les contraintes culturelles, politiques et économiques qui viennent affaiblir la souveraineté des États-nations et son pouvoir interne de contrôle et d'intervention efficace dans l'économie et la propre organisation sociale de leur territoire. Ces contraintes, sur le plan économique, sont caractérisées par l'affirmation d'une orientation exportatrice, d'ouverture commerciale, d'austérité fiscale et de réduction dans les dépenses sociales, du retrait graduel de réglementation par le pouvoir public de l'activité économique qui remet au secteur privé oligopolisé les plus grandes entreprises d'États. Sur le plan politique, c'est la tentative d'amender les lois et la propre constitution du pays aux nouveaux objectifs économiques, à l'ouverture de négociations libres entre partenaires inégaux du champ de la production, du capital et du travail. Le meilleur exemple a été le voyage fait aux États-Unis par le leader métallurgique de gauche, Vicentinho da Silva, pour implorer les dirigeants de la Ford de ne pas fermer cette industrie, au Brésil. Les concessions accordées furent une abdication fiscale de la part de l'État, la réduction des disputes salariales en contrepartie du maintien des emplois et de la réduction du prix unitaire de l'automobile pour le consommateur en bout de ligne. Cette «entente» est maintenant connue comme le «Pacte de l'automobile» ou l'«Accord des chaînes de montage» (acordo das montadoras<sup>33</sup>) et obtient l'appui parmi les élites privilégiées. Vicentinho, le leader ouvrier, déclara:

«Ao mesmo tempo em que lutamos pela redução de preços, conseguimos um acordo que, ao longo de dois anos e meio, vai proteger e garantir o poder aquisitivo de nossos salários... Além disso, participaremos dos resultados do crescimento do setor por meio de um aumento real de 20% para os próximos dois anos» (SILVA, 1993 : 2-2)

Le vice-président de Assuntos Corporativos da Autolatina Brasil S/A, Miguel Jorge, se situe dans la même ligne de pensée que le leader syndical:

---

<sup>33</sup>Pour un peu plus d'information sur l'acordo das montadoras, voir Capobianco, Eduardo Ribeiro. O fusca da habitação, Folha de São Paulo, 18 mars 1993 : 2-2; Franco, Gustavo H.B. Maravilhas do acordo automobilístico, Folha de São Paulo, 14 juillet 1993 : 2-2, A volta do modelo concentrador, Folha de São Paulo, 20 mai 1993 : 2-2, A lavagem de um subsídio, Folha de São Paulo, 22 avril 1993 : 2-2 et Quanto custou o acordo automotivo, Folha de São Paulo, 18 mars 1993 : 2-2; Jorge, Miguel Fim do acordo o uma grande traição, Folha de São Paulo, 15 juin 1992 : 2-2; Silva, Vicente Paulo de. Confaz não pode quebrar acordo do setor automotivo, Folha de São Paulo, 16 février 1994 : 1-3; Singer, Paul. Quem ganhou e quem perdeu com o acordo automobilístico, Folha de São Paulo, 19 juillet 1992 : 2-2.

«...é vital reconhecer a importância desse acordo: ele mostra, num quadro da vida nacional tão dramático, que é possível celebrar um entendimento entre empresários, trabalhadores e governo, em que pesem algumas resistências do lado oficial. Um esboço do tão sonhado pacto nacional». (JORGE, 1992 : 2-2)

Cet accord occasionna un manque à gagner pour les coffres de la Nation de US\$ 1,4 milliards en faveur de l'industrie automobile. Au moment de cet accord, l'État brésilien n'avait destiné à la construction d'habitations populaires à peine US\$ 1,2 milliards.

Mais les intellectuels recyclés ou institutionnalisés offrirent leur appui. C'est le cas de Francisco de Oliveira, militant de la gauche radicale. La mesure de l'accord, dit-il:

«não são os despojos da derrota do adversário, mas os ganhos obtidos por ambas as partes.» (OLIVEIRA, 1993 : 3)

Il considère l'accord comme un progrès dans les négociations entre les classes sociales modernes qui crée une «nouvelle sociabilité» qui consisterait en une

«relação conflitiva de reconhecimento mútuo: antagonismo convergente.» (OLIVEIRA, 1993 : 3)

Pour les dirigeants syndicaux intégrés, les entrepreneurs modernes et les intellectuels recyclés, je fais appel à deux citations importantes qui indiquent une espèce de contrainte culturelle dans laquelle sont immergés certains segments sociaux de notre pays:

«Vaga pelas chefias políticas do Tercero Mundo a sentença: há uma só coisa pior do que ser explorado por multinacionais: não sê-lo. O fato de o combate a elas parecer cada vez mais uma insensatez, como alguém que se debatesse contra a gravidade, indica bem o grau alcançado pela dependência. Pensar em sua abolição, em vez de sua administração competente, parece melagomania. Quem não respeita, de antemão, os laços internacionais vigentes, como se fossem entidades naturais, cai fora...» (TURCKE, 1993 : 54-55)

«Um dos termos prediletos da prática crítica que nada critica é, no contexto das teorias de civismo, tão modernas quanto indefinidas, a expressão negociar, como se a lógica afirmada do mercado não fosse uma esfera de execução da rentabilidade e de suas leis, mas sim uma espécie de bazar oriental em que se reúnem diversos poderes sociais e culturais,

para se decidirem subjetivamente (e com toda a liberdade) por acordos universalmente aceitáveis. Para esses representantes, atualmente predominantes no espírito acadêmico 'crítico', nem pessoas morrendo de fome, nem perseguições sangrentas, nem tanques em avanço, nem mercados financeiros em colapso, parecem poder estabelecer uma ligação com a realidade». (KURZ, 1993 : 232)

Dans le cas du Brésil, l'on fait face à une réalité dans laquelle ce qui ressort est le fait que le capitalisme qui s'est développé au pays s'est produit par la maîtrise de son propre marché interne sans la conquête de sa souveraineté, sans le pouvoir de déterminer les voies de son processus d'accumulation et de reproduction, sans la réalisation totale de la séparation de la propriété, de la terre et du capital, sans la création d'une bourgeoisie industrielle autonome, sans la totale prolétarisation de sa force de travail, et, maintenant, avec la formation d'une petite «aristocratie» ouvrière, interlocutrice formelle des dominés, acceptée par l'establishment, mais sans force hégémonique politique et idéologique parmi les masses. Il s'ajoute à tout cela, la naissance de ce qu'appelle James Petras, les intellectuels institutionnalisés. Ce sont ceux qui exècrent les intellectuels organiques des luttes contre l'impérialisme et pour les transformations sociales des années 50 et 60, et qui se sont rangés dans la société moderne. Ils adoptent des discours radicaux mais leur pratique est complètement vide de toutes utopies. Ils ont délaissé une vocation politique pour embrasser une vocation institutionnelle. Ils sont dans les entreprises publiques et d'État ou à l'intérieur d'entités et d'organismes non-gouvernementaux, ces derniers étant financés en général par des organismes de pays riches. (PETRAS, 1990 : 67-71)

Les conséquences sont évidentes: une économie d'enclave, fondée sur un marché d'un petit nombre de privilégiés et une force de travail excédentaire au-delà de la nécessité de reproduction du capital. Jusqu'aux années 70, les masses pauvres urbaines s'étaient accrues par l'arrivée des populations émigrantes de la campagne, forcées d'abandonner leur habitat social par le «latifúndio» et la nouvelle technologie, et à vivre misérablement dans les grandes villes. Aujourd'hui, ce sont des travailleurs natifs des grandes villes qui n'ont jamais occupé d'emploi ou qui l'ont déjà perdu de façon définitive. Ceux qui avaient déjà été expulsés de leurs terres ou des terres du «maître» n'ont pas été pour la grande majorité absorbés par l'industrie. Et ceux qui ont perdu leur emploi ont presque tout perdu. Et il n'y a

vraiment pas moyen de mesurer cette réalité par la seule mesure que permet la statistique. La réalité est toujours plus complexe et va au-delà des données disponibles. Il ne se produira jamais de relations terme à terme entre le réel et les données empiriques qui renseignent sur le réel. Ainsi le drame de ceux qui tombent hors du marché du travail n'est pas capté seulement par l'ampleur des taux de chômage. Il se développe tout un processus d'exclusion sociale qui conduit le sans-emploi, de manière graduelle ou abrupte, à se retrouver dans une situation irrémédiable d'individu vaincu dans sa lutte pour la survie, et passif, une situation qui peut le pousser à des gestes individuels, souvent explosifs et inconséquents. Par conséquent, devant une réalité sociale dont il n'est pas un sujet et par laquelle il est écorché, le sans-emploi tend à réduire l'estime de soi et sa capacité de réaction aux pressions sociales.

Aujourd'hui, c'est l'opulence qui produit l'exclusion. Les nécessités de développement technologique du capital et le caractère social de la production ont développé une contradiction tellement profonde qu'on en est arrivé à une situation que Marx avait déjà énoncée au XIX<sup>e</sup> siècle, soit une situation qui fait de «chaque progrès économique une calamité publique.» (MARX, 1976 : 347).

A mesure qu'augmente le processus d'accumulation et à mesure que l'objectif de développement se confond de plus en plus avec l'objectif de la croissance économique, ce qui requiert plus de progrès techniques et donc une augmentation de la productivité, un plus grand nombre de travailleurs est placé en marge du processus de production et, dans le cas de pays comme le Brésil, en marge du marché de la consommation. Marx considère cette «surpopulation ouvrière» une condition nécessaire à la propre accumulation:

«Si l'accumulation, le progrès de la richesse sur la base capitaliste, produit donc nécessairement une surpopulation ouvrière, celle-ci devient à son tour le levier le plus puissant de l'accumulation, une condition d'existence de la production capitaliste dans son état de développement intégral. Elle fournit à ses besoins de valorisation flottants, et, indépendamment de l'accroissement naturel de la population, la matière humaine toujours exploitable et toujours disponible» (MARX, 1976, XXV : 454-455)

Marx se réfère donc à une surpopulation relative, dont le volume excède toujours ce que le capital a besoin de recruter. Il exclut de cette population les

vagabonds, les criminels, les prostituées, les mendiants, et enfin, «tout ce monde qu'on appelle les classes dangereuses.» Elle prend trois formes: «flottante», «latente» et «stagnante». La première est constituée par les travailleurs expulsés du marché du travail mais qui sont en conditions de retourner aussitôt que le capital en a besoin. Elle intègre le mouvement de répulsion et d'attraction qui s'exerce sur cette main d'oeuvre par le capital. Elle tendrait alors à diminuer à chaque reprise de la croissance économique. La deuxième, est constituée par la force de travail prête à servir l'industrie, constituée de travailleurs des campagnes toujours susceptibles à l'expulsion, de jeunes, d'enfants de familles pauvres assistées et des «orphelins», et des femmes prêtes à entrer sur le marché du travail. Quand la prospérité économique s'installe, cette population est appelée en masse sur le marché actif du travail. La troisième, est composée des travailleurs habitués à la misère chronique qui effectuent des travaux temporaires et dans des conditions précaires, qui se trouvent liés aux travaux de basse productivité et de bas revenus. Ce sont les «démonétisés», ceux qui passent l'âge de travailler. Marx dit que ces travailleurs habitent «l'enfer du paupérisme»:

«Le paupérisme est l'hôtel des invalides de l'armée active du travail et le poids mort de sa réserve. Sa production est comprise dans celle de la surpopulation relative, sa nécessité dans la nécessité de celle-ci; il forme avec elle une condition d'existence de la richesse capitaliste».  
(MARX, 1976 : 464-465)

Ce dont il faut tenir compte, c'est le fait que ce ne sont pas seulement des éléments économiques qui relèvent du mode de production capitaliste qui déterminent le comportement idéologico-culturel et politique des travailleurs. Il faut tenir compte, dans le cas du Brésil, du fait que le prolétariat est né non seulement des masses expulsées des campagnes, dans des conditions de paupérisme, mais aussi des masses issues des quartiers d'esclaves (senzalas) qui n'étaient pas des masses seulement soumises à la domination, mais qui avaient incorporé dans leur âme les résidus de la soumission. De cette façon, le prolétariat brésilien est et n'est pas prolétariat. D'un côté, il porte les marques de la misère et de la servitude et, de l'autre, à vivre à proximité de l'opulence, justement parce qu'il est son créateur, il se trouve devant la crise dans une situation de fragmentation et sur la défensive. Ceux qui ont été absorbés par le secteur moderne de l'économie en fonction de la conjoncture sont plus ou moins radicalisés par l'augmentation de leur participation à la société de consommation. Ceux qui vivent en périphérie du capital hégémonique

se trouvent soumis au despotisme du capital et à la fragilité de leur organisation politique. Toutefois, aucun des deux segments n'est radicalisé comme «détenteur du sens de l'histoire». Peut-être n'est-il pas exagéré d'affirmer que dans la phase du capitalisme à l'ère concurrentielle, les luttes pour la nécessité de vivre du prolétariat avaient une nature révolutionnaire, parce qu'elles entraient en conflit directe avec le capital; dans la nouvelle ère de ce système, les revendications des travailleurs, principalement des prolétaires du secteur moderne, sont absorbées par le système en même temps que la stratégie du mouvement ouvrier intègre les tendances modernes du capitalisme<sup>36</sup>. En rapport à cela, les luttes pour les nécessités de la vie, issues des masses exclues, possèdent une ligne conflictuelle en relation avec l'État qui réserve pour ces segments sa partie nécrosée.

De plus, la phase actuelle du développement capitaliste n'est pas d'élargir ou d'accroître la prolétarisation ou le nombre des salariés au sein de toute la population, mais de concentrer les revenus dans certains secteurs déterminés du prolétariat, les plus qualifiés, les mieux organisés du point de vue corporatif et entre les segments de la classe moyenne et, évidemment, entre les capitalistes eux-mêmes. L'inégalité dans le champ de la production et de la distribution est la base de l'exclusion. Car, si la logique de ce modèle ne peut pas s'expliquer seulement par le facteur économique, il ne peut pas s'expliquer non plus sans lui. Cette inégalité se reflète dans le profil des revenus pervers qui prévaut au Brésil. La différence entre le salaire le plus haut et le plus bas est de 200 fois. A l'heure actuelle, il est de 50 dollars pour le salaire minimum mensuel et de 10.000 dollars au sommet des salariés.

L'économie brésilienne qui a du recourir dans le passé à la force physique et à la politique de migration pour recruter la main d'oeuvre, gaspillant par le travail des millions de noirs, d'autochtones, d'immigrants et, jusqu'à récemment, des «nordestinos», aujourd'hui, elle est confrontée au problème de ce qu'une bonne partie de notre population est devenue «jetable après usage», parce qu'elle excède les besoins de la force de travail du système actuel de l'entreprise. Dans la réalité actuelle du Brésil, on peut affirmer qu'il se solidifie deux situations paradoxales. La première, c'est que s'il est vrai qu'il y a une grande masse de travailleurs à la disposition du capital sur simple appel pour gagner le salaire minimum, le volume de

---

<sup>36</sup>Voir cette question approfondie dans GORZ, 1968.

cette masse disponible dépasse toute possibilité d'appel du capital dans les conditions structurelles actuelles du capitalisme mondial. La deuxième situation est dû au fait que, comme la masse des travailleurs est si grande, le salaire minimum est maintenu à une valeur monétaire réelle très basse; à cause de cela, une partie de ces travailleurs, ou bien décident de devenir ambulants, travailleurs autonomes, à leur propre compte, ou bien ils entrent dans une «économie de pillage», soit une économie de petits crimes, d'agressions et de crime organisé. Ils s'intègrent aux classes dangereuses, définies en 1851 par Mary Carpenter:

«Those who have already received the prison brand, or, if the mark has not been yet visibly set upon them, are notoriously living by plunder; who unblushingly acknowledge that they can gain more for the support for themselves and their parents by stealing than by working; whose hand is against every man, for they know not that any man is theirs brothers». (CARPENTER, 1970 : 2)

Un témoignage très significatif de cette situation a été rendu par une déclaration d'un habitant d'un bidonville de la ville de Rio de Janeiro:

«Sendo ainda trabalhador ou já bandido, pois a passagem é de trabalhador para bandido, e dificilmente há volta, o jovem vê diante de si esta alternativa: o trabalho duro, desinteressante e muito mal pago ou a vida perigosa, aventureira e curta de bandido. Os mais destemidos, e às vezes os mais talentosos, que são os candidatos mais certos à última opção de lhes trazer fama, poder, dinheiro fácil e morte certa. O bandido, eu aprendo, é aquele que arma a própria morte; o malandro é aquele que sobrevive. E o otário é aquele que trabalha muito para ganhar pouco<sup>37</sup>.»

La masse qui est rejetée tend à être rejetée pour toujours et s'intègre à un processus de paupérisation qui n'est pas seulement économique, mais aussi social, culturel, politique et professionnel. Les nouveaux processus technologiques et la dégradation du revenu des couches moyennes les plus précaires et des travailleurs au salaire minimum définissent l'écart tendancieusement définitif de ces masses par rapport au marché du travail. Comme l'énonce si bien Turcke:

«As mercadorias invendíveis ao degenerarem ou perecerem lentamente, podem arruinar alguns comerciantes mas não sentem, nem sofrem seu declínio; seres humanos, contudo, convertidos em mercadorias, vivem e sofrem, tanto por sua venda como por sua rejeição. O mercado de

---

<sup>37</sup>Voir Jornal do Brasil, 1 mars 1981.

trabalho torna-se seu destino, ascendendo de chefe à categoria do divino. Mão-de-obra não contratada é mão-de-obra condenada, e como Deus condena por exclusão, impondo o máximo de seu poder, justamente, aos mais afastados de si, assim procede o mercado de trabalho.» (TURCKE, 1993 : 25)

L'apartheid social, dans notre analyse, prend un caractère tendanciel, c'est-à-dire, qu'il prend un sens spécifiquement historique. C'est comme si la société brésilienne tendait vers cette fin — et c'est ce que nous affirmons — mais qu'elle n'y serait pas arrivée définitivement. Toutefois, si je parle de tendance c'est parce que je suppose l'existence dans la société brésilienne d'éléments qui se constituent en contrepoids à cette tendance. Ces contrepoids, ces «contreforces» résident autant dans les éléments structurels constitutifs de la formation sociale brésilienne que dans les facteurs subjectifs, les fameuses «forces humaines», objectivées dans les contrecoups entre l'économie et la politique, l'économie et la culture, le statu quo et les contradictions. Certes, parce qu'il n'y a pas dans quelque système économique ou formation sociale que ce soit des lois naturelles qui conduisent a priori à une fin déterminée, soit à sa matérialisation, soit à son renversement. Il y a toujours des antagonismes, des contradictions, tout comme il y a des impondérables dans la mesure où les «forces humaines» continuent d'être actives que ce soit par omission ou par l'action.

L'apartheid naît de l'inégalité, phénomène intrinsèque de la dynamique économique de marché, parce que l'inégalité remplit la fonction d'offre de main d'oeuvre à bon marché pour la reproduction du capital. Et la «main invisible» du marché a pour fonction de réaliser une distribution profondément inégale et excluante au niveau des personnes, des groupes et classes, des régions et des pays. Comme le capitalisme brésilien s'est développé sur le malheur des serfs, des esclaves et des travailleurs libres surexploités, l'apartheid est le résultat de ce processus, justement à l'étape dans laquelle elle atteint un nouveau saut dans le développement de ses forces productives au niveau mondial. Buarque définit l'inégalité sur le plan de la distribution comme suit:

«Há desigualdade entre as pessoas que conseguem dispor dos bens e serviços essenciais, mas consomem quantidades e qualidades desiguais de bens e serviços não essenciais. É desigualdade a distinção entre os engenheiros e os capitalistas em uma empresa, ou entre estes e os operários especializados da mesma. Em tempos normais, todos têm acesso à

alimentação, à educação básica, à saúde, mesmo que sob formas e qualidades diferentes e mesmo que se distanciem muito na quantidade e tipo de consumo supérfluo.» (BUARQUE, b1993) Il n'y a pas de «temps normaux» pour les exclus, même dans les situations de «temps normaux»

Mais l'inégalité, qui dépend du degré plus ou moins élevé de développement des forces productives, de la façon dont se manifestent les relations de production, où elles jouent un rôle important tant au niveau de la conscience que du degré d'organisation des classes et des groupes sociaux, peut prendre un caractère d'inégalité tout simplement en fonction du taux d'accumulation des richesses, ce qui modifie le nombre de pauvres résiduel, ou peut devenir encore plus perverse, quand non seulement la pauvreté mais aussi la misère vient constituer la face structurelle la plus évidente de ce type de développement, contrastant avec son haut niveau de richesse. Un pays marqué simplement par l'inégalité, résultant de la concentration des revenus, peut encore maintenir pour ses classes pauvres et misérables l'espérance d'une ascension sociale, soit par les mécanismes de mobilité sociale, soit par la migration volontaire à l'intérieur de son propre pays, ou soit par les acquis sociaux obtenus lors des luttes des classes.

Le système capitaliste, dans tout son processus de développement, a maintenu comme un de ses piliers une tendance à l'intégration. Même les populations de «déplacés» en tant que réserve de main d'oeuvre, quoique exclues de l'exercice actif de sa force de travail, étaient des forces sociales actives par sa fonction de (a) force de travail disponible pour le capital; (b) facteur de réduction du salaire moyen de la force de travail active; (c) facteur inhibiteur des mouvements revendicateurs et de paralysie de la production par le mouvement ouvrier de revendication. Le pouvoir d'attraction de la société capitaliste ne réside pas seulement dans sa capacité quasi inexpugnable de générer de la richesse mais aussi dans l'espoir de mobilité sociale qui réanime le rêve des personnes et des groupes sociaux qu'elle suscite. Cette force est en train d'être affaiblie ou maintenue dans les limites étroites de secteurs privilégiés. Si, auparavant, la misère pouvait encore être considérée comme une dimension résiduelle ou une réalité marginale susceptible d'être éliminée par le processus croissant d'industrialisation et de modernisation, aujourd'hui, elle présente des caractéristiques claires d'apartheid social. C'est comme si le problème confronté par les masses de déshérités, les oubliés de la croissance, ne résultait pas

de l'exploitation vérifiée du capitalisme mais plutôt de l'absence de cette exploitation. En d'autres termes, pour utiliser les paroles de Robert Kurz, c'est comme si personne n'avait besoin de la majorité de ces masses déracinées qui vivent une vie de misère et «improductive hors de toute structure de production cohérente.»

L'apartheid est la négation la plus tragique des limites du système capitalisme. L'apartheid est la modernité sans discontinuité historique. Elle n'est pas seulement un produit, une conséquence. Elle n'est pas non plus la fin d'un processus ou la fin de l'histoire, pas plus qu'elle n'est un symbole de cendre ou de mort. Elle est, aujourd'hui, le défi historique, matériel et éthique que le système capitaliste devra affronter. L'apartheid social est un signal d'échec d'un processus civilisateur. Des contradictions entre deux extrêmes de ce processus — l'apartheid social et l'opulence — surgiront peut-être les grands défis de la passion humaine qui n'a pas besoin d'être nouveau pour ne pas paraître vieux. Ces contradictions ne seront pas résolues par des «utopies réalistes», non plus que la passion humaine devra rester prisonnières de l'option entre le bon sens et le manque de bon sens.

Comme le Brésil, en aucun moment critique de son histoire, n'a jamais réalisé de transformations substantielles, même pour l'expansion du capitalisme à l'intérieur de son territoire, les masses excédentaires de la force de travail se sont accrues depuis le temps de l'esclavage et la situation s'est aggravée avec le «latifúndio» modernisé et l'industrialisation réflexe. A l'heure actuelle, avec le processus d'industrialisation concentré sur la technologie avancée, le système tend de plus en plus à réduire, pour sa fonctionnalité, le nombre de travailleur des masses actives et de ceux qui appartiennent aux armées industrielles de réserves. Il y a des bras en trop excédant les besoins du système, parce que pour eux il n'y a plus aucune perspective d'intégration à l'économie, si le modèle de développement en vigueur est maintenu. Une grande majorité des travailleurs brésiliens ont été expulsés de l'intégration par l'intensification de l'inégalité. Aujourd'hui ils se retrouvent dans une situation d'apartados. Comme Buarque l'affirme:

«They were expelled from a traditional economy which guaranteed them a poor existence without penetrating the modern economy which did not need them. They came out of duality and fell into exclusion (...) Previously, they served as informed labour which fulfilled part of the productive activities and services which the society lacked. With the

mechanization of services and production and with the formalization and regulation of the labour sector, this mass of informal workers were transformed into permanent unemployed and marginals.» (BUARQUE, 1993 : 17)

Buarque ajoute que dans l'économie de l'inégalité, qu'il qualifie de dual economy:

«when there was a backward and rural sector, each person gained access to food. In the apartheid economy, poverty continues to exist but the backward sector tends to disappear, and poverty degenerates into misery and famine. Those who are poor become wretched, those who lived in the informal economy begin to live on left-overs. A part of the population begins to live in luxury and another part on the left-overs» (BUARQUE, 1993 : 18).

La dualité dans le capitalisme brésilien se caractérise aujourd'hui par la polarisation, la séparation et l'exclusion permanente. Elle tend à l'apartheid.

Des auteurs font référence aux exclus comme «les oubliés de la croissance». Selon cette vision, suite à la crise des années 80, oublier les exclus:

«ne serait plus une omission involontaire mais une solution délibérée» (LENOIR, 1974 : 5).

Pour Jacques Donzelot et Joel Roman, la modernisation de l'économie exige la réduction de l'effectif des travailleurs, ce qui conduit la société à:

«ne conserver que les individus capables de servir les mutations technologiques et rejeter les autres, tous les autres (...) [ce sont les travailleurs qui accomplissent] des tâches sans qualification et que l'exigence de rendement rejette à présent; ceux qui s'accrochent à des savoir-faire dépassés, à des logements et des maisons achetés aux prix de longs sacrifices mais qui ont perdu toute valeur; ceux qui arrivent sur le marché du travail sans bagage scolaire qui fait du diplôme, sinon le principe véritable, du moins l'alibi d'une sélection imposée de fait par la raréfaction des emplois; les handicapés; les nouveaux pauvres: endettés, sous-qualifiés, vulnérabilisés par la perte d'un entourage personnel» (DONZELOT et ROMAN, 1991 : 5).

Les auteurs font référence à plusieurs situations d'exclusion. Le concept, de la manière qu'il est explicité, peut être opérationnel dans la situation d'un pays où l'État providence est en crise. Ils sont expulsés par le bras économique, mais intégrés par la main visible de la protection sociale de l'État. Au Brésil, les exclus

sont écartés de l'économie et de la «main invisible» qui fait que la politique sociale soit régie par le marché. La meilleure école, la meilleure santé, la meilleure sécurité sociale bénéficie, par privatisation de l'État, les privilégiés du marché, parce que celui qui détient les instruments de pression a la plus grande probabilité d'obtenir la protection généreuse de l'État. Pour les exclus, les élites n'ont laissé que des morceaux d'État qui n'exerce plus qu'une fonction de contrôle social des «classes dangereuses» au moyen d'une école qui n'enseigne pas, d'une santé qui ne guérit pas (qui tue plutôt), d'une police qui protège les biens, mais qui éliminent la vie des «bandits», en général des enfants et des jeunes habitants des bidonvilles, morros et alaçados du Brésil.

## 2. Ce qu'en disent certains auteurs

Il y a des auteurs qui affirment l'existence d'un «déplacement de la question sociale». La question sort de l'orbite de l'usine, du conflit entre patrons et travailleurs industriels pour le lieu d'habitation. De là surgit le clivage entre les espaces réservés aux ingénieurs, techniciens, cadres et ceux abandonnés aux populations sans compétence particulière. Ils justifient cette thèse en affirmant que, dans l'étape actuelle du développement capitaliste, le système fonctionne comme une «organisation en réseau» joignant les pôles de développement entre eux, mais à l'instar de leur milieu, en discriminant l'espace et la population. Le reste du territoire se transforme en enclaves sous-développées économiquement, spécialement dégradées et servant de réceptacle à une population sans aucune compétence professionnelle et sous-employée. (DONZELOT et ROMAN, 1991 : 5-9)

La question du «déplacement de la question sociale» doit être analysée avec une certaine pondération. Et ce, parce que, déjà au début des années 70, Alain Touraine, se référant à la société post-industrielle affirmait la même chose (TOURAINÉ, 1971) . Il disait que la question sociale du siècle passé — le prolétariat — est substitué par tant d'autres questions sociales, parce que certaines couches sociales entraînent sur le terrain de la contestation et, ensuite dans le «domaine de l'historicité». Dans ce sens, le caractère de classe des conflits sociaux disparaît à l'avantage des mouvements sociaux diversifiés: les jeunes, les femmes, les intellectuels, les immigrants, les fous, les détenus, les vieux, les malades et autres exclus. Pour l'auteur, le passage d'une société industrielle vers une société post-

industrielle s'effectuerait par une élite technocrate, «froide», non idéologique, complètement coupé de l'ancienne et archaïque bourgeoisie. Cette élite dirigeante assumerait l'indispensable direction de la société post-industrielle, sans exclure ni écraser la contestation et la mobilisation populaire. Au contraire, le pouvoir agirait avec la collaboration critique des mouvements sociaux caractéristiques de chaque nouvelle «question sociale». Il y a dans ces idées une vieille question, celle de voir le monde à partir du miroir du «vieux monde»

En réalité, on peut affirmer que la question centrale de la société brésilienne, déjà dans son état de société post-industrielle réflexe, n'est pas la contradiction capital — travail, de ce qui est dit à propos de la construction du processus politico-culturel hégémonique de transformation sociale. Quoique l'apartheid social ait son origine dans l'exploitation au niveau du processus de production et de distribution, elle tendra à se consolider si les exploités-intégrés continuent de mettre l'accent sur leurs projets politiques et économiques sous la forme de lutte pour de simples améliorations des conditions de vie. La question qui se pose, est comment faire entrer dans les luttes sociales et de classes la grande majorité des expulsés de l'économie. Il faut non seulement contester la concentration de la richesse mais aussi remettre en question sa finalité et les relations sociales par lesquelles elle se réalise au Brésil et ailleurs, dont la dimension la plus tragique apparaît sous forme d'extrême misère pour la grande majorité et d'opulence et d'intégration subalterne pour une minorité. Il s'agit de politiser l'apartheid, ce qui signifie se référer à la possibilité de ce que les questions des apartados puissent faire partie du projet des intégrés du système dans une situation d'exploités. Mais, de toute façon, ce que Touraine avait prévu ne s'est pas produit. L'apparition de cette technocratie «froide» qui dirigerait les destinés d'une nouvelle société avec l'action critique des nouveaux contestataires est celle qui «froidement» construit de nouvelles techniques de domination que ce soit sous forme de nouvelles technologies, nouveaux moyens de communication ou nouvelles technologies de guerre. Et elle le fait avec la participation des anciennes et nouvelles bourgeoisies et avec la complicité des contestataires, mais porteurs plus des forces de revendication que de rébellion. L'apartheid social qui tend à s'installer au Brésil est le fruit de cette «froideur» et n'est pas un produit brésilien. Ses faces sont multiples et existent dans d'autres pays.

Roberto Miguez conteste ces idées de Touraine, en affirmant ce qui suit,

textuellement:

«...la progression en nombre et en diversité des mouvements sociaux ainsi que l'accroissement de leur rôle sur la scène des conflits sociaux constituent des phénomènes que l'on constate essentiellement dans les formations sociales 'centrales' du système capitaliste, et ils se présentent effectivement dans ces formations sociales liés à une diminution considérable du nombre et de la densité des formes de la lutte de classes. [...] Dans les formations sociales 'périphériques' du système capitaliste, le phénomène observable est justement le contraire: une exacerbation de la lutte des classes...et une importance très relative des mouvements sociaux.» (MIGUELEZ, 1992 : 494-498)

L'auteur affirme résolument que cette réalité est comprise à partir de la lutte des classes puisque ce qui se passe, c'est que le capitalisme central exporte ses contradictions à la périphérie du système, exploitant sa force de travail et, de là, extrayant une grande partie du bien-être observé au «centre», ce qui contribue à l'atténuation des contradictions. Le «surplus globalement produit» est de cette façon redistribué dans les pays centraux, y compris aux masses non-salariées.

Il est important de retenir la dimension spatiale dans le concept d'apartheid, parce que, même dans le cas du Brésil, les espaces des apartados sont imposés, soit par la politique sociale de l'État, confinés aux espaces urbains dégradés, écartés de la vie socio-économique et de la vie politico-culturelle de la ville, soit par les mouvements d'occupation de terrains vagues, publics et privés par une partie des sans-abris. Ces mouvements, en dépit de son désordre, révèlent que ses constituants, quoique dégradés matériellement, maintiennent vives les forces de sa dignité. L'imposition de la dégradation se retourne sous forme de reconstruction sauvage contre le dégradeur. Il existe aussi, comme on a déjà eu l'occasion de le mentionner, un autre type de dégradation. C'est la dégradation incorporée par l'opulence. C'est l'autoconfinement des inclus, particulièrement les classes moyennes et riches. Ils s'isolent des «autres» comme des êtres d'une autre espèce en élevant des murs autour de leur propriété, en s'enfermant dans des condominiums fermés ou gardés par des pauvres transformés en chiens de garde de la richesse que leurs frères de classe ont construit péniblement à la sueur de leur front.

Chossudovsky se réfère au terme d'apartheid social dans son livre La miseria en Venezuela, en faisant allusion à la ségrégation sociale et spatiale caractérisée par

la carence d'infrastructure sanitaire et de services dans les quartiers marginaux. Il affirme que,

«...las zonas periféricas de las grandes ciudades y los asentamientos urbanos no regulados se convierten en verdaderos 'ghettos' representativos de la subordinación, del 'apartheid' y de la desarticulación social de los sectores llamados marginados». (CHOSSUDOVSKY, 1980 : 119)

Plus loin, l'auteur utilise explicitement le terme d'apartheid social en mettant l'accent sur la question habitation-espace:

«La carencia de una infraestructura sanitaria, educacional y médico-asistencial en los barrios marginados es la consecuencia de las relaciones del apartheid social y la conformación de ghettos, dentro del espacio urbano. Resulta obvio que esta conformación habitacional repercute sobre las diferentes dimensiones concretas de pobreza, como son el estado nutricional y de salud de sus residencias, las oportunidades educacionales y las posibilidades de sus habitantes de conseguir empleo» (CHOSSUDOVSKY, 1980 : 120).

Cette vision socio-urbano-spatiale doit être incorporée dans l'analyse des conditions de pauvreté et de misère de la population (SILVA, 1986). En réalité, la création de véritable ghettos de pauvres et misérables est une tendance actuelle de plusieurs moyennes et grandes villes. Mais, beaucoup de ces pauvres, souvent des classes moyennes ruinées, sont intégrés au marché soit comme travailleurs mal payés, soit comme travailleurs en compétition pour un emploi<sup>38</sup>. Ce sont, toutefois, des clients indésirés des politiques sociales de contrôle sociale, de véritables prophylaxies de conflits latents. Leur situation en est une de vulnérabilité pouvant les faire descendre encore plus bas dans l'échelle sociale pour se retrouver complètement abandonnés, marginalisés, écartés («apartados»).

Murphy, dans son oeuvre The theory of monopolization and exclusion, dans laquelle il fait une provocante «marxisation» de Weber et une «weberisation» de Marx, recourt au concept d'exclusion chez Frank Parkin, affirmant que cet auteur,

«enlarges the concept of exploitation from its restrict Marxian meaning (the capitalist's appropriation of the surplus value produced by labour)

---

<sup>38</sup>Voir une critique à la position qui généralise le concept de ghetto urbain chez WACQUANT, Loïc, dans BOURDIEU, 1993.

to include all exclusion practices through which one group enhances its rewards by classing off exclusion by property ownership, school credentials, race, religion, language, or gender, and no matter what the official legitimation may be» (MURPHY, 1988 : 10).

Murphy affirme qu'il est nécessaire d'élargir la vision de l'exploitation au delà du champ des relations capital-travail. Pour cela, il recourt au concept d'exclusion et dit que:

«The important point to note is the narrowness and the limited nature of a conception of exploitation that sees as its victims only labour that produces commodities that can be paid for, and does not see as exploited groups those that are excluded from the whole field of production» (MURPHY, 1988 : 85)

Dans la situation actuelle du développement du système capitaliste à l'échelle mondiale, dans laquelle une nouvelle révolution technologique en même temps qu'elle augmente la productivité, elle écarte aussi la collaboration du travail exploité d'une grande partie des travailleurs et, où le marché se réalise par la majorité consommatrice des pays riches et par la minorité consommatrice des pays pauvres, seulement une minorité a tendance à être exploitée, particulièrement dans les pays du tiers-monde, en termes de relation capital-travail:

«...they are privileged by their exploitation, compared to the massive majority of the poor who are excluded from such exploited wage-labour» (MURPHY, 1988 : 95).

Murphy signale une situation extrême dans laquelle le développement des forces productives s'effectue de façon telle que le travailleur est pratiquement remplacé par des robots, ou soit,

«robots producing other robots which in turn produce the means of existence» (MURPHY, 1988 : 95).

Dans ce sens, une petite minorité serait exploitée dans une relation capital-travail et on aurait une grande majorité d'exclus. L'auteur conclut que le fondement central des luttes de classe du futur tendrait à devenir plus le facteur d'exclusion que le facteur d'exploitation réduit à la relation capital-travail. Dans cette partie de l'analyse et provoquée par l'affirmation de l'auteur, je recours à une discussion que j'ai eu lieu entre un dirigeant d'usine automobile Ford et un dirigeant syndical aux

États-Unis, à une époque qui n'était pas encore dominée par le processus de robotisation et d'informatisation du processus industriel, et rapportée dans un article de Claude Julien :

«Emportés par une compétition effrénée, tous les pays industrialisés ont accéléré leur marche vers une "modernité" qu'ils n'ont jamais pris le soin de définir. Antérieur à l'informatisation, le phénomène s'est amplifié supprimant des masses d'emplois parmi les plus qualifiés et les mieux rémunérées, entraînant ainsi une contradiction de la demande et un ralentissement de l'activité. Situation imprévisible? A la fin des années 50, visitant l'usine Ford de Cleveland (Ohio) un représentant de la direction montrait Walten Reuther, président du puissant syndicat de l'automobile un vaste atelier entièrement automatisé et lui demandait sarcastiquement comment il obligerait ces ouvriers-robots à payer leur contribution syndicale. Water Reuther lui répondait: - Et croyez-vous donc que ces robots vous achèteront les automobiles qu'ils construisent?» (JULIEN, 1993 : 10).

Il est évident que ce processus ne peut pas exclure toute la force de travail du champ de la production. Tout comme il est certain que le marché n'est pas seulement constitué par des consommateurs individuels. Il y a de plus en plus de transactions commerciales entre les entreprises, entre les entreprises et les États, mais la consommation se limite aux minorités parmi lesquelles les revenus se concentrent de plus en plus verticalement et pour lesquelles le marché offre des biens et des services nouveaux, des plus différenciés et diversifiés, depuis les biens de grande nécessité jusqu'aux biens les plus superflus. Cette exclusion qui naît de l'exploitation historique des masses pauvres du Brésil n'est pas une conséquence, comme plusieurs l'affirment, ni des erreurs de parcours de l'économie, ni de la mauvaise utilisation des ressources — quoique qu'on ne puisse pas ignorer ces aspects; c'est un élément constitutif du modèle de développement qui pour subsister devrait se nourrir de hauts taux de profits. Les néolibéraux ont découvert que la loi du profit peut être plus efficace tout en étant en même temps moderne et sauvage. C'est-à-dire que l'augmentation de la rentabilité peut être obtenue sans augmentation de l'emploi. Le processus industriel qui s'est implanté au Brésil n'a pas acquis sa dynamique par la création d'un marché de biens pour les masses, au contraire, cette industrie ne dépend pas de l'augmentation du nombre d'acheteurs, mais de la rapidité avec laquelle une minorité à hauts revenus consomment des biens produits. L'exclusion/apartheid tient ici le fil de son histoire.

Quant à l'exclusion par la discrimination, il ne s'agit pas d'une exclusion extrême. Les femmes, les noirs, les «nordestinos» et les homosexuels sont profondément discriminés au Brésil. Mais ça ne veut pas dire qu'ils sont tous exclus. L'élite riche du Nord-Est brésilien possède son univers culturel et son «way of life» plus proche du sud du Brésil, de Miami, de New York et de Paris que de la culture de son propre peuple. Il s'agit de facteurs aggravants de la condition d'exclusion/apartheid, mais non pas déterminants. Dans une situation de crise prolongée, comme la crise actuelle, ces facteurs peuvent cependant occuper le premier plan, particulièrement le facteur racial.

Dans le cas du Brésil, en raison de sa dimension territoriale et de sa population, et de la nature de son processus de développement capitaliste, la modernité est la coexistence de l'exploitation, l'exclusion/apartheid et l'opulence. Depuis la plus moderne exploitation capitaliste qui intègre les travailleurs des secteurs du capital intensif jusqu'à l'exploitation sauvage, y compris dans ces secteurs modernisés où augmentent les heures de travail, on paie des salaires inférieurs, voire même dans les secteurs où les travailleurs n'ont aucune forme de sécurité sociale et gagnent moins que le salaire minimum, y compris dans certaines zones du secteur publique. Il existe même des travailleurs esclaves au Brésil, et pas nécessairement des noirs. La CPT - Comissão Pastoral da Terra — a dénoncé le nombre croissant de travailleurs esclaves au Brésil. En 1988 il y en avait 2.189; en 1989, 507; en 1990, 1.599; en 1991, 4.883; en 1992, 16.400 (LEMOINE, 1993 : 18).

Plusieurs auteurs et institutions qui étudient la question de la pauvreté et de l'exclusion font de grands efforts pour classifier les pauvres et les exclus. Ils créent des échelles de dégradation sociale où ils placent les mendiants, les indigents, les vagabonds, les chômeurs, les filles-mères, les veuves sans protection, les paysans sans terre, les citadins sans domicile, les marginaux de toutes sortes. Du point de vue méthodologique, il n'est pas facile de distinguer ni de graduer, vu que toute tentative de classification a ses limites, parce qu'il y a risque de confondre la nouveauté de la situation avec la nécessité d'être visible pour être considérée comme existant, ou de son apparition avec son recensement.

L'important à considérer dans le cas de l'exclusion/apartheid est que cela n'existait pas comme problème public dans les sociétés anciennes, comme l'affirme

Elimar Nascimento. Le droit était reconnu comme «naturellement» inégal. Les espaces et les biens matériels étaient discriminés à la base même du système juridique. Le nouveau, c'est que dans la société moderne, l'exclusion est une contradiction, puisque le capitalisme est un système qui a pour logique l'intégration, même si cette intégration passe par le processus d'inégalité. C'est sa forme naturelle d'intégrer (NASCIMENTO, 1993). Au Brésil en particulier, l'exclusion sociale est visible, ce qui ne signifie pas que la seule et meilleure façon de l'appréhender est de la mesurer et la classer, mais dont l'effort dans cette direction ne peut pas être considéré comme dédaignable dans une analyse. La tendance qui s'affirme de plus en plus au Brésil n'est pas la généralisation du travail salarié, mais son impossibilité. Avec cela, il n'y a pas seulement obsolescence continue, jamais vue auparavant, de machines et processus de travail. Ce phénomène atteint aussi la force de travail.

Donzelot dit que l'exclusion sociale est une solution délibérée de politiques publiques néolibérales, du démantèlement de l'État providence, ce qui a conduit à la disqualification de la force de travail. Cette masse perd sa qualité d'armée de réserve et devient dysfonctionnelle par rapport au processus de production, puisqu'elle alimente la violence urbaine et perd sa condition de masse consommatrice (DONZELOT et ROMAN, 1991 : 5). En conséquence, ce qui caractérise une société qui tend vers l'apartheid, c'est l'acceptation de la permanence de la dualité sociale, marquée par la polarisation, par la ségrégation. L'apartheid est l'expression la plus tragique de l'exclusion. Le capitalisme moderne crée son «externalité» expulsant vers «son extérieur» de vastes couches du peuple, qui ne sont pas le lumpen-prolétariat, ni les discriminés. L'affirmation de Singer, reproduite au chapitre précédent, selon laquelle il suffirait que ces masses, étant à la disposition du capital, fussent recrutées par le moyen d'un simple déboursé du salaire minimum, ne colle pas tout à fait à la réalité actuelle. Marx avait déjà dit la même chose en se référant à la partie de la surpopulation relative qui se trouvait «dans l'enfer du paupérisme» :

«Il suffit de jeter un coup d'oeil sur les listes statistiques du paupérisme anglais pour s'apercevoir que sa masse, grossissant à chaque crise et dans la phase de stagnation, diminue à chaque reprise des affaires» (MARX, 1976 : 464).

Wacquant aussi se réfère à la réalité d'une société caractérisée par la

séparation et par la polarisation dans des pays riches :

«O que se observa nos países capitalistas avançados é a formação da cidade dual, da cidade polarizada. De um lado, há um crescimento da classe rica, de uma classe alta de profissionais liberais e de funcionários de grandes empresas ou do aparelho de Estado. É uma classe cujo universo é internacional e cujo habitat a grande cidade. O paradoxo é que nessas mesmas cidades se observa o crescimento de uma classe pobre ou de uma classe desproletarizada, que não tem mais acesso ao trabalho operário ou ao emprego assalariado. Ela é o produto do avanço desses países, da modernização de suas economias. O resultado é uma estrutura polarizada, com gente muito rica que vive num universo global e de gente muito pobre, cujo universo é local e que vive cada vez mais confinada em bairros muito limitados» (WACQUANT, 1993 : C8).

### 3. La pauvreté politique cristallise la pauvreté matérielle

La pauvreté considérée ici ne peut pas être réduite à sa dimension matérielle. La pauvreté est une réalité plus complexe. Elle est évidemment une conséquence du pouvoir d'achat réduit de biens et de services, soit individuel, soit familial, ce qui transforme ce concept en un concept statique, réducteur de la réalité. Nous nous abstenons ici d'entrer dans une discussion sur ce que serait ces limites, parce qu'elles sont fixées en général seulement au niveau économique<sup>39</sup>. Dans un pays comme le Brésil, il est important d'ajouter aux facteurs économiques d'autres dimensions. Dans ce sens, on pourrait dire qu'au Brésil, à côté d'une pauvreté qui se confond avec la misère et l'indigence dans le domaine économique et sociale, il y a une pauvreté claire, une misère ou une indigence politique qui se reflète par la faible participation du citoyen aux processus décisionnels de l'État et des institutions, et dans la faible organisation de la société civile. De plus il y a un «État-non-citoyen» parce que son espace public est occupé par des intérêts privés. Les chiffres de la pauvreté politique du peuple brésilien sont surprenants, si nous les considérons comme la manifestation de cette situation au niveau de l'organisation sociale des travailleurs et au niveau de l'accès des personnes actives à certains services destinés au citoyen producteur et consommateur. En analysant quelques chiffres de la PNAD/IBGE compilés par Pedro Demo, on remarque que seulement 17,6% des personnes qui travaillent, âgées de 18 ans et plus, sont affiliées à un syndicat ou une association d'employés. Si l'on compare ces données aux revenus, l'on constate

---

<sup>39</sup>Pour une vision de pauvreté limitée au niveau économique, voir Romão, 1993.

que le taux d'affiliation des personnes ayant un revenu supérieur à dix salaires minimums est de 35,8%, alors que celui des personnes ayant un revenu de la moitié du salaire minimum est d'à peine 4,7%. Seulement 16,8% des personnes qui travaillent de 18 ans ou plus sont affiliées à des partis politiques et associations communautaires, mais la grande majorité appartiennent plutôt à des associations communautaires (77,6%) qu'à des partis politiques (15,1%). En comparaison avec les revenus, on constate que l'affiliation des personnes ayant des revenus jusqu'à la moitié du salaire minimum est de 10,0%, pour ceux dont les revenus sont supérieurs à dix salaires minimums, le taux d'affiliation est de 41,5% (DEMO, 1993 : 83-87).

L'importance de conceptualiser la pauvreté ou la misère en tenant compte de ces dimensions réside dans le fait qu'au Brésil, si les causes de la pauvreté et de la misère matérielle sont des facteurs fondamentaux et structurants de ce cadre social, la pauvreté et la misère politique sont des facteurs qui contribuent à la cristallisation de la pauvreté et de la misère structurelle. Pour situer cela dans une vision plus dialectique, nous recourons à Pedro Demo qui dit, en premier lieu, que :

«Não estamos habituados a considerar como pobre a pessoa privada de cidadania, ou seja, que vive em estado de manipulação, ou destituída da consciência de sua opressão, ou coibida de se organizar em defesa de seus direitos. O escravo incorpora com nitidez as duas formas de pobreza: é pobre materialmente, porque não tem acesso aos meios materiais para sobreviver; e é pobre politicamente, porque não tem liberdade para se autodeterminar.» (DEMO, 1993 : 95)

et en deuxième lieu, que :

«não colocamos dicotomia entre as duas formas de pobreza. Ao contrário, uma condiciona a outra, no sentido de que não se supera uma, sem superar a outra, embora cada uma tenha sua densidade própria, o que significa que uma não se reduz à outra (...) as duas são da mesma ordem de importâncias, apesar de o tratamento científico ser mais fácil com respeito à pobreza material, porque sua tessitura real se enquadra sem maiores problemas nos trâmites metodológicos usuais. A lógica da quantidade é mais facilmente captável que a lógica da qualidade» (DEMO, 1993 : 131-132).

Nous réitérons l'importance de considérer la variable politique en fonction même de la logique que nous avons développée tout au long de ce travail, puisque notre but est de montrer que la tragédie vers laquelle s'achemine le Brésil est le résultat de facteurs structurels et superstructurels. L'importance de travailler avec

un concept élargi de pauvreté réside dans le fait même que l'extrême pauvreté ou l'extrême exclusion, l'apartheid social a comme une de ses causes la pauvreté politique des dominés. Parce que la pauvreté, la misère et l'apartheid social ne résident pas seulement dans la carence de biens matériels. «Être pauvre n'est pas seulement ne pas posséder, mais c'est être empêché de posséder». Ensuite, le pouvoir, selon notre conception, prend un aspect primordial, vu qu'il est aussi structurel que l'économique. Le rôle de subordination externe joué par les classes dominantes et la fragmentation des classes subalternes et opprimées tout du long de l'histoire brésilienne ont eu un poids central sur le résultat actuel de la situation du pays.

Mais ce sont les élites brésiennes qui ont été les véritables bâtons dans les roues du processus de transformation. Sa myopie historique se manifeste de manière illégitime dans ses relations avec le reste de la société et avec l'État. Son objectif a toujours été de «tirer avantage de tout» et ne se reconnaît pas d'autres buts que de continuer à dominer par tous les moyens:

«O que é ruim em nós, e o tem sido secularmente, são nossas elites infecundas e infiéis. As elites patronais que tiram seu poder da atividade econômica, sempre propensas a fazer do Brasil um proletariado externo que não existe e não trabalha para si mesmo, mas para servir ao mercado internacional. E as elites patriciais, constituídas por nós mesmos, políticos, generais, juizes, adminis-tradores, que tiramos o poder do desempenho de cargos públicos.» (RIBEIRO, 1993 : 11)

#### 4. L'État: politiques publiques et privatisation de la res publica. Les visages de l'apartheid.

Il y a consolidation, surtout à partir de la fin des années 70 et début des années 80, tant au niveau de l'appareil de l'État qu'au sein de la société, de la coexistence institutionnalisée de deux types de politique. D'un côté, la privatisation de la «res-publique» en faveur des secteurs de moyens et hauts revenus. De l'autre, la paupérisation des politiques publiques de l'État, dont les ressources matérielles et humaines ne constituent que des miettes. Ce serait là les politiques pour les apartados ou ceux vulnérables à l'«apartheid». Buarque affirme:

«All social aspects begin to build two worlds apart. The education of some goes up to university; of others, it does not off stage of literacy.

Medical treatment of some almost prevents death and old-age, others continue to live with the same rate of infant mortality, they survive in endemic medieval diseases and die prematurely, sometimes in queues of non-equipped hospitals. Some drive around town in air-conditioned cars, others are forced to sleep at their work places for lack of resources to pay for a trip in an old bus. The homes of some are equipped with most unimaginable refinement by the most sumptuous kings of antiquity, while millions live in filth, rain, under bridges and in the most absolute open. Some children pack planes to spend days shopping in Miami, while seven million others spend their time struggling to survive, often on drugs and sometimes on crime, in the streets of the big cities. The invasion of cities by the poor, the threats resulting from these invasions, the consequences of the degradation of human ecology in the city centers, force the elite to distance themselves from the excluded people. Upon becoming socially parted, the population undergoes a necessary physical separation. It is the moment when inequality comes close to apartheid» (BUARQUE, 1993 : 19).

A l'exception de quelques secteurs lucides des grandes élites, la grande majorité n'est pas encore rendue au stade de conscience fonctionnelle qu'avait atteint un conservateur anglais de XIX<sup>e</sup> siècle. Mais de même que le tiers-monde est en train d'envahir les pays riches, la peur de la misère frappe dangereusement aux murs des usines et des forteresses des classes riches et moyennes du Brésil:

«Autrefois, dit naïvement un tory, les pauvres demandaient un salaire si élevé, que c'était une menace pour l'industrie et la richesse. Aujourd'hui leur salaire est si bas qu'il menace également l'industrie et la richesse, et peut-être plus dangereusement que par le passé» (MARX, 1976 : 538)

Pendant la dictature, l'État a complètement été accaparé par les élites économiques et par les couches techno-bureaucratiques. Il s'est endetté pour servir la modernisation réflexe et a fait grossir les entreprises d'États pour subventionner le capital. D'un autre côté, l'État s'est retrouvé sans les moyens pour satisfaire les besoins sociaux de sa population. Il a fait de la place à l'économie privée dans les domaines de la sécurité sociale, de l'éducation et de la santé. Il s'est convertit ainsi en un appareil d'État incapable de répondre aux demandes croissantes de redistribution pour la justice sociale. Des stratégies de survivance se multiplient de tous côtés pour les uns, des stratégies de plus grands gains pour d'autres, des stratégies collectives ou individuelles, conçues dans la logique du «sauve-qui-peut». La démocratie politique, pour laquelle tant de gens ont lutté, n'a pas été capable jusqu'à maintenant de donner des réponses effectives dans le domaine

économique et social aux désirs les plus profonds de la population; il y a eu tant de rêves réprimés par la dictature. Elle est devenue l'échappatoire des insatisfactions et des grandes revendications. Le cadre actuel peut encore grosso modo être expliqué comme suit:

a. La politique économique a continué essentiellement sans changer mais avec quelques facteurs aggravants: la politique de privatisation et de soumission aux diktats du FMI et de la Banque Mondiale n'est pas seulement une machination des néolibéraux, puisque même des intellectuels de gauche recyclés se sont embarqués dans cette galère. La démocratie est prisonnière de la dette externe qui n'a pas été créée par elle. En 1993, le Brésil a payé à la BIRD<sup>40</sup> US\$ 1,3 milliards de plus qu'il n'a reçu de cette institution. Cette année-là, chaque dollar US reçu par le pays équivalait à US\$ 3,3 payés à la BIRD (IGREJAS, 1993 : 3).

b. Dans tout le pays, ont fait irruption de justes revendications salariales, d'abord par les ouvriers du secteur privé surtout liés aux entreprises multinationales et ensuite par les travailleurs du secteur public, principalement des entreprises d'État;

c. Le mouvement des déshérités, des appauvris et des exclus s'est étendu sous forme de mouvements pour de meilleurs services de santé, d'éducation et des mouvements des «sans terres» et des «sans-abris»;

d. Les mouvements sociaux modernes des minorités sociales, des femmes, des noirs, des autochtones, des homosexuels et des organisations non-gouvernementales et écologiques ont augmenté;

e. Les institutions comme les partis politiques refirent surface avec des visages nouveaux, ainsi que les partis politiques incapables de capitaliser la pléthore de revendications de chaque groupe ou segment social, leur donnant une cohérence structurelle de façon à les transformer en projet national de rupture sociale. Le parti

---

<sup>40</sup>Pour une analyse plus approfondie sur les relations entre les organismes financiers internationaux et les pays riches et les pays pauvres, voir aussi Chossudovsky, 1993, Trainer, 1991 et Polany, 1967.

le plus moderne qui aurait pu remplir ce rôle, c'est le PT — Partido dos trabalhadores, qui est apparu en 1980 après l'amnistie politique. Mais il n'avait toutefois pas vécu la tentative de construction démocratique des années 50 et 60, ni connu la dictature. Comme il était né et s'était développé comme l'organisation des travailleurs des secteurs modernes, tant privé que public et a eu comme intelligentzia, souvent comme conseiller militant, des intellectuels sophistiqués dont les schémas de références sont européens, ce parti donc s'imagina le Brésil comme un grand continent de bourgeois et de prolétaires. Le reste était le lumpen-prolétariat. Comme le dit bien Cristóvam Buarque, peut-être dans la meilleure critique de gauche produite au Brésil, par un militant de gauche et du point de vue de la gauche, contenue dans le livre provocant A Revolução na esquerda e a invenção do Brasil:

«Presos à terminologia da esquerda européia, [muitos militantes de esquerda] continuam chamando de lúmpem a maior parte da população brasileira» (BUARQUE, 1992 : 30).

Ce parti s'est transformé en un instrument plus de mouvements corporatistes que porteur de prophéties, donc:

«os novos já nasceram sem utopias, prisioneiros dos sistemas dentro dos quais lutam» (BUARQUE, 1992 : 16).

En conséquence, tout l'accent a été mis sur la lutte des secteurs salariés modernes et la lutte des sans-salaires, des sans-syndicats, des sans-partis et des sans-patrons a été rejetée au second plan. Les salariés de basse rémunération, sans force organisatrice et soumis à des rapports de travail sauvages et à des pressions de l'armée de réserve, n'avait aucun moyen de s'en sortir.

Il n'était pas contre la logique du processus économique la concession d'augmentation de salaires pour les secteurs les plus qualifiés possédant un pouvoir de marchander plus grand. Il y a eu beaucoup de victoires qui ne sont pas vraiment des victoires. Le système de développement économique se reproduit, dans la situation du Brésil, par la croissance du produit interne brut réparti entre quelque mains. Ceux qui gagnèrent, ce sont les ouvriers des entreprises multinationales et des grands groupes nationaux oligopolisés, les cadres supérieurs des entreprises privées et d'État ainsi que la partie la plus qualifiée du secteur public et les cadres répartis dans des secteurs où le pouvoir «patriciel» s'exerce sur l'État, et ce sans

obéir à aucune logique économique. De plus, les gains des entreprises oligopolistiques et de ceux qui sont passés à la spéculation sur les marchés financiers et immobiliers se sont accrus de façon démesurée.

Dans cette lutte, les victoires ont été remportées par des mécanismes qui vont au-delà des frontières du rapport de forces des marchandages revendicateurs. Il s'est formé aussi une relation incestueuse entre l'État et une partie de ses cadres, particulièrement ceux recrutés par les entreprises d'État. Pour la formation de fonds de pension des fonctionnaires de l'État, par exemple, pour chaque cruzeiro déposé par le fonctionnaire dans son fond de pension, l'entreprise en déposait rien moins que 40 cruzeiros. Tout cela est déferdu sous la protection du discours à couleur progressiste le plus radical. Par ce moyen illégitime, l'État a refilé à des fonctionnaires déjà privilégiés US\$ 3,7 milliards. Seulement l'année dernière, ce transfert s'est élevée à US\$ 499 millions. Les entreprises vont jusqu'à déposer dans les fonds de pension près de 30% de la masse salariale de leurs employés (DIMENSTEIN, 1993 : 1-2). C'est cette pratique politique qui crée ce fossé de plus en plus grand entre les segments privilégiés des travailleurs et le reste du peuple.

Encore influencé négativement par les luttes contre la dictature, l'époque au cours de laquelle la lutte contre l'État autoritaire a atteint son sommet, les mouvements sociaux, d'une manière générale, et les organisations non gouvernementales, en particulier, ont acquis une «maladie» d'une grande puissance contagieuse: l'«étatphobie». Ils sont arrivés à nier toute initiative dans le domaine social qui passe par les entrailles de l'État, en même qu'ils ont concentré dans l'État tout le pouvoir de ses revendications. Les initiatives appelés «projets alternatifs» de la société civiles ont commencé à s'accroître:

«na sua atividade promocional entre as classes populares, a solução de problemas é localizada e distinta de qualquer idéia de poder estatal...»  
(PETRAS, 1990 : 70)

C'était des projets dans le domaine de l'emploi et du revenu, d'assistance à l'enfance, à la prostitution, à la création d'écoles communautaires et des garderies. En général, c'était des projets financés par des États riches via les ONG. Toute collaboration dans ce domaine avec l'État brésilien était vue comme une action «pécheresse». En refusant toute voie de collaboration avec l'État, ils imaginaient

pouvoir le transformer par la voie de la revendication et des actions alternatives. Par la voie alternative, les actions n'avaient aucun impact significatif ni social, ni économique, ni politique. Ils se limitaient à une action concentrée (ação focalizada), autant au goût de certaines organisations internationales que de la Banque Mondiale, par exemple. Par la voie de la revendication, c'était un bon chemin. L'étranglement salarial et la dégradation des services publics était l'héritage que la démocratie a reçu de la dictature. Mais en plus ces mouvements ont eu une importance pertinente dans le renforcement des droits de tous les citoyens. Mais cette lutte qui s'est maintenue contre l'État a été réellement une lutte du «sauve qui peut».

La lutte contre l'État était aussi la bannière des entrepreneurs et des nouveaux «yuppies» du capitalisme moderne. Ils se sentaient partager le même «nid» que la société civile, libres de l'État pour oligopoliser l'économie, mais revendiquant de l'État des subsides, des exemptions et des avantages fiscaux, des remissions de dettes, tout au nom du nouveau concept de développement: l'ajustement structurel. Mais, comme de bons «militants» de la société civile, ils trouvaient justification pour leurs revendications dans un désir juste de la population: la création d'emplois.

Dans cette guerre du «sauve qui peut», Il n'y a que ceux qui avaient les moyens de se sauver qui purent réellement se sauver. La conséquence en a été une forte privatisation du secteur public. Et ce qui est resté de public, ce sont les restes mortels de l'État, de véritables léproseries de la santé, de l'éducation et de la sécurité sociale pour les populations pauvres, exclues, apartadas, lesquelles se voient encore soumises à une compétition perverse pour obtenir ces misérables «avantages». La revue brésilienne VEJA a publié un reportage du journaliste Elio Gaspari qui traduit bien la situation de la santé publique au Brésil (GASPARI, 1993). Un professeur de la faculté de médecine de l'Université de São Paulo dit de façon dramatique: «Nous sommes en train de tuer les gens». Un autre médecin déclare:

«O colega que trata dos doentes deve decidir quem tem ou não direito à medicação, quem tem ou não tem direito à cirurgia. Isso é decisão sobre a vida e a morte e não temos razão alguma para nos sentirmos no papel de Deus. Estamos vivendo momentos em que os conflitos com nossas consciências estão se tornando insuportáveis. Nos sentimos encurralados».

«Nós estamos atendendo, e as pessoas estão morrendo, a crise está nos atingindo como pessoas», dit le président du Conseil régional de médecine de Rio de Janeiro.

«Até há algum tempo tratava-se de esperar a hora em que eles seriam operados. Agora estamos esperando que eles morram. A fila é a de quem sobra... Antes, esperava-se a vaga. Agora, espera-se a morte», dit un médecin se référant à des patients dans un état de traumatisme cranioencéphalique.

Et on peut décider de la mort par un processus de tri de patients effectué par des médecins que ont décidé d'assumer le «rôle de dieu»:

«Se há dois pacientes e só um lugar no CTI, eu mando o que tem mais chances de sobrevivência. Se os casos são neurologicamente semelhantes, mando o mais jovem. Já chorei e já sofri, mas se não for assim a gente morre» (Marcos Musafir, chef général des urgences, Rio de Janeiro, 38 ans, 13 de médecine).

«Com dois enfartados, mando primeiro o que está com a crise há menos de seis horas, porque ele poderá absorver a streptocmase, medicação que ajuda a reverter a lesão. Se os casos são iguais, mando o mais jovem». (Lorenzo Mantovano, 36 ans, 15 de médecine).

«Eu decido com base em diversos critérios. Com chances iguais de sobrevivência, prevalece o mais moço. Depois, se um tem uma aparência digna e outro é um marginal, prevalece o cidadão digno...» (Adilson de Araújo, 38 ans, 15 de médecine, chef d'équipe d'urgence).

Le «sauve qui peut» est en train de conduire le pays à la banalisation de sa propre tragédie. Ces cas dramatiques ne laissent déjà pas beaucoup de gens indignés. Un médecin de l'hôpital Carlos Chagas, à Rio de Janeiro, 36 ans, avait sous ses soins un malade dans le coma soutenu par un respirateur, et accueillit une femme un peu plus jeune souffrant d'un épanchement cérébral. Il débrancha le respirateur du plus âgé. Les deux sont morts. Le médecin est presque devenu fou. Mais le Dr. Sérgio Aguinaga, président de l'Académie nationale de médecine, 71 ans, 45 ans dans la profession, montre qu'il fait face à tout cela comme si c'était une chose banale:

«Eu tive casos em que exerci esse tipo de poder. Só mandava para a diálise os pacientes que tinham o rim transplantado. Não havia vaga para mais e era uma decisão que não me tirava um minuto de sono».

Tout cela a été construit par exprès. La logique de la santé est la logique de l'économie. Le pouvoir qui condamne à mort est en grande partie le même qui garantit la vie de quelques uns. Ainsi en est-il de même à l'usine comme au ciel. Des 7.000 hôpitaux existants au pays, 5.000 sont des propriétés privées. Entre 1976 et 1990, des entités philanthropiques ont fermés 200 lits, tandis que des entités à buts lucratifs en ont ouvert 800. Mais ce réseau privé se nourrit à même les fonds publics, principalement de ceux qui n'ont pas de pouvoir pour se sauver. Huit lits sur dix du réseau privé de santé sont financés par l'État d'une somme mensuelle équivalente à US\$ 400 millions de dollars. 32 millions de brésiliens ont abandonné la médecine gratuite pour se protéger avec des plans d'assurance ou d'assistance privée. Exactement les 20% de la population brésilienne qui détiennent le pouvoir d'achat pour participer au marché. Le médecin Laerte Vaz de Mello définit bien cette situation:

«Esse sistema está caminhando para uma situação na qual o pobre que se dane, porque vamos cuidar de um Brasil com 30 milhões de habitantes».

La politique sociale cooptatrice, dirigée vers les intégrés qui découle aussi du corporativisme et de l'appropriation de l'État par des groupes d'affaires et des travailleurs mieux organisés, est analysée par Albuquerque et Arbache (ALBUQUERQUE et ARBACHE, 1993 : 43-48). L'auteur se réfère aux salaires indirects, avantages qui n'apparaît pas comme revenu du travailleur. Deux types spécifiques de cette politique sont la subvention au transport (vale transporte) et l'assistance-repas. Le nombre de travailleurs bénéficiaires, jusqu'à 1990, de l'assistance-repas était de presque 7 millions, dont 77,6% touchaient un revenu jusqu'à 6 salaires minimums mensuels. Le coût estimatif par repas était de US\$ 2.00. La subvention au transport (vale transporte) est obligatoire dans toute entreprise du secteur formel de l'économie. Les dépenses avec ces deux avantages est, théoriquement, répartie entre les entreprises, les travailleurs et l'État. incombant au travailleur un coût moindre. Le grand bénéficiaire est l'entreprise, étant donné que l'État renonce à 10% du total des impôts à payer pour chaque entreprise. A part cela, comme ces valeurs n'entrent pas comme salaire payé, l'entreprise sort une fois de plus gagnante, parce que cela diminue les impôts et les avantages sociaux qu'elle doit remettre à l'État. Ainsi le pouvoir publique et principalement le travailleur y perd puisque ce dernier ne voit pas ces valeurs incorporées à sa rémunération comme revenu offert.

Cela constitue le chemin de l'apartheid. Ce sentiment flotte dans les coeurs et les esprits des riches, des gens relativement aisés, et même des pauvres, parce que ces derniers rejettent psychologiquement leur condition de pauvreté. Mais il s'agit d'une situation insoutenable. La concentration du revenu comme mécanisme de soutien d'une économie de plus en plus centrée sur la technologie est en train de produire une réduction de la classe moyenne. On ne peut pas, toutefois, parler de l'appauvrissement de la classe moyenne comme si tous les membres de cette classe souffraient des mêmes conséquences de la crise. Le processus de concentration du revenu bénéficie à une partie de ce groupe. Si aujourd'hui cette classe, dans laquelle est incluse une partie des ouvriers, réussit à payer l'assurance-santé, quoiqu'avec le support de l'État, les derniers moments de la « poule aux oeufs d'or » sont sur le point d'arriver. Les plans d'assurance privés deviennent de plus en plus chers et les hôpitaux privés se transforment en de véritables hôtels 5 étoiles, parce qu'ils s'occupent de plus en plus de personnes jouissant d'une bonne santé. Peut-être que le retour obligatoire d'une partie de la classe moyenne vers les services publics de santé et d'éducation est la « loi naturelle » de la rédemption de la res publica, par l'impact qu'aura sur les pouvoirs de l'État et des élites dominantes le cri déstabilisateur de ses revendications ainsi que le désespoir assourdissant des populations misérables condamnées à mort aux portes des hôpitaux et à l'analphabétisme chronique sur les bancs des écoles publiques.

Les gouvernements brésiliens, ceux de la dictature et de la démocratie ont toujours aimé rappeler les statistiques, surtout quand elles ont comme source la Banque mondiale. 95% des enfants de 7 à 14 ans ont accès à l'éducation élémentaire, ce qui équivaut à 30 millions d'élèves, informe cette banque<sup>42</sup>. Mais il est arrivé à l'école publique le même destin que la santé. Ceux qui avaient le pouvoir de se sauver ont inscrit leurs fils et filles dans des écoles privées. C'est de ces écoles que sortent la grande majorité des étudiants des meilleures universités du pays — en général publiques et gratuites — et la future force de travail la plus qualifiée pour occuper les emplois les mieux rémunérés. À l'État il ne reste que les écoles reproductrices de la pauvreté et la misère. La logique de l'école c'est la logique de l'économie. Il y avait deux buts, fondamentalement: la formation sélective dans les écoles privées pour les inclus plus privilégiés et l'universalisation de l'accès des pauvres aux écoles

---

<sup>42</sup>Voir REVISTA NOVA, décembre 1993 : 72, 10-19.

publiques, véritables simulacres d'écoles, où l'on pratique une pédagogie de l'oppression: salaires des enseignants et des enseignants non diplômés bien en-deça du seuil de la pauvreté, milieu physico-spatial dégradé, niveau pédagogique qui exclut les plus talentueux, les plus irrévérencieux et ceux qui pourront intégrer les «classes dangereuses».

La meilleure preuve de ce désastre se reflète dans les données suivantes (1989), dont la source est le ministère de l'Éducation: 3,6 millions de jeunes filles et jeunes garçons sont hors de l'école; 18,4% de la population de plus de 15 ans ne l'a jamais fréquenté ou l'a fréquenté moins d'un an; 42% de ceux qui déclarent savoir lire et écrire ont à peine 3 ans ou moins d'étude; à peine 17% de la population brésilienne a terminé l'école élémentaire; en 1989, le Brésil comptait 39,5 millions d'analphabètes et on estime que pour l'an 2000 il y en aura 41,9 millions si l'on garde le système éducationnel actuel. La répartition des fonds publics entre les divers niveaux d'enseignement révèle un mépris évident pour l'enseignement auquel le pauvre a accès et un favoritisme tout aussi évident pour l'enseignement auquel les riches et la classe moyenne ont accès. En 1989, 64% du budget du ministère de l'Éducation était destiné à l'enseignement universitaire, contre 22% à l'enseignement fondamental et 7% à l'enseignement technique. En 1992, les universités reçurent 75%, alors que l'enseignement fondamental ne reçut que 10%<sup>42</sup>.

La sécurité publique dévoile aussi l'autre face de l'apartheid. Il n'y a pas encore de lois discriminatoires en vigueur, formellement, pour la libre circulation des personnes. Cependant, il y a des moyens utilisés tant par l'État que par les élites qui rendent difficile, restreignent, découragent ou empêchent même la circulation des personnes pauvres dans certaines zones déterminées considérées comme «nobles» des grandes villes: ne pas étendre les circuits du transport urbain des quartiers pauvres vers les quartiers riches et de la classe moyenne; localiser les centres commerciaux (shoppings centers) dans des lieux accessibles seulement en automobile; limiter l'accès de certaines plages aux touristes et aux personnes ayant un pouvoir économique élevé; déplacer les populations pauvres vers des quartiers éloignés de la ville, où sa vie se limite à dormir peu, à travailler beaucoup et à gagner peu.

---

<sup>42</sup>Voir REVISTA NOVA, décembre 1993 : 72, 10-19.

Mais les élites utilisent leur pouvoir pour déterminer les «lois» de leur propre sécurité. Du point de vue de ces couches privilégiées, l'espace public leur appartient. Son sentiment est que cet espace, c'est-à-dire la ville, est injustement envahie par les pauvres, les mulâtres, les noirs, les dangereux, par des gens à la mine louche. Leur réponse se manifeste par l'organisation de leur propre sécurité. C'est une façon évidente de maintenir leurs privilèges, pas toujours à leurs propres frais, vu qu'une bonne partie des maisons et des condominiums qu'ils habitent a été financée par l'État via le lobby de la construction civile. Des données dévoilées par le Secrétariat national du droit économique et le ministère de la Justice, révèlent qu'entre 1989 et 1992 plus de 90% des revenus des entreprises dans le domaine de la construction civile provenaient des coffres de l'État<sup>43</sup>.

Une partie de l'élite, la plus haute, utilise la voiture blindée pour sa protection<sup>44</sup> se convertissant,

«numa verdadeira trincheira móvel, capaz de resistir, por exemplo... a um tiro de submetralhadora Uzi 9mm, do tipo usado pelas tropas israelenses e pelos traficantes nacionais».

Blinder une voiture coûte US\$ 40.000 et les entreprises qui offrent ce service au pays voient leurs commandes se multiplier. L'entrepreneur pauliste Sílvio Tini de Araújo dit que ces voitures blindées sont excellentes pour se protéger des «enfants-agresseurs (trombadinhas<sup>45</sup>) aux feux de circulation».

La firme Promo-Tech, de Rio de Janeiro, un magasin d'importation, enregistre 30 visites par jour de personnes intéressées à acheter l'appareil de choc «my defense», qui produit jusqu'à 140 mille volts sans aucun danger d'électrocuter son utilisateur. Le coût à l'unité varie entre US\$ 34 et US\$ 155. L'usage de l'appareil est

---

<sup>43</sup>Voir FOLHA DE SÃO PAULO. «Empreiteiras crescem com verbas do setor público», 25 janvier 1993 : 1-4.

<sup>44</sup>Voir revue VEJA. «Trincheiras móveis», 16 mars 1994.

<sup>45</sup>Trombadinhas: crianças ou adolescentes que realizam pequenos assaltos contra pessoas motorizadas, em sinais de trânsito.

recommandé contre les voleurs désarmés dans la rue ou aux feux de circulation<sup>45</sup>.

En 1970, les premiers condominiums ont commencé à surgir dans le quartier Barra da Tijuca, à Rio de Janeiro. Aujourd'hui, des 8.596 appartements construits à Rio de Janeiro, 5.371 étaient situés dans ce quartier habité par 150.000 personnes. En 1980, il y en avait à peine 40.000. On y compte 27 succursales bancaires, 7 bureaux de change, 96 concessionnaires d'automobiles. Le revenu moyen du résident de la Barra se situe entre 1.400 et 5.700 dollars américains. Il s'agit de 90 condominiums fermés — 30 composés de maisons et 60 d'édifices à appartements — possédant sa propre sécurité privée, des minimarchés, des garderies, des écoles élémentaires, des installations de loisir avec piscines et appareils de gymnastique, des magasins de locations de vidéos, des salons de coiffures et des restaurants. Les résidents reçoivent une carte d'identité et l'entrée des visiteurs est rigoureusement contrôlée. Le complexe est protégé par une grille contre les intrus.

«Há quem diga que são verdadeiros ghettos, isolados da realidade exterior. Para os moradores, pouco importa. Eles não abrem mão do **cordão sanitário** que protege suas famílias e, especialmente, seus filhos<sup>47</sup>»

Un condominium ferme les plages de Guarujá, une ville située à 87 km de São Paulo. Des condominiums de luxe ne permettent l'entrée aux plages qu'aux résidents des communautés. Des gardes de sécurité en uniforme montent la garde 24 heures sur 24<sup>48</sup>.

Il existe dans la ville deux espaces bien différenciés<sup>49</sup>. Celui des favelas, morros et mocambos, et celui des rues des villes et des condominiums. Le premier territoire est celui où circule le pauvre, un «être d'apparence suspecte». Dans son milieu, il connaît tous les codes de communication, il se sent chez lui, c'est sa liberté dans l'enfer de la misère. Dans les rues, non. Il circule avec prudence, ayant peur

---

<sup>45</sup>Voir JORNAL DO BRASIL, 26 février 1994 : 26.

<sup>47</sup> Voir revue ISTO É. «Cidade: a Barra é leve», 23 mars 1994 : 45-53.

<sup>48</sup> Voir FOLHA DE SÃO PAULO, 30 février 1993 : 3-1.

<sup>49</sup>Pour une analyse plus raffinée de ce phénomène, voir BUARQUE, c1993.

d'être reconnu ou d'être confondu avec un quelconque bandit. Oui, parce que les bandits — les bandits issus du peuple — ont tous le même visage: noir ou mulâtre, portrait de la faim imprimé au visage. Dans les condominiums, il n'en est pas question. Il n'y entre pas sinon comme gardien du bien-être qu'il lui est étranger. En réalité, l'accent que mettent les élites sur le système privé:

«parece ser uma resposta ao que elas sentem como sendo uma invasão indevida da cidade e do espaço da cidadania pelas camadas populares... há, aí algo de produtivo, há uma tentativa de criar novas alternativas de ordem, em que se mantenham de outro modo os privilégios».

La remarque ci-haut ainsi que celles qui vont suivre font partie de certaines des conclusions auxquelles est arrivée la chercheuse du CEBRAP, Tereza Pires do Rio Caldeira dans sa recherche «A experiência da violência: ordem, desordem e discriminação social no Brasil» (CALDEIRA, 1991):

«a segurança, com o significado em parte adquirido na campanha contra os direitos humanos, parece servir como emblema básico para que as camadas médias (não só nos seus níveis mais altos, mas também nos mais baixos) abandonem o espaço público que antes ocupavam nas cidades para viver nos seus condomínios privados, nas suas ruas fechadas por correntes, nos seus shoppings centers em que se barra a entrada de pessoas com má aparência', nas suas linhas privadas de ônibus (entre os condomínios e os shoppings; entre as casas e as escolas particulares), na privacidade de suas salas de vídeo, sempre guardadas por altos muros, equipamentos eletrônicos e, se possível, por vigilância privada».

Les visages de l'apartheid au Brésil nous placent tous devant un cadre sinistre. Et ce n'est pas une exagération. Les mots et les concepts manquent pour exprimer plus fidèlement une réalité aussi hideuse. La portée méthodologique de la sociologie ne possède pas la plasticité et la capillarité sémantique de la littérature, capables de rendre compte du secret de la vérité, parce qu'il «n'existe pas de faits, il n'existe que des histoires». Entre 1976 et 1991, 722 adolescents ont été assassinés dans la Cité de dieu, un bidonville de Rio de Janeiro, situé seulement à cinq minutes d'un «cordon sanitaire», celui de Tijuca, un secteur riche de la ville. Ces résultats ont été obtenus suite à une enquête réalisée par l'anthropologue Alba Zaluar (ZALUAR, 1993)<sup>50</sup>, de l'Université do Rio de Janeiro. Elle conclut que les groupes

---

<sup>50</sup>Voir Favela do Rio teve 722 mortos em 15 anos, Folha de São Paulo, 25 octobre 1993 : 5-D

d'extermination sont de véritables groupes d'extorsions, «ils tuent parce que les victimes ont manqué à leur partie du «contrat». (...) Pour payer la police, le délinquant commet de nouveaux crimes et va jusqu'à tuer», dit-elle. «C'est un fil sans fin.» Zaluar tire de l'expérience qu'elle a vécue lors de son séjour dans le bidonville une conclusion qui mérite une réflexion bien plus profonde, mais qui nous fournit quand même des pistes à explorer: l'escalade du trafic de drogues à Rio fait partie de l'«internationalisation de l'économie». Selon elles, les cartels de Cali et Medellin de Colombie, ont été poussés vers la conquête de nouveaux marchés suite à l'opération contre le trafic de drogues de la part des États-Unis. Le Brésil compte 62 millions de personnes qui travaillent dont 23 millions sont sans sécurité sociale, 14 millions des travailleurs indépendants et 5 millions qui travaillent sans rémunération. Il y a 35 millions de travailleurs qui gagnent jusqu'à 3 salaires minimums mensuels dont 12 millions touchent moins qu'un salaire minimum (IBGE, 1994). Pour 1991, la PNAD — Pesquisa Nacional por Amostragem de Domicílios, du IBGE — a constaté que presque 55,5% des brésiliens ont un revenu moyen mensuel équivalent à la moitié du salaire minimum. Le IBGE a opté pour un salaire minimum de 70 dollars. Mais cette valeur est le fruit de la générosité des méthodes mathématiques. Le salaire minimum au Brésil n'a de valeur en dollar que le jour même où il est décrété. Dès le deuxième jour sa valeur réelle est celui du cruzeiro, la seule monnaie qui circule dans les mains des pauvres. Les monnaies à la valeur du marché, protégées par la politique financière et, pourquoi ne pas le dire, par la «protection sociale» de l'Etat, sont tout autre: depuis le dollar jusqu'aux certificats de dépôts bancaires, l'URV (Unité réelle de valeur) et aux fonds mutuels à revenu fixe. Ceux-ci circulent dans les mains des riches, de la classe moyenne et de l'«aristocratie ouvrière», fluctuant en accord avec le pouvoir que chacune de ces classes exerce sur l'économie et l'«enjeu politique». Ce ne sont pas des monnaies pour le salaire minimum ni pour les dépanneurs des bidonvilles. Elles circulent dans les centres commerciaux et les lieux de consommation d'opulence. Pendant ce temps-là, 8 millions d'enfants, 11,6% de la population économiquement active, sont obligés de travailler. La faim, résultante de cette situation, ne génère pas seulement la violence urbaine, mais aussi la transformation biologique. Au Pernambuco, selon un rapport de la «Folha de São Paulo» de 1991 fondé sur une enquête réalisée par le «Centro Josué de Castro» de Recife, la sous-alimentation donne naissance à des êtres humains de 1,35m de

hauteur. Ce sont les «hommes gabirus»<sup>31</sup>. De plus, en 1993, l'épidémiologiste Denise Aerts, dans une enquête réalisée dans un bidonville de Porto Alegre, une ville qui occupe le troisième rang au Brésil selon l'«indice du développement humain» fait part d'une espèce de gaúcho-gabiru. Sur 100 enfants de zéro à cinq ans du bidonville de Cai-Cai, 69 souffrent de retard de croissance<sup>32</sup>. Et l'odyssée des brésiliens qui ont perdu le «pain, la terre et la liberté»? Chossudovsky et Ladouceur, suite à une visite au Brésil, ont retenu ce portrait de notre misère:

«De nombreux 'exclus' de la campagne ainsi que ceux de la ville se transforment en une masse de vagabonds, de 'pauvres nomades', se déplaçant de ville en ville... A Teresina dans le Piauí, ville frontière à la lisière du polygone de la sécheresse et de la savane, les 'pauvres nomades' sont refoulés par les autorités municipales: affaibli par la misère, João comme tant d'autres vagabonds 'exclus des bidonvilles' s'était installé sous un viaduc en dessous de l'autoroute avec sa femme Célia et deux enfants. Une travailleuse sociale de la mairie ne tarda pas à leur présenter le billet d'autobus pour qu'ils quittent la ville...»  
(CHOSSUDOVSKY et LADOUCEUR, 1994)

Mais cette réalité n'est pas un paysage particulier du seul Nordeste brésilien, la région la plus pauvre du pays. Dans une enquête intitulée «A rua enquanto instituição das populações marginalizadas: uma abordagem psicanalítica através de grupo operativo», le psychologue Jorge Broide, président du Centro Latino-Americano de Saúde Mental, révèle des témoignages qui sont de véritables signes d'une réalité de «multiples Brésils», qu'un travail de cette dimension ne peut pas tenir compte. Ce sont des témoignages de Brésiliens de la rue de la ville la plus industrialisée de l'Amérique Latine, São Paulo<sup>33</sup>.

«É perigoso andar por aí quando aparece algum mal-encarado, mas às vezes até os ladrões ajudam a gente, porque ficam com dó das crianças». (Poliana, mãe de três filhos com idades entre um ano e meio e cinco anos. Casou na rua com um servente de pedreiro desempregado).

«Carmelita Francisca da Silva, de 30 anos, é vizinha de miséria de Sanches [60 anos de idade]. Diz que saiu de casa com 11 anos e já perdeu a conta dos filhos que gerou na rua e deu para outros criarem. Carmelita está grávida de novo».

---

<sup>31</sup> Le gabiru est un type de rat qui habite les dépotoirs urbains.

<sup>32</sup> Voir FOLHA DE SÃO PAULO, 25 juin 1993 : 3-1.

<sup>33</sup> Voir Folha de São Paulo, 18 décembre 1993 : 3-1



— CHAPITRE TROIS —

#### IV. CHAPITRE 3: L'ÉTAT DU CEARÁ: MODERNISATION ET MISÈRE, UN CAS EXEMPLAIRE.

##### 1. Contextualisation

«Cansei de ações,  
quero novas promessas<sup>4</sup>.»

Les forces politiques et économiques oligarchiques ont toujours eu le contrôle de l'État au niveau de l'ensemble du territoire de cette partie du Nord-Est du Brésil. Il y a toujours eu une dispute bipartite entre ceux qui traditionnellement appartiennent au PSD (Parti social démocrate), l'organisation des bases électorales rurales, et ceux de l'UDN (Union démocratique nationale), dont les forces sociales étaient issues surtout du milieu urbain. La gauche était plus forte dans la capitale, Fortaleza, et presque inexistante dans le milieu rural. Le PSD était un parti lié aux intérêts financiers et agraires, tandis que l'UDN était plutôt liée aux secteurs des classes moyennes aux revenus les plus élevés. idéologiquement anti-nationaliste et anti-populiste. Les industriels se partageaient entre ces deux partis, mais leurs préférences penchaient pour ceux qui étaient au pouvoir, ou pour ceux qui avaient le plus d'influence sur la répartition des fonds publics. Darcy Ribeiro synthétise parfaitement la position politico-idéologique de nos hommes d'affaires de l'industrie qu'il appelle le patronato moderno:

«Este, tendo como sua área natural de operação e expansão o próprio Estado, mimetiza-se e se adapta segundo o caráter do governo que exerça o poder, fazendo-se progressista, reformista, nacionalista ou reacionário, conforme estas posições lhe assegurem ou não o favorecimento de contratos de obras ou o abastecimento de órgãos estatais» (RIBEIRO, 1975 : 104)

Le contrôle politique de la capitale est devenu un facteur très décisif pour la construction de l'hégémonie sur l'ensemble du territoire de l'État, particulièrement à partir de la consolidation du processus d'industrialisation et de la montée de l'urbanisation vers les années 50. Fortaleza est donc le cœur économique, politique et culturel du Ceará. La gauche y avait sa plus significative représentation, fondamentalement parmi les intellectuels, le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux. Le Parti Communiste a remporté 23,57% des voix à Fortaleza aux élections

---

<sup>4</sup>«Graffiti anonyme, voir dans (BUARQUE, 1992 : 13)

de 1947, tandis que l'UDN a obtenu 27,75% des suffrages. Les forces populaires, grâce à une alliance communiste-populiste, ont gagné les élections pour la mairie de Fortaleza avec presque 57% des voix (RIBEIRO, 1989 : 107-113). C'est en 1947 que le Parti communiste a participé formellement pour la dernière fois à des élections au Brésil et ce, jusqu'à la redémocratisation en 1986. Ce parti était devenu illégal depuis 1947. Toutefois, il a toujours participé à la vie sociale et politique, soit par l'intermédiaire des mouvements sociaux et ouvriers, soit par l'intermédiaire d'autres partis politiques légaux qui ouvraient leurs portes à la participation des militants communistes.

Une des plus importantes élections municipales a été celle de l'année 1962, deux ans avant le coup d'état militaire. Les secteurs populaires y ont participé dans une situation de fragmentation politique. D'un côté, le candidat de la gauche hégémonisée par le Parti Communiste qui représentait les mouvements des travailleurs les plus organisés, les plus actifs dans les luttes pour l'amélioration des salaires. Ce candidat était président du syndicat des employés du secteur des banques publiques et privées. D'un autre côté, le candidat populiste-réformiste, dont l'appui populaire le plus important venait des couches non-salariées, des travailleurs liés aux syndicats des petites entreprises de l'industrie et du commerce et des pauvres sans emplois; enfin, de ceux dont l'imaginaire était fortement déterminé par tous les types de croyances fondées sur un syncrétisme religieux, c'est-à-dire une mélange de religion catholique et de cultes africains et sur la conscience magique des autochtones. Les forces conservatrices gagnèrent les élections, tandis que les voix obtenues par les forces populaires, y compris communistes et populistes, représentaient plus de la moitié de l'électorat.

Après le coup d'état de 1964, la gauche et les populistes réformistes furent écrasés. La dictature imposa le système bi-partite: l'ARENA (Alliance de rénovation nationale) comme le parti officiel et le MDB (Mouvement démocratique brésilien), comme parti d'opposition toléré. La participation populaire était limitée aux élections pour les chambres législatives des municipalités, des États et au niveau fédéral. Les gouverneurs des États et les maires des capitales étaient «élus» respectivement, et par les députés de chaque État de la fédération, et par les conseillers municipaux avec l'ingérence directe du pouvoir central, l'instance qui avait «de facto» le pouvoir de décision. Ainsi, pendant les années de dictature, l'État du Ceará a été

gouverné par trois coronéis<sup>33</sup> (colonels) de l'armée qui se sont partagés sans discontinuité le gouvernement et tous les postes politiques. En dépit de la dictature et du système de répression politique, il fallait construire une certaine légitimité afin de stabiliser le pouvoir. Dans ce sens, la «légitimité» des colonels provenait des facteurs suivants:

a. l'esprit de fédération a été éliminé et toutes les ressources destinées aux municipalités et aux États ont été centralisées au niveau fédéral. La libéralisation des ressources dépendait du degré de loyauté des gouverneurs des États envers le gouvernement militaire;

b. la bourgeoisie et les propriétaires fonciers étaient très dépendants du prestige des trois colonels auprès de la dictature, parce que l'industrie ainsi que les projets agro-industriels d'exportation ont leur origine dans les politiques de générosité fiscale, du crédit subventionné et de toute sorte de facilités légales ou illégales mises en place par le gouvernement discrétionnaire;

c. des politiques sociales ont été développées ayant pour but le contrôle des masses populaires. C'étaient des politiques assistencialistes dont les conséquences sont la démobilisation, la dépolitisation et la création des liens de dépendance des masses pauvres envers la politique de clientélisme;

d. par ce système, appelé clientelismo, on a utilisé l'appareil d'État pour mettre en place la politique de l'empreguismo, par laquelle le gouvernement embauchait des membres des classes moyennes comme employés publics dont le seul

---

<sup>33</sup>«Coronel»(colonel): «Par généralisation - coronel - désigne un grand propriétaire foncier — fazendeiro — homme tout-puissant s'il en est. Le titre vient des grades accordés lors de la création de la Garde Nationale (première moitié du XIX<sup>e</sup>), à l'époque de l'Empire, titres qui restèrent d'autant plus aisément dans les familles que les fazendeiros disposaient toujours d'une petite troupe d'hommes en armes. Par ailleurs, dans l'État du Ceará, ces vieux représentants des oligarchies rurales de la Première République (1889-1930) ont été remplacés dans l'imaginaire politique, pendant la récente période du régime militaire (1964-1984), par trois colonels de l'armée - Virgílio Távora, César Cals de Oliveira et Adauto Bezerra - se partageant sans discontinuité les principaux postes politiques, à partir de partis conservateurs: on les a toujours désignés comme 'les colonels'...» dans SILVA, G. Walmir G. da. La plage aux requins, Paris, Les Carnets/L'Harmathan, 1991, p.212.

critère était la recommandation politique des députés et des conseillers municipaux. Ce mécanisme bénéficiait aussi aux secteurs plus pauvres qui s'occupaient de tâches qui n'exigent aucune compétence particulière. Toutefois, c'était les classes moyennes qui bénéficiaient le plus de cette politique. Un facteur qui jouait beaucoup dans l'embauche au niveau des classes moyennes était les liens de famille, c'est-à-dire le familismo. Ceux qui avaient le plus de prestige auprès du gouvernement parvenaient à faire entrer le plus grand nombre de membres de leur famille dans le secteur public.

La crise du «miracle économique» a affaibli la dictature. Le secteur moderne de la bourgeoisie allié au capital international, justement le secteur le plus favorisé par la politique de croissance accélérée et d'endettement externe, commençait à se prononcer publiquement contre la centralisation du pouvoir de décision et l'ingérence de l'État dans les affaires économiques. L'État perdait sa capacité de financement des politiques publiques en même temps que la bourgeoisie, bénéficiaire des politiques économiques du «miracle», avait accumulé du capital à un niveau considérable, ce qui lui permettait d'établir des rapports économiques avec le capital multinational sans l'intermédiaire de l'État. La tentative de contrôler la vie du pays et la vision nationaliste-interventionniste des militaires devenaient un obstacle aux intérêts de la bourgeoisie. Pour l'École supérieure de guerre, connue au Brésil comme la «Sorbonne» brésilienne et où est développée la géopolitique militaire, le capitalisme moderne doit être soumis à une forte ingérence de l'État au niveau de la planification économique, y compris l'intervention au niveau de la production directe et du contrôle des ressources naturelles<sup>56</sup>.

Au Ceará, cette crise s'est produite dans des conditions spécifiques, liées à la tradition politico-culturelle des forces sociales locales, des classes sociales dominantes et des classes dominées. Les «colonels» commençaient à perdre leur légitimité auprès de la population en générale et d'une partie de la bourgeoisie. Leur politique a eu comme conséquence la crise fiscale, l'endettement public, la corruption généralisée, et la masse salariale des employés de l'État qui dépassait la capacité de payer du pouvoir public. La politique du clientelismo, du familismo,

---

<sup>56</sup>ALVES, Maria Helena Moreira. Estado e oposição no Brasil: 1964-1984, Petrópolis:50, voir dans (MARTIN, 1993 : 48)

de l'empreguismo et celle d'assistencialisme social comme mécanisme de contrôle social et de cooptation politique étaient fortement touchées par la crise de l'État. La crise s'est généralisée. Avec le processus de démocratisation lent et graduel mené par la dictature, le taux d'insatisfaction devenait plus apparent. Le pouvoir public devenait, au regard de la population, une instance sans possibilités institutionnelles de développer de nouvelles politiques qui pourraient indiquer des solutions pour la crise. L'économie traditionnelle du Ceará (la mamone, le coton, le textile, le cuivre et l'élevage) a été complètement détruite<sup>37</sup>. Le capital industriel avait été le grand bénéficiaire et avait accumulé de grandes richesses. Il fallait donc moderniser l'État. L'entrepreneur Tasso Jereissati, futur gouverneur du Ceará, représentant d'une nouvelle alliance progressiste, déclare:

«A medida que o governo, que a ditadura foi-se fortificando, foi-se consolidando como um regime fechado, o Estado também foi aumentando o seu poder, sua participação em todos os setores da economia, principalmente regulando tudo aquilo que fosse iniciativa privada. A iniciativa privada passou a ser ou tutelada ou protegida ou regulamentada pelo Estado. Então, o empresário para sobreviver, de uma maneira ou de outra, precisava da bênção e da boa vontade do governo, ou através de uma linha de crédito, que eram os grandes órgãos oficiais que estabeleciam as grandes linhas de crédito, ou através de concessões, ou através das informações. Enfim, do acesso a tudo aquilo que o governo oferecia, prendia ou protegia» (MARTIN, 1993 : 99).

1986 a été l'année des premières élections libres pour les gouvernements des États, après la démocratisation. Les «colonels», qui se disputaient le pouvoir prennent la décision d'unifier leurs forces. L'opposition, représentée par le MDB était toujours contrôlée par des politiciens traditionnels et conservateurs venus en majorité de l'ancien PSD. Le MDB n'avait pas de candidat suffisamment fort pour confronter le pouvoir des colonels. Ce parti invita un secteur de la bourgeoisie locale, la plus moderne et cosmopolite, à participer directement au processus électoral. Il s'est formée une alliance politique des forces progressistes: l'ancienne opposition officielle à la dictature, les secteurs modernes de la bourgeoisie industrielle, la gauche communiste, socialiste et populiste, avec l'appui des mouvements sociaux et d'une grande partie des travailleurs. Pour la première fois,

---

<sup>37</sup>Pour des analyses plus développées sur l'économie du Ceará, voir ALMEIDA, 1989 et ARAGÃO, 1989.

dans l'histoire du Ceará, une alliance avec la participation de la gauche gagne les élections au niveau de l'État. Malgré la force politique des conservateurs qui avaient le contrôle de la grande majorité des mairies de l'intérieur du Ceará, les nouvelles forces gagnèrent les élections avec plus de 600.000 voix de différence, dans un électorat d'à peu près 3.800.000.

En effet, la crise du secteur agricole, avec la libération accélérée de grands contingents de travailleurs qui se transformaient en force de travail salarié à la campagne, ou en travailleurs favelados à Fortaleza a favorisé l'éclosion des libertés politiques. Les liens de dépendance économique et extra-économique entre ces masses de travailleurs et les propriétaires fonciers ont été brisés. Les conditions pour l'arrivée d'une nouvelle hégémonie étaient créées.

Le nouveau gouvernement, hégémonisé par la nouvelle bourgeoisie urbano-industrielle, s'est fait élire avec les compromis suivants:

a. la déprivatisation de l'État, c'est-à-dire la transformation de l'appareil de l'État en un instrument de développement des politiques publiques orientées surtout vers le combat contre la pauvreté et la misère; la transparence de l'action publique et de la distribution des ressources budgétaires;

b. la démocratisation de la machine publique en mettant fin à la politique de l'empreguismo et du clientelismo par l'adoption de concours publiques comme critère pour le recrutement du personnel de l'État;

c. l'encouragement à la participation populaire et l'établissement de rapports démocratiques avec le mouvement populaire et ses organisations, indépendamment de leurs orientations politiques et idéologiques;

d. l'implantation d'une politique intégrée de développement où le social devenait le facteur normatif de la politique économique;

e. l'assistance sociale se transformait en une obligation pour l'État et un droit pour le citoyen, perdant sa caractéristique paternaliste et de mécanisme de domination des masses pauvres;

f. la mise en place de mécanismes de contrôle social pour empêcher la privatisation des ressources publiques par les secteurs les plus privilégiés économiquement ou par le patriciado bureaucratique;

g. l'implantation de politiques agricoles comprenant deux volets: l'appui à la production d'aliments et la réalisation de la réforme agraire dans les limites déterminées par la fédération.

Avant la fin du mandat de quatre ans, le nouveau gouvernement change sa position et établit la complète hégémonie d'un petit groupe de la bourgeoisie industrielle:

a. la gauche est éliminée du pouvoir;

b. le processus de décision est limité à un très petit groupe, sans aucune participation populaire et sans aucune mesure de transparence;

c. malgré l'élimination de la politique du favoritismo et du clientelismo, la politique sociale est transformée en une politique néo-clientéliste et néo-assistencialiste. On y développe de petits programmes de création d'emplois dans le secteur informel, sous-payés, de peu de durée et sans aucun impact social et économique sur l'ensemble de la société. La politique néo-assistencialiste est caractérisée par deux mesures qui ont été prises: d'un côté, la non reconnaissance des mouvements populaires, en général dirigés par les communistes ou par les CEBs (Communautés ecclésiastiques de base); d'un autre côté, la création d'organisations communautaires parallèles, en utilisant l'appareil d'État pour recruter des militants au sein des mouvements populaires et principalement parmi ceux qui sont les moins organisés politiquement. Ces militants étaient payés pour travailler auprès des communautés organisées par quartiers et tenaient le vieux rôle de cabos eleitorais (agents électoraux). Leur tâche consistait surtout à enregistrer les demandes d'aide individuelles ou collectives, à offrir des casquettes et des T-shirts à l'effigie du candidat, à préparer les réunions de celui-ci ou des représentants du gouvernement. Mais leur

rôle était aussi de diviser les mouvements populaires élus et indépendants de l'État<sup>58</sup>.

Le gouvernement commence alors à suivre une ligne politique différente de celle inscrite au programme soumis à l'électorat pendant la campagne électorale. Cette nouvelle ligne politique est caractérisée par une action de modernisation plutôt que de transformation: c'est-à-dire moderniser l'État par l'informatisation de plusieurs services bureaucratiques, par l'élimination des emplois illégaux et par l'adoption du concours public, par la diminution du nombre des employés publiques (plus de 40.000 chèques ont été éliminés). Le groupe au pouvoir réalise un rigoureux assainissement des finances publiques fondé surtout sur une politique de réduction massive de la masse salariale et de la valeur réelle du salaire de chaque employé de l'État, et par la modernisation du secteur financier responsable de la perception des impôts. Au nom du développement et de la création d'emplois, le gouvernement augmente son appui au secteur privé moderne, industriel et des services. Ce sont des mesures qui augmentent son prestige auprès des organismes internationaux. Le gouvernement déclare:

"As expenditures are concerned, the state government managed to reduce current expenses, particularly payroll, which accounted for 140% of all tax revenue in march 1987. Irregularly hired employees were then laid off; ghost servants had their jobs cut off; wage allowances and benefits dwindled. Besides that, the wages increases were completely de-indexed from past inflation and were linked to current state Treasury possibilities. Such measures combined led to a 28.2% decline in the personnel expenses which allowed the state of Ceará to become the first in Brazil to spend less than 65% of tax revenue with payroll...in 1991 Governor Ciro Gomes not only kept his predecessor's financial balance legacy but engaged himself in deeper fiscal adjustment with decreased personnel expenditures in relationship to tax revenue» (IPLANCE, 1992 : 4-7).

L'assainissement financier du secteur public a rendu plus fonctionnel les intérêts des élites et l'appareil de l'État. Dans une étude élaborée par une équipe de fonctionnaire, à laquelle nous nous référons, le sens de cette politique est très clairement exposé:

---

<sup>58</sup>Voir BARREIRA, Irllys Alencar Firmo et BRAGA, Elza Maria Franco (sous la dir. de) (1991).

«As investments resumed and fiscal, financial and logistical support was supplied by the state government to local companies(...) Ceará's economy became responsive» (IPLANCE, 1992 : 6).

Pour cela, il utilisait le FDI (Fonds pour le développement industriel), la BEC (Banque de l'État du Ceará), des ressources budgétaires et des ressources provenant du gouvernement fédéral. Malgré la modernisation de la bureaucratie officielle, l'entreprise privée a eu recours à des pratiques non-conventionnelles pour s'accaparer de plus de ressources. Elle constitue donc une «classe dangereuse» d'élite. L'information révélée par la surintendante du revenu pour les États du Ceará, Piauí et Maranhão, Mme. Mônica Frota, confirme cette affirmation<sup>59</sup>. D'après elle, il n'y a pas de corrélation entre la croissance extraordinaire de plus de 20% du PIB du Ceará au cours des 6 dernières années et le total des impôts payés. Mme. Frota ajoute que les impôts payés par les travailleurs ont une valeur trois fois supérieure à celle qui correspond aux impôts payés par les entreprises privées. Elle mentionne que l'évasion fiscale pour l'année dernière est de 57.5%. Le gouvernement utilise les ressources publiques en faveur du secteur privé d'une façon plus moderne que ne le faisaient les colonels, plus rationnelle et technologiquement plus avancée. L'idéologie qui est derrière cette politique est la bannière de la moralisation de la res-publica, dont le slogan est: Não roubar e não deixar roubar! (Ne pas voler et ne pas laisser voler!)(BRAIDA, 1994). Cette politique a rendu le système économique plus efficace, mais n'a presque rien changé des conditions sociales de la majorité de la population. Au contraire, elle a augmenté le fossé entre les plus riches et les plus pauvres, a concentré la richesse d'une manière plus rapide et verticale dans des secteurs restreints de la société. Le but du gouvernement est devenu la croissance économique.

## 2. La richesse et la misère: les résultats «naturels» de la modernisation

Après avoir constaté que la région du Nord-Est et l'État du Ceará avaient présenté un taux de croissance économique plus élevé que le taux de croissance du Brésil pendant la période des années 80, la CNBB (Conférence Nationale des Evêques

---

<sup>59</sup>Voir DIARIO DO NORDESTE (Fortaleza). «Receita federal faz opção pelos ricos», 12 février 1994 : 1 et «Sonegação de impostos no Ceará chega a 57,5 por cento», 12 décembre 1993 : 2-D.

du Brésil) a diffusé les résultats d'une recherche menée à partir de données déjà traitées par l'IBGE et réalisée par l'Institut Équatorial de Culture Contemporaine, une organisation non-gouvernementale. La question de départ qui était posée était la suivante: Est-ce que l'amélioration des indicateurs économiques a signifié une amélioration correspondante des indicateurs des conditions de vie de la population? (CNBB et INSTITUTO EQUATORIAL, 1991)

Le pays présentait à la fin des années 80 une croissance moyenne du produit intérieur brut de 2.91%, tandis que pour le Nord-Est c'était de 4.98%, et pour le Ceará, de 6.84%. Le revenu per capita de cet État était de US\$ 759 au début de la décennie et de US\$ 1.180 en 1989. Pour l'année dernière le PIB per capita atteint US\$ 1.327 (IPLANCE, s.d.). L'analyse de la répartition des revenus indique que 87,6% de la population active du Ceará gagnait entre zéro et deux salaires minimums en 1980. En 1989, ce pourcentage baisse à 82,4%. Par rapport à d'autres États de la région, la situation du Ceará n'est pas bonne. En 1980, le Ceará était en cinquième position, et en 1989, il tombe au huitième rang parmi les neufs États du Nord-Est, où la grande majorité de la population avait comme rémunération au plus deux salaires minimums. Cependant, la masse de travailleurs située à ce niveau de revenu augmente entre 1986 (80,3%) et 1989 (82,4%), justement dans la période du gouvernement modernisateur. On ne peut pas négliger l'impact social du nombre des non-rémunérés de la population économiquement active. L'indice de Gini pour la distribution du revenu global du Ceará, sans tenir compte des «sans-revenus», est de 0.6272. Quand on considère cette catégorie, l'indice est de 0.7935 pour l'année 1990, ce qui démontre une élévation significative de la concentration du revenu, alors, pour l'année 1985, l'indice de Gini était 0.6937<sup>60</sup>. C'est l'Institut de planification du Ceará, un organisme du gouvernement, qui reconnaît le clivage entre la croissance économique et les conditions sociales, en dépit de ne pas considérer la variable travailleur non-rémunérés dans son calcul de l'indice de Gini et de la distribution de la population active par classe de rendement:

«Os resultados do crescimento econômico não se transmitiram de fato para a maioria da população, que continua a viver dentro das linhas de

---

<sup>60</sup>Voir CAEN-Centre de perfectionnement des économistes du Nord-Est, Fortaleza, Indice de Gini pour la distribution du revenu total du Ceará (1985-90) calculé à partir de la base des données de l'IBGE (1988 et 1990, UFC/CAEN.

pobreza absoluta» (IPLANCE, 1992b : 11).

63% des familles rurales du Ceará dont le nombre moyen des membres par famille est quatre reçoivent une rémunération jusqu'à la valeur du salaire minimum. Environ 63% des enfants et des adolescents entre 10 et 17 ans travaillent dans le secteur agricole sans aucun salaire (CPT et INSTITUTO EQUATORIAL, 1994). L'indice de revenu calculé sur la base des données de la PNAD (Enquête nationale par échantillonnage domiciliaire) pour les années 1990 et 1994, démontre que seulement les États de São Paulo, le District Fédéral, Santa Catarina, Rio de Janeiro, Sergipe, Pernambuco et Rio Grande do Norte présentent une hausse de revenu (RODRIGUES, 1994 : 52). Des données plus récentes diffusées par l'IPLANCE (Institut de planification du Ceará) montrent d'une façon plus étonnante le décalage entre la situation économique et la situation sociale. Au cours de la période 1987-1992, le PIB du Ceará a augmenté 23.71%, celui du Brésil et du Nord-Est, de 4.8% et 7.8% respectivement. Au cours de la même période, le revenu per capita du Ceará a augmenté de 30%, tandis que pour le Brésil cet indicateur est tombé à 4%. Le taux d'analphabétisme est resté stationnaire (44%) au Ceará entre 1987 et 1990, tandis que pour le Nord-Est ce taux a varié de 45% à 43%, et pour le Brésil, de 26% à 24%. La production agricole a diminué 44% au cours des 8 dernières années (il faut tenir compte du facteur climatique de la sécheresse, quoiqu'il s'agisse d'un phénomène naturel fréquent dans cette région semi-aride). Entre 1985 et 1991, le nombre des favelas à Fortaleza est passé de 234 à 313<sup>61</sup>, où vivent 540.720 habitants, ce qui signifie que 108.145 familles occupent 98.258 domiciles.

L'État du Ceará compte seulement 33,5% des habitations ayant de l'eau potable, condition qui le situe à la dernière place dans la région. Dans la zone rurale, les résidences sans service d'eau potable représentent un pourcentage de 98,7%. Pendant la décennie étudiée, il y a eu une réduction du nombre d'écoles publiques de 30,2%, tandis que pour le pays cela n'a été que de 8,8%, et pour la région, de 8,0% (CNBB et INSTITUTO EQUATORIAL, 1991). Le secteur agricole a presque été abandonné. Les données de la CEPA (Commission de l'État pour la planification agricole) indiquent que la production du maïs, du riz, des haricots et de la farine

---

<sup>61</sup> Voir FOLHA DE SÃO PAULO. «Ceará cresce mas miséria persiste», 6 fevriir 1994 : 1-14.

de manioc en 1989 a baissé de 25% par rapport à 1978 (SOUSA, 1992 : 32). Pour l'année 1993, selon l'IBGE (Institut brésilien de géographie et statistique), il y a eu de plus grandes baisses dans la production du riz (38.36%), de la farine de manioc (61,62%) et du maïs (66.84%). Tandis que d'après la Compagnie nationale d'approvisionnement, pour la production de soya (produit d'exportation) il y a eu une augmentation pour 1992/93 de 4.3% et pour 1993/94 de 7.2%. En ce qui concerne les conditions de santé, on peut observer une baisse du taux de mortalité infantile, ce qui est d'ailleurs une tendance générale dans tout le pays. En 1986 on avait un taux de mortalité infantile de 106/1.000, et en 1990 de 65/1.000. Toutefois, il faut examiner les raisons de cette baisse, parce qu'il ne s'agit absolument pas d'une amélioration des conditions de vie de la population qui en est la cause:

«As razões para a tendência declinante da mortalidade infantil em todo o país podem ser referidas a investimentos em saneamento ambiental e em programas de saúde pública (...) Ressalte-se que também incrementaram-se ações básicas de saúde, como a imunização e a terapia de reidratação oral. No entanto, não se pode creditar esta queda da mortalidade infantil a melhorias na qualidade de vida da população em função de aumentos da renda familiar» (SOUSA, 1992 : 43-44).

Mais, seulement 8.7% de la population urbaine totale du Ceará bénéficie de services d'égout sanitaire. La population vivant hors des favelas de Fortaleza constituait en 1985 80% du total, tandis que en 1991, il y a une diminution de la population vivant hors des favelas (69%) (CNBB et SINDIAGUA, 1994). L'État a occupé le premier rang pour les cas de choléra dans le pays l'année dernière (22.135 cas)<sup>42</sup>. A ce sujet, la position défendue par un des responsables de la politique du tourisme à Fortaleza est vraiment symptomatique de la mentalité d'«apartheid» des élites:

«O turismo deve combater a divulgação da doença, de forma que venha a demonstrar que as áreas de interesse turístico são pouco afetadas e que o turismo pode gerar receita para construção de uma infraestrutura necessária ao combate da doença» (MELO, 1993).

Il faut dire que le gouvernement investit trois fois plus dans le tourisme que

---

<sup>42</sup>Voir FOLHA DE SÃO PAULO, 6 février 1993 : 6-A.

dans l'agriculture<sup>63</sup>.

En 1990, le SINE (Système national d'emploi) réalise une enquête sur le terrain dans quatre quartiers pauvres de Fortaleza. Deux de ces quartiers sont les plus peuplés de la capitale. On y a constaté que la population non économiquement active pour chacun de ces quatre bidonvilles présentaient les chiffres suivants, calculées sur la totalité de la population active: Couto Fernandes (53%), Pirambu (58%), Conjunto Palmeiras (62%), Entrada da Lua e Fumaça (56%). En 1991, l'Institut Équatorial de Culture Contemporaine avec le PRORENDA (Programme de création d'emploi et revenu) ont réalisé une enquête sur la situation des populations non économiquement actives de ces quatre bidonvilles (PRORENDA et INSTITUTO EQUATORIAL, 1991b). Les résultats sont représentatifs des conditions de misère de la majorité de la population de Fortaleza. Une grande partie de cette population était constituée par des femmes et des hommes «estropiés» par le travail dans des usines de noix d'acajou, par ceux qui ne trouvaient pas de travail, par ceux qui ont été poussés vers l'armée des «classes dangereuses», des jeunes sans expérience de travail, des jeunes filles qui ont trouvé dans la prostitution leur moyen de survie, des mendiants, etc. 70% survivaient avec des revenus correspondant à la moitié d'un salaire minimum, et 33% de ceux-ci ne recevaient que le quart du salaire minimum par mois. Voici quelques déclarations entendues le plus souvent au cours de l'enquête:

«Les marginaux doivent voler parce que ils n'ont pas de job».

«Les femmes qui vendent leur corps, y en a en masse. A partir de 12 ans. C'est qu'elles n'ont rien. Elles se vendent pour des pinottes».

«Il y a des enfants qui donnent leur corps pour une bière, un morceau de saucisse, une cigarette. Beaucoup de ces enfants n'ont pas de satisfaction sexuelle, mais elles s'y soumettent pour une question de survivance».

«La cause de tout ce qui se passe ici c'est le manque de jobs».

«J'ai eu un accident de travail, et le médecin m'a dit que j'étais nerveux, mais ici dans le quartier il y a beaucoup de monde comme moi. Ils se lèvent le matin et s'en vont à la taverne parce qu'ils n'ont rien à faire». (Ouvrier qui a perdu son emploi mais qui est sans pension)

---

<sup>63</sup>Voir «Orçamento: Para quê? Para quem?, discours du député EUDORO SANTANA, leader du Parti socialiste brésilien, dans la chambre des députés de l'État du Ceará, année 1993.

«J'ai des varices à travailler si fort et je n'ai pas de job parce que je passe pas le test de peau que les patrons demandent».

«Nous autres on dort à la porte de l'usine, et le boss en prend deux ou trois et s'en va. On dirait qu'il choisit selon les apparences».

«Je cherche pas de job parce qu'il faut payer le bus et j'ai pas une cenne pour le transport».

«Mon seul divertissement, c'est dormir après le dîner».

«Je vais retourner vendre de la mari, parce que je vais faire quoi?»

«Les hommes y vont pas chercher de job. Ils aiment mieux voler une montre et la vendre, les autres ils dévalisent les autres et essayent de vendre leur butin. Ils vont pas chercher de job, parce que ça paye pas assez pour vivre».

«Ici, tous les jours on se fait taper dessus par la police. Tu peux demander ici autour: Toi, quand tu sorts le soir, t'a plus peur de la police ou des bandits? Le gars y dit que c'est de la police. La police vide les poches d'un pauvre pour acheter un kilo de binnes et des patates, de quoi nourrir son fils qui a faim, et laisse un joint dans la poche du pauvre pour prouver qui est un pusher. Ce qui compte, c'est la force, le pouvoir!»

A Fortaleza, d'après les données diffusées par le SINE, correspondant à l'année 1993, 23% du revenu total était concentré dans 0.12% de la population, tandis que 41.15% contrôlaient seulement 19% du revenu. Dans une population de 656.881 travailleurs et travailleuses de 10 ans et plus, qui sont actifs autant dans le secteur formel qu'informel de l'économie, seulement 255.831 ont droit aux avantages sociaux (SINE/CE, 1993).

Une recherche effectuée par le gouvernement lui-même sur les conditions de nutrition des enfants entre 6 à 9 ans et qui fréquentent les écoles publiques, a constaté que c'est dans les régions les plus riches du point de vue de la croissance économique que l'on rencontre les pourcentages les plus élevés d'enfants en état de sous-nutrition (Régions d'Ibiapaba/Sobral et du Cariri) (SEDUC, 1993). Au moment de la diffusion de ces données, le gouverneur Ciro Gomes a déclaré que c'était la première fois qu'il prenait connaissance d'un indicateur social en sens contraire de la croissance économique:

«É a primeira vez que tomo conhecimento de um indicador oposto ao

crescimento econômico<sup>64</sup>».

L'IPEA (Institut de recherche et d'économie appliquée) a publié l'année dernière une étude sur la situation des enfants brésiliens. Il y a été démontré que c'était justement dans les États qui ont présenté les plus hauts niveaux de croissance économique au cours des 10 dernières années qu'est concentrée la grande majorité des enfants de moins de 18 ans qui vivent dans un état d'indigence. C'est le cas des États de Bahia (2.1 millions d'indigents), Minas Gerais (1.5 million) et Ceará (1.4 million). Cependant, en termes relatifs, le Ceará se situe au deuxième rang au niveau national pour le nombre d'enfants dans cette situation: 49.8% des enfants cearenses vivent dans l'indigence (IPEA, 1993).

Enfin, voici quelques données diffusées par l'IBGE, qui ajoutées aux autres données et informations révélées jusqu'ici, témoignent d'une situation d'exclusion qui pousse cette société vers la construction d'un système institutionnalisé d'apartheid social: des enfants jusqu'à l'âge de 14 ans sans école (22%); des enfants qui sont obligés de travailler pour survivre (19.6%); des travailleurs sans aucune sécurité sociale (71.5%)<sup>65</sup>.

### 3. L'Exemple du Ceará

Depuis 1986, et d'une façon fortement intensifiée depuis l'arrivée du gouvernement actuel, le Ceará est présenté au Brésil et dans la presse internationale comme un exemple d'administration publique qui est parvenue au succès<sup>66</sup>. «Il y a une leçon pour l'Amérique Latine», fait remarquer le quotidien américain, The Washington Post. «Le Ceará, un phare au sein de la crise brésilienne», publie la revue allemande Der Spiegel. La revue anglaise The Economist affirme que «les cearenses ont fait une expérience très rare au Brésil: un bon gouvernement». Le

---

<sup>64</sup>Voir gouverneur Ciro Gomes (Ceará) dans le journal O POVO (Fortaleza), 26 août 1993 : 1-E.

<sup>65</sup>Voir IBGE, rapport de recherche dans le journal DIÁRIO DO NORDESTE (Fortaleza), 13 mars 1994 : 16.

<sup>66</sup>Voir revue VEJA. «O exemplo do Ceará», 1 décembre 1993 : 88-94.

président du BID, Enrique Iglesias, a déclaré que «faire des investissements au Ceará constitue aujourd'hui une des meilleurs choses au monde. Voici l'auto-reconnaissance de ce fait par le gouvernement lui-même:

«...Ceará's successful governance model is becoming worldwide recognized. This has aroused interest from mainstream USA universities and awarded the state the "show case study" by financial multilateral organizations. The international press, in turn, has highlighted the state's recent experience as it can be seen in so many reports and cover stories issued by USA and Great Britain newspapers and/or weekly magazines» (IPLANCE, 1992a : 8).

Pourquoi est-il un exemple, si cet État, en fait, développe un modèle de société qui n'est pas différent de celui qui existe déjà, à l'heure actuelle, au Brésil? C'est parce qu'il est très important pour les organismes financiers internationaux et pour les forces économiques hégémoniques à l'intérieur du pays que se réalise la consolidation d'un projet néo-libéral pour l'ensemble de la nation. Le discours qui est sur le devant de la scène, c'est le même partout: l'assainissement des finances publiques par des coupures de salaires des travailleurs du secteur public et des ressources destinées aux programmes sociaux; par l'appropriation des fonds publiques par les entreprises privées nationales et internationales au nom de l'efficacité et de la création d'emplois; par la politique de concentration du revenu comme réponse au besoin de la consommation rapide. La restructuration est devenue synonyme de développement. Les élites cearenses au pouvoir ont procédé à l'assainissement des finances publiques et ont modernisé l'appareil de l'État. L'économie du Ceará marche très bien. Fortaleza se situe au troisième rang au pays pour ce qui est de l'importation des automobiles étrangères et pour ce qui est du renouvellement du parc automobile privé. L'économie de l'élite est au beau fixe, mais la situation de la grande majorité de la population est très mauvaise, comme on l'a démontré ci-dessus. Le discours contre les «colonels» avait comme force symbolique- /idéologique l'invocation du changement social comme un moyen de légitimation pour le contrôle du pouvoir, dans tous les sens, aux mains d'une élite moderne, certes, mais historiquement conservatrice. Elle a pour but non seulement la préservation d'une société réglée par l'économie du marché, c'est évident, mais elle le fait contre son propre peuple, recourant à des changements épidermiques mais sans transformations substantielles. Cette vision est un élément intrinsèque de la pensée de nos élites. Il y a une tradition historique qui appartient au Brésil, c'est-à-dire à ses

classes dominantes. C'est la tradition d'appuyer le discours du progrès en même temps que de maintenir des rapports sociaux pervers. Voilà une déclaration sincère d'un membre de l'élite dans un discours prononcé au XIX<sup>e</sup> siècle:

«É verdade que pelo que toca à política interna, pertencemos à opinião que se tem apelidado de conservadora; porém, essa opinião, tal como eu e meus colegas a professamos não exclui o progresso; pelo contrário, entendemos que não há boa conservação sem que haja progresso<sup>67</sup>».

Cependant, on peut trouver d'autres raisons qui expliquent l'élargissement des appuis à un projet de société aussi modernisateur que malveillant. Le peuple brésilien a vécu très récemment plusieurs frustrations. La frustration du «miracle» économique dont la classe sociale la plus touchée a été la classe moyenne parce que le miracle était censé la favoriser. Je ne parle pas de la bourgeoisie: elle est toujours favorisée, et par la crise, et par la croissance. La frustration des élections directes à la présidence de la République. Le peuple a été mobilisé, il y a eu les plus grandes manifestations politiques du pays. Les militaires, le Congrès conservateur, les classes dominantes les plus liées aux intérêts internationaux, principalement aux intérêts financiers, avaient peur d'une victoire prévisible des forces politiques de gauche, surtout celles qui avaient une histoire, qui avaient une position très claire contre le projet victorieux en 1964. Les élites redoutaient une véritable transition politique qui pouvait mener à un changement réel au plan économique. Le changement au niveau politique est venu par l'ancienne voie de la conciliation. Les libertés ont été restaurées, la démocratie politique est rétablie. Il y avait un grand espoir au sein du peuple. Pour la classe moyenne, la liberté de la pensée, de l'écrit et de la parole, c'était suffisant. Pour le peuple la démocratie voulait surtout dire la nourriture, la bonne éducation pour leurs enfants, la santé, l'emploi. La liberté politique est arrivée, mais la démocratie n'a pas démolit les structures qui accroissent la misère. Voilà une autre frustration.

La démocratie brésilienne est représentative du point de vue formel. On a l'exécutif, le législatif et le judiciaire. On a des partis politiques, des syndicats, des associations populaires. Néanmoins, la démocratie réelle est la «démocratie délégative» (democracia delegativa), pour être d'accord avec Francisco Weffort

---

<sup>67</sup>Discours prononcé par Carneiro Leão, président du Conseil des ministres du Brésil (XIX<sup>e</sup> siècle). Voir Guimarães : 163.

(WEFFORT, 1992). Les «représentants» formellement élus par le peuple sont en effet des représentants réels des intérêts des groupes économiques ou de leurs propres intérêts. Une des caractéristiques de la «démocratie délégative» est la forte existence d'une vision anti-politique révélée dans le comportement autant de la population que des nouveaux leaderships. Dans l'Amérique Latine, dit Weffort, nous avons les exemples récents d'Alberto Fujimori et Mário Vargas Llosa, au Peru, et Fernando Collor de Mello et Luis Inácio Lula da Silva, au Brésil. Weffort qui est un dirigeant national du Parti des Travailleurs, dit très clairement que quoique Lula ait été un important leader syndical et actuellement soit le président national du PT, son image devant l'électorat pendant les dernières élections présidentielles a été sans lien avec la «classe politique» (WEFFORT, 1992 : 108-109). De plus, il faut aussi prendre en considération qu'il y a un clivage entre la représentation (au niveau symbolique) que les masses organisées ont au niveau de leurs syndicats et associations et celle qu'elles ont au niveau de l'instance politique.

Une autre frustration a été le premier président de la République élu directement par le peuple après la chute de la dictature, M. Fernando Collor de Mello, la grande tragédie nationale. Frustré par toutes ces tentatives de changement, frustré par les discours au contenu social contre la dictature qui n'ont pas eu de conséquences positives après la redémocratisation, le peuple, surtout les plus pauvres économiquement et les plus pauvres politiquement, a voté pour la moralisation. Ça a été le mot d'ordre du candidat élu, des élites, des médias, de la classe moyenne aliénée. Les classes dominantes n'avaient vraiment pas de candidat. Elle a appuyé l'anti-candidat, c'est-à-dire Collor de Mello, pour empêcher la victoire du candidat populaire. Pour atteindre cet objectif, elle a développé l'ancien faux discours de la moralisation, caché derrière une apparence nouvelle.

Toutefois, l'élection de Fernando Collor de Mello fut un signe. C'est le signe de la recherche obsédée du nouveau qui prévalait dans l'imagination d'une grande partie du peuple brésilien<sup>68</sup>. C'est évident que toutes les frustrations donnent une base concrète à l'apparition de ce phénomène. Le peuple brésilien n'a pas voté pour Collor de Mello. Il a voté pour une fiction. Le discours moralisateur incarné par lui

---

<sup>68</sup>Voir le texte «A questão do novo», GULLAR, 1992, qui fait une critique vraiment pertinente de la recherche obsédée du nouveau dans le domaine des arts.

était bercé de promesses fausses et pour cause, «vraies», parce que le discours frappait les anciennes images: il était contre les politiciens, contre la politique, contre les partis, contre l'État, pour l'ouverture du marché extérieur. Le marché et la dynamique de la société capitaliste, dont le processus de circulation actuel impose l'obsolescence accélérée des marchandises, ont une influence directe sur cette recherche obsédée du nouveau. C'est l'esprit qui domine nos avant-gardes intellectuelles, artistiques, politiques, économiques.

Le groupe dominant au Ceará a cette image, l'image du nouveau, l'image d'un nouvel espoir, même conjoncturel, éphémère. Cette image est exploitée dans les médias, les universités, les cercles des classes moyennes et de la bourgeoisie. L'État du Ceará est symboliquement le centre politique où se déroulent les négociations pour la formalisation d'une alliance entre le PSDB (Parti de la socio-démocratie) et le PT (Parti des Travailleurs). L'alliance entre ces deux groupements politiques signifierait pourtant un véritable «antagonisme convergent», pour utiliser la nouvelle expression de l'intellectuel très respectable et dirigeant du PT, Francisco de Oliveira. Ça veut dire une alliance entre le capital et le travail au niveau du secteur moderne de l'économie; alors, une alliance «civilisée» et «cosmopolite». De plus, cette alliance signifierait:

a. une extension au niveau politique de l'alliance qu'ils possèdent déjà au niveau des idées économiques. Ce sont les partis de la modernité, des acordos das montadoras, de la négociation au niveau des salaires et des investissements, c'est-à-dire des classes sociales intégrées, des secteurs qui considèrent la question nationale et l'imposition des intérêts externes comme les problèmes des années 50;

b. une possibilité de construire une alternative modernosa<sup>69</sup> (ni aussi vieille, ni aussi moderne, dans le sens de la transformation) à une alternative populaire qui est certainement viable dans les conditions actuelles du pays.

Voilà donc pourquoi le Ceará est un exemple! Il est un exemple parce que devant une situation sociale assez dramatique et d'une atmosphère de méfiance

---

<sup>69</sup>Mot utilisé fréquemment aujourd'hui au Brésil pour désigner péjorativement une alternative réformiste conservatrice.

généralisée au sein de la population brésilienne, il faut trouver des exemples frappants, «car la populace, dit Machiavel, se laisse toujours séduire par les apparences et les réussites». Le Ceará peut apparemment refléter l'image de la réussite: c'est un État très pauvre, situé dans la région plus pauvre du pays mais qui présente des résultats économiques remarquables. Cette prouesse est liée à l'image de la compétence et de l'austérité dans le domaine de la gestion des ressources publiques, d'où l'assainissement financier et fiscal serait la base de la réussite. La compétence et l'austérité forment une image très forte, image qui est associée au discours du PSDB. Ce parti est le responsable de la politique économique du pays sans toutefois détenir tout le pouvoir. Le Ceará est le seul État du pays gouverné par ce parti. Il fallait donc répandre cet «exemple» par tout le Brésil. En plus, les mots d'ordre hégémoniques actuels sont l'ajustement structurel et l'assainissement financier. Le comportement des élites du Ceará correspond bien à celui du «bon enfant» aux yeux des organismes internationaux et de l'ensemble des forces modernos à l'intérieur du Brésil. La diffusion de cette image est tellement forte qu'elle nous empêche de penser!

— CONCLUSION —

## V. CONCLUSION

A la lumière de cette étude, nous sommes conduits à conclure que l'«apartheid social» est un phénomène qui s'explique à partir des éléments extraits du processus historique de la formation sociale brésilienne et de l'articulation dialectique entre l'ensemble des facteurs structurels. Dans ce sens, l'apartheid est vu en tant que résultat de la nature du processus de colonisation et du développement du capitalisme brésilien comme un réflexe provoqué de l'extérieur, du comportement pervers des classes locales dominantes dans leurs rapports avec les couches sociales subalternes et opprimées — les esclaves, les autochtones, les travailleurs libres — et du clivage entre les politiques économiques et les politiques sociales. Mais elle est aussi un résultat de plusieurs frustrations, d'échecs, et de ce qu'on peut appeler des «révolutions inachevées». Dans ce sens, l'apartheid est un phénomène terminal d'un enjeu de forces humaines en lutte, porteuses en elles d'éléments historiques imbriqués dans des conditions matérielles et non-matérielles de la société. Née dans l'inégalité, l'apartheid est la pire forme d'exclusion. C'est la forme moderne de l'inégalité dans une ère nouvelle caractérisée par la révolution des forces productives du capitalisme, dont la tendance est l'exclusion pour toujours de grandes masses de travailleurs du système économique. C'est le fruit de l'opulence concentrée géopolitiquement au niveau des «pays capitalistes à majorité riche» et socialement au niveau des classes sociales intégrées des «pays à majorité pauvre», comme le Brésil. Certes, l'apartheid social est un signe incontestable d'une réalité implacable: le rêve de la mobilité sociale s'est évanoui, la tendance historique de l'intégration semble être en crise terminale. Au lieu de faire l'intégration, le système commence à créer une capacité intrinsèque d'externalité. En conséquence, il expulse définitivement vers son extérieur de grandes masses de travailleurs. Sa capacité d'intégration reste très limitée aux couches des travailleurs qualifiés de l'industrie et des services, ainsi que de la bureaucratie de l'État. C'est à ces niveaux que le système concentre une partie des ressources et des revenus, car le processus de circulation des marchandises est lié à la verticalisation du revenu plutôt qu'à son horizontalisation.

L'apartheid social est encore un produit de la division historique des secteurs dominés de notre société, facteur qui a toujours joué un rôle fondamental dans

l'échec de toutes tentatives de changement. Pour cela, nous voulons dire qu'il ne faut pas prendre l'apartheid comme une fatalité ou comme un produit des déterminismes soit historique, soit économique. L'apartheid social comporte une dimension dialectique. En même temps qu'elle est une manifestation macabre d'exclusion, elle est aussi un élément qui peut devenir un monstre très difficile à porter. En fait, un monstre produit par le système qui se transforme en un facteur de corrosion impossible à contrôler. C'est un véritable effet boomerang.

Il faut prendre en considération que les apartados ne sont absolument pas des masses sans âme. Ce sont de masses qui bougent, quelques fois d'une manière organisée, d'autres fois d'une manière sauvage. Elles surgissent comme militants au sein des organisations communautaires qui remettent en question les politiques publiques, comme habitants des rues ou comme occupants de terrains dans les grandes villes. Une autre forme de manifestation des apartados est l'action des «classes dangereuses» qui s'approprient d'une façon violente une partie des «biens» des couches privilégiées. En raison de l'accroissement des classes dangereuses, les classes privilégiées perdent leur tranquillité et leur sentiment de sécurité dans leur foyer, ce qui les obligent à s'emmurer dans de véritables forteresses. L'histoire du capitalisme, et particulièrement celle du capitalisme brésilien, est une histoire marquée par l'expropriation des travailleurs qui a été faite parfois par des moyens plus sauvages que ceux utilisés par les classes dangereuses. Il est évident que son niveau d'organisation sociale est encore faible, que sa pauvreté politique est encore énorme. Néanmoins, il ne faut pas oublier non plus que pour une bonne partie des apartados l'affirmation d'une subjectivité est un enjeu aussi vital que l'accès à la consommation et à l'emploi.

Je dirai que la libération de ces masses qui vivent dans «l'enfer du paupérisme» n'est pas un problème de l'ingénierie économique. Ce n'est même pas un problème non plus qui relève des luttes pour les hausses salariales des travailleurs intégrés dans l'inégalité. C'est un problème qui ne peut même pas être pallié par la croissance économique, ni par la «main invisible» du marché. Dans le cas du Brésil, du moins, ce n'est pas un problème qui peut être résolu par la voie social-démocrate, parce que il n'y a pas de solution possible par des mesures compensatoires. En outre, la vision social-démocrate qui prédomine dans les programmes de la grande majorité des partis politiques, et spécialement dans ceux du PSDB et du PT, se

nourrit idéologiquement plus de l'échec de l'État providence que de son succès, ainsi que du renversement du socialisme réel. C'est une social-démocratie guidée par un libéralisme cynique; autrement dit, par un libéralisme fondé sur un discours contre l'État et pour la libération de la société civile, alors que les secteurs sociaux qui tiennent ce discours, c'est-à-dire la bourgeoisie et les travailleurs modernes, sont ceux qui ont la pratique sociale la plus corporatiste et la plus dépendante de la générosité de l'État. D'un autre côté, ce projet contient les germes de l'exclusion, parce que, selon leur point de vue, dans cette société civile libérée de l'État, il n'y aurait de place que pour les secteurs organisés de la société. Les exclus, les «apartados» sont pris comme masse sans sujets, à être soumise à un processus de modernisation dans lequel on reste toujours l'objet des politiques compensatoires. Derrière tout cela, il existe une vision qui ne va pas au-delà d'un réformisme conservateur qui se limiterait simplement à une redistribution marginale des ressources et à des droits dans la structure économique et institutionnelle existante. Enfin, c'est une voie où il ne reste plus de place pour l'audace, pour l'esprit rebelle, pour l'utopie, pour le rêve et pour l'histoire.

Il faut, à mon avis, resituer le concept de «peuple» dans la réalité brésilienne<sup>79</sup>. Ce concept nous oblige à comprendre le processus social comme un enjeu dialectique, car le concept de peuple suggère des relations d'exclusion et d'opposition à plusieurs niveaux. Au niveau politique, en opposition aux classes dirigeantes; au niveau économique et social, en opposition à la bourgeoisie dominante; au niveau culturel-idéologique, en opposition aux élites. Le concept de peuple serait donc un ensemble d'intérêts différenciés mais convergents, conflictuels mais non pas antagonistes. Ce sont les intérêts des grandes masses inorganiques et de ceux qui sont liés aux classes sociales organisées, les ouvriers et la classe moyenne intégrés dans une relation de subalternité. C'est une intégration fondée sur l'exploitation et sur la menace d'expulsion. Cependant, il faut que la diversité des intérêts soit incorporée dans un projet de société. Pour cela, la gauche brésilienne joue un rôle décisif. Présentement, sa fragmentation correspond à la dualité de la société brésilienne. Son unité est la condition indispensable pour briser la tendance à la

---

<sup>79</sup>Voir des références très pertinentes sur le concept de peuple chez BRUN, André (présentation et adaptation française) et MENEZES, Eduardo Diathay Bezerra de, dans SILVA, 1991.

perpétuation de cette dualité sociale. La gauche en question est celle liée au mouvement ouvrier moderne organisé et aux classes moyennes du secteur moderne des services, ainsi que celle liée aux travailleurs sans partis et sans syndicats, aux «oubliés de la croissance», aux «sans-abris» et aux «sans-terre», aux travailleurs autonomes, à la petite bourgeoisie ruinée (artisans, propriétaires des petites et moyennes entreprises de basse productivité, etc.), aux petits producteurs de produits agricoles pour le marché interne, et aux ouvriers faiblement organisés du secteur traditionnel de l'économie.

Pour la construction de cette unité, il devient fondamental que la vision d'un projet de société puisse s'amalgamer à la diversité des intérêts. Ce serait un projet qui est déjà inscrit dans le processus historique du Brésil. On n'a pas besoin de l'inventer. C'est un projet au contenu réformiste-révolutionnaire représenté par la lutte pour la réalisation des réformes structurelles et institutionnelles. La réforme agraire, pour résoudre le problème des «sans-terre» et pour accroître la production d'aliments nécessaires au marché interne; la réforme urbaine, pour résoudre le problème des «sans-abris» et des loyers très élevés payés par la majorité de la classe moyenne; la réforme de l'économie, pour réaliser une vraie révolution au niveau des priorités<sup>72</sup>. Pour y parvenir, il faut vraiment effectuer une réforme institutionnelle au niveau de l'État. Au contraire du discours des néo-libéraux, il s'impose la création d'un État fort et démocratique. Fort, pour prendre en mains les moyens et le pouvoir (a) d'imposer le capitalisme aux capitalistes: régulariser le marché, mettre fin à la privatisation des fonds publics; (b) mettre en place une politique fiscale pour financer la révolution des priorités: investissements massifs dans l'éducation publique mais non pas dans le sens de l'universalisation de l'accès au système scolaire pervers existant à l'heure actuelle, mais dans le sens de la création d'une nouvelle école de qualité supérieure et pédagogiquement ouverte à la connaissance; (c) développer technologiquement l'arrière-garde économique (les petites et moyennes entreprises) dans le secteur de production des biens et services orientés selon les besoins des masses; (d) participer au marché externe à partir d'une position de souveraineté construite à l'intérieur du pays avec l'appui du

---

<sup>72</sup>Pour un approfondissement sur un projet de société pour le Brésil, voir BUARQUE, 1994 et 1991, UNGER, 1980. Pour une analyse des politiques d'intégration entre l'économie et le social, voir ABRANCHES et al, 1987, ABRANCHES, 1985 et TORRES, 1993.

peuple, et au niveau régional par l'approfondissement des rapports économiques et culturels avec les pays de l'Amérique Latine, situés au Sud et au Nord de ce continent. Cet État fort présuppose un changement institutionnel en mesure de réaliser les réformes sociales avec la participation et la mobilisation populaire. Dans ce sens, l'institutionnalité actuelle fondée sur le modèle de démocratie occidentale est déjà dépassée. Il faut inclure dans une nouvelle institutionnalité les nouveaux sujets sociaux organisés en dehors des usines et de l'État. De plus, cette institutionnalité doit être ouverte à la mobilisation sociale de ceux qui ne sont pas organisés.

Je mentionnerai quelques conditions objectives qui peuvent servir de tremplin à la constitution d'une alliance porteuse du sens de rupture sociale. La première est paradoxalement le haut niveau de richesse matérielle et intellectuelle déjà produite. Elle est paradoxale parce que le processus social qui la produit est le même qui a donné naissance à la misère et à l'apartheid. Cependant, cette richesse accumulée devient très importante pour la viabilité d'un projet de changement hégémonisé par les forces populaires. La seconde est liée à la non existence de compétitivité sauvage, de guerre des uns contre les autres - situation qui peut arriver avec l'approfondissement de la crise conjoncturelle et par le manque de transformation structurelle - entre les classes subalternes et les classes opprimées, c'est-à-dire la classe ouvrière et les exclus, les «apartados». Ce fait reflète le sens non linéaire de l'apartheid, car il se réalise au niveau du comportement de chaque classe sociale d'une forme différenciée.

Ces conditions peuvent permettre au Brésil, par l'intermédiaire d'une alliance nationale de rupture sociale, de suivre deux chemins d'action politique. Le premier, est celui de la politisation au niveau mondial de la question de la pauvreté et de la misère. Plusieurs autres questions ont déjà été mondialisées à partir de l'initiative et du point de vue des classes sociales dirigeantes des pays du «premier monde». C'est le cas des droits de la personne, des mouvements de femmes, de la question écologique, du libre échange des marchandises et de l'ajustement structurel. La question de la misère, de l'exclusion peut devenir alors une question mondiale, politisée à partir de l'initiative et du point de vue des classes sociales dirigeantes du processus de rupture sociale des pays du «tiers monde», particulièrement de ceux qui rassemblent les conditions objectives mentionnés plus haut, comme le Brésil. En deuxième lieu, il s'agit de la politisation de cette question à l'intérieur du pays. Il

faut comprendre ici, la ferme décision de considérer la solution du problème de la misère et de la pauvreté comme le but du processus de transformation sociale et comme l'élément normatif des politiques publiques de la nouvelle composition de force politique au sein de l'État. Cette question peut se transformer en une nouvelle mystique, ce qui peut séduire les grandes masses de pauvres et des exclus, des classes moyennes ruinées, des ouvriers et les pousser à la lutte active autour d'un projet de rupture sociale. C'est ce Brésil très riche et très pauvre, plus industrialisé que le Canada et pauvre comme Haïti qui a inspiré le chansonnier brésilien à créer sa chanson «Haïti», en faisant référence à son pays, qu'Haïti est ici, Haïti n'est pas ici.

Un instrument de soutien d'une politique orientée vers l'élimination de la pauvreté et de ses causes, c'est le concept de la «dette sociale». Il s'agit du décalage entre l'accroissement de la richesse matérielle et l'appauvrissement des conditions sociales. L'utilisation de cet instrument comme fil conducteur des politiques publiques peut aussi miner, à gauche et à droite, les contraintes culturelles-idéologiques de l'économicisme. Il existe déjà, quoiqu'en processus de construction, des indicateurs qui aident à définir le contenu de la dette sociale. Le PNUD<sup>72</sup> utilise actuellement l>IDH - Indicateur de développement humain, lequel est composé de plusieurs indicateurs, dont les principaux sont le revenu per capita, le niveau de scolarité et le taux d'espérance de vie. Comme un produit du processus de critique de cet indicateur, on a l'IDS - Indicateur de développement social<sup>73</sup>, développé au Brésil par un groupe de professionnels de la FGV - Fondation Getúlio Vargas. L'IDS utilise la même méthodologie que l>IDH, avec une différence: au lieu de la variable «revenu per capita», il est composé de la variable «distribution du revenu».

L'utilisation pro-active des indicateurs sociaux, implique son utilisation non seulement pour mesurer la dette sociale, mais aussi comme information qui peut être instrumentalisée politiquement par les groupes sociaux en lutte, devenant une manière de révolutionnariser les priorités nationales.

---

<sup>72</sup>Voir méthodologie dans PNUD, 1990.

<sup>73</sup>Voir méthodologie dans RODRIGUES, a1993 et b1991.

On a fait ces dernières remarques car on comprend que la lutte pour la transformation implique la lutte pour la prise «des pouvoirs». Il faut que ce soit une lutte de conquête visible aux yeux de l'ensemble du peuple. Autrement dit, il est nécessaire que les forces sociales en lutte pour la transformation sociale puissent se montrer capables d'être de véritables classes dirigeantes du processus des luttes sociales et aussi de montrer son efficacité en tant que tête dirigeante de l'État, soit l'État comme pouvoir national ou comme pouvoir local.

Finalement, j'aimerais dire deux choses. Premièrement, que les idées qui ont été exposées tout du long de ce travail ont pour objectif de nier toute interprétation qui réduit la réalité à un épiphénomène de l'économie, par contre elles ne veulent pas tomber dans un volontarisme des forces politiques sans structure, comme s'il y avait des choix illimités dans une formation sociale quelconque. Deuxièmement, pour que la gauche brésilienne soit en mesure de devenir une alternative réelle de changement, elle doit se délivrer des contraintes culturelles de ses «hontes». Elle a honte d'utiliser le concept de «peuple», pour ne pas se faire traiter de traditionnelle et populiste; elle a honte de défendre très clairement l'ingérence de l'État au niveau de l'économie, parce qu'elle a peur d'être traitée d'autoritaire; elle a honte de faire référence aux pertes internationales pour éviter de se faire stigmatiser comme nationaliste. Elle parle donc de la nouvelle forme d'insertion du pays dans l'économie mondiale par une hausse de sa compétitivité internationale. La gauche a besoin de s'exorciser de toutes ses «hontes». Pour cela, elle doit en premier lieu en finir avec sa principale «honte», celle de se faire appeler de gauche, pour la simple raison que nous ne sommes pas parvenus à la fin de l'Histoire.

- BIBLIOGRAPHIE -

BIBLIOGRAPHIE  
(Ouvrages cités)

- ABRANCHES, Sérgio Henrique et al  
1987 Política social e combate à pobreza, Rio de Janeiro, Jorge Zahar Ed.
- ABRANCHES, Sérgio Henrique  
1985 Os despossuídos, Rio de Janeiro, Jorge Zahar Ed.
- ALMEIDA, Maria Iselda Rocha  
1989 A história da indústria de óleos vegetais no Ceará: 1900-1960, Fortaleza, Edições UFC/Stylus.
- ALBUQUERQUE, Luis Carlos Cavalcanti de et ARBACHE, Jorge Saba  
1993 Salários indiretos, Brasília, IPEA/Coordenadoria de política social, novembre 1993.
- ARAGÃO, Elizabeth Fiúza  
1989 A trajetória da indústria têxtil no Ceará, Fortaleza, Edições UFC/Stylus.
- BANDEIRA, Moniz  
1977 O governo João Goulart, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.
- BANQUE MONDIALE  
1991 Informe sobre el desarrollo mundial 1991, Washington, Banque Mondiale, juin 1991.
- BARREIRA, Irllys Alencar Firmo et BRAGA, Elza M. Franco (sous la dir. de)  
1991 A política da escassez, Fortaleza, Fundação Demócrito Rocha/Stylus Comunicações.

- BOURDIER, Pierre (sous la dir. de)  
1993 La misère du monde, Paris, Seuil.
- BRAIDA, Celso  
1994 Ética e cidadania, Porto Alegre, mimeo.
- BRAVERMAN, Harry  
1981 (1974) Trabalho e capital monopolista, trad. de l'anglais par Nathanael C. Caixeiro, Rio de Janeiro, Zahar Ed.
- Brésil, FUNDAÇÃO GETÚLIO VARGAS  
1993 Uma década perdida também na área social, Conjuntura econômica, mai 1993, XLVII : 5, 17-18.
- 1992 «Indicadores sociais», Conjuntura econômica, novembre 1992, XLVI : 11, 59-60.
- Brésil, IPEA  
1993 O mapa da criança II, Brasília, IPEA, décembre 1993.
- Brésil, IPLANCE  
s.d. Ceará em números, Fortaleza, IPLANCE : III.
- 1993 Panorama da economia cearense em 1993, Fortaleza, IPLANCE, décembre 1993.
- 1993 A evolução do PIB do Ceará em 1992, Fortaleza, IPLANCE, mai 1993.
- 1992 Fiscal adjustment and growth: the brazilian state of Ceará's case, Fortaleza, IPLANCE.
- 1992 A economia cearense, Fortaleza, IPLANCE, juin 1992.
- Brésil, SEDUC - Secretaria de educação do estado do Ceará  
1993 Primeiro censo estadual de altura/idade dos escolares de primeira série do ensino fundamental do estado do Ceará, Fortaleza,

SEDUC.

Brésil, SINE/CE

1993 Indicadores conjunturais do mercado de trabalho, Fortaleza, SINE/CE.

BUARQUE, Cristóvam

1994 Da modernidade-técnica à modernidade-ética, Brasília, INED, Instituto Equatorial et UnB/Núcleo de Estudos do Brasil Contemporâneo.

a1993 Brazil: from inequality to apartation, Brasília (version original pour publier).

b1993 Pequeno glossário de termos da apartação, Brasília, mimeo.

c1993 O que é apartação, São Paulo, Brasiliense.

1992 A revolução na esquerda e a invenção do Brasil, Rio de Janeiro, Paz e Terra.

1991 O colapso da modernidade brasileira e uma proposta alternativa, Rio de Janeiro, Paz e Terra.

1990 A desordem do progresso, Rio de Janeiro, Paz e Terra.

CALDEIRA, Tereza Pires do Rio

1993 Direiros humanos ou privilégios de bandidos, Novos Estudos CEBRAP, juin 1993 : 30, 162-174.

1991 A experiência da violência, Novos Estudos CEBRAP, juillet 1991 : 30, 162-173.

CARPENTER, Mary

1970 (1851) Reformatory schools, Montclair (N.J.), Patterson Smith.

CEPAL

1992 El perfil de la pobreza en América Latina a comienzos de los años 90, Santiago, CEPAL, 3 novembre 1992.

CHOSSUDOVSKY, Michel

1980 (1977) La miséria en Venezuela, Valência, Vadell Hermanos Editores.

- CHOSSUDOVSKY, Michel et LADOUCCER, Micheline  
1994 La gestion de la misère au Brésil (article à être publié)
- CNBB/SINDIAGUA  
1994 Sem saneamento básico não temos moradia digna, Fortaleza, UFC/Fundação Valdemar Alcântara.
- CNBB et INSTITUTO EQUATORIAL  
1991 Indicadores do desenvolvimento e desigualdade, Fortaleza, CNBB et Instituto Equatorial.
- COMISSÃO MUNDIAL SOBRE MEIO AMBIENTE E DESENVOLVIMENTO  
1991 (1987) Nosso futuro comum, trad. de l'anglais, Rio de Janeiro, Ed. FGV.
- CPT/INSTITUTO EQUATORIAL  
1994 Evolução da qualidade de vida no Ceará, Fortaleza, CPT/Instituto Equatorial.
- DEANDRADE, Raimundo  
1986 Urbanisation et lutte des classes dans le Brésil actuel, revue Sciences sociales, Editions Université d'Ottawa, 1986 : 12, 89-123.
- DEMO, Pedro  
1992 Cidadania menor, Petrópolis, Vozes.  
1988 Pobreza política, version originale avant d'être publiée par l'Ed. Cortez.
- DIMENSTEIN, Gilberto  
1993 A aposentadoria com dinheiro alheio, Folha de São Paulo, 21 décembre 1993 : 1-2.
- DIÓGENES, Glória Maria dos Santos  
1989 As eleições de 1954 e 1958 no Ceará, Fortaleza, Edições UFC/Sty-

lus.

DONZELOT, Jacques (sous la dir. de )

1991 Face à l'exclusion, Paris, Éditions Esprit.

DONZELOT, Jacques et JOEL, Roman

1991 Le déplacement de la question sociale, dans Jacques Donzelot (sous la dir. de). Face à l'exclusion, Paris, Éditions Esprit.

FREIRE, Gilbert

1977 (1933) Casa-Grande y Senzala, trad. du portugais par GARAY, Benjamin de et MANDUCA, Lucrecia, Caracas, Biblioteca Ayacucho.

FURTADO, Celso

1983 O mito do desenvolvimento econômico, Rio de Janeiro, Paz e Terra.

1970 Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique Latine, Paris, Calmann, Lévis.

GASPARI, Hélio

1993 Saúde, a insuportável leveza da morte, VEJA (São Paulo), 18 août 1993 : 33, 49-65.

GIANNOTTI, José Artur

1993 As diabruras metafísicas de Roberto Kurz, Novos Estudos CEBRAP : 36, 48-52.

GORZ, André

1968 (1964) Estratégia operária e neocapitalismo, trad. du français par Jacqueline Castro, Rio de Janeiro, Zahar Ed.

GUIMARÃES, Alberto Passos

1981 As classes perigosas, Rio de Janeiro, Ed. Graal.

- GULLAR, Ferreira  
 1992 A questão do novo, Jornal do Brasil, Idéias/Livros e ensaios, 25  
 abril 1992 : 10-11.
- HOLANDA, Teodoro Buarque de  
 s.d. Social-democracia versus neoliberalismo, Rio de Janeiro,  
 Cadernos do Instituto Alberto Pasqualini.
- IGREJAS, Leonardo  
 1993 Os dados da incerteza, Jornal do Brasil, 11 décembre 1993 : 3.
- INSTITUTO EQUATORIAL  
 1990 Pesquisa Ceará ano 2000, Fortaleza, Instituto Equatorial, mai  
 1990.
- JULIAO, Francisco  
 1972 Cambão - The Yoke, Middlesex/Baltimore/Victoria, penguin  
 Books.
- JULIEN, Claude  
 1993 Le divorce entre l'économie et le social, Le Monde Diplomatique,  
 août 1993 : 10.
- KURZ, Robert  
 1993 (1991) O colapso da modernização, trad. de l'allemand par Karen Elsabe  
 Barbosa, Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- LACLAU, Ernesto  
 1979 (1977) Política e ideologia na teoria marxista, trad. de l'anglais par João  
 Maria et Lúcia Klein, Rio de Janeiro, Paz e Terra.  
 1977 Politics and ideology in marxist theory, London, NLB.
- LASCH, Cristopher  
 1989 (1985) O indivíduo e a sociedade, dans Entrevistas do Le Monde, São  
 Paulo, Ática : 40-49.

- LEMOINE, Maurice  
 1993 Pays au piège des esclaves tropicaux, Le Monde Diplomatique, août 1993 : 18.
- LENOIR, René  
 1974 Les exclus, Paris, Ed. du Seuil.
- LESGARDS, Roger  
 1994 Trompeuses sirènes au coeur froid, Le Monde Diplomatique, janvier 1994 : 32.
- MARTIN, Isabela  
 1993 Os empresários no poder, Fortaleza, Secretaria de Cultura e Desporto.
- MARX, Karl  
 1976 Le capital, trad. de l'allemand par Joseph Roy, Montréal, Nouvelle Frontière : I-II-III.
- MELO, Dárdano Nunes  
 1993 Cólera: marketing anti-turístico, O Povo (Fortaleza), 19 avril 1993 : 1-4.
- MIGUELEZ, Roberto  
 1992 L'analyse des formations sociales, Ottawa/New York/Toronto, LEGAS.  
 1986 Le «peuple» et l'idéologie à propos de la théorie de l'idéologie et du populism d'E. Laclau, revue Sciences sociales, Éditions Université d'Ottawa, 1986 : 12, 43-129.
- MURPHY, Raymond  
 1988 Social closure, Oxford, Claredon Press.
- NASCIMENTO, Elimar Pinheiro  
 1993 O fenômeno da exclusão social no Brasil, Revista educação à distância/INED, juin 1993 : 3, 31-35.

- NETO, Joviniano (sous la dir. de)  
1990                    Eleição, democracia e cidadania, Salvador (Bahia), OEA, UFBA, EGBA.
- OLIVEIRA, Francisco de  
a1993                    De novo o apocalipse, Novos Estudos CEBRAP, juillet 1993 : 36, 52-57.  
b1993                    Quanto melhor, melhor, Novos Estudos CEBRAP, juillet 1993 : 36, 3-7.
- PELLIANO, Ana Maria (sous la dir. de)  
a1993                    Mapa da fome II, Brasília, IPEA, mai 1993 : 15.  
b1993                    O mapa da fome, Brasília, IPEA, mars 1993 : 14.
- PEREIRA, Luiz Carlos Bresser  
1987 (1968)            Desenvolvimento e crise no Brasil, 1930-1983, São Paulo, Brasiliense.
- PETRAS, James  
1990                    A metamorfose dos intelectuais latino-americanos, Novos Rumos : 18/19, 67-71.
- PNUD  
1990                    Rapport mondial sur le développement humain 1990, Paris, Ed. Economica.
- POLANY, Karl  
1967                    The great transformation, Boston, Beacon Press.
- PRORENDA et INSTITUTO EQUATORIAL  
a1991.                    Desocupados (as), quem são, que fazem, que pensam, Fortaleza, Prorenda et Instituto Equatorial.  
b1991.                    PNEA, problemas e propostas, Fortaleza, Prorenda et Instituto Equatorial.

RIBEIRO, Darcy

- 1993 Despotismo fundiário, Jornal do Brasil, 20 novembre 1993 : 11.  
1985 Aos trancos e barrancos: como o Brasil deu no que deu, Rio de Janeiro, Ed. Guanabara.  
1975 Teoria do Brasil, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.

RIBEIRO, João Ubaldo

- 1984 Viva o povo brasileiro, Rio de Janeiro, Nova Fronteira.

RIBEIRO, Francisco Moreira

- 1989 O PCB no Ceará: 1922-1947, Fortaleza, Edições UFC/Stylus.

RODRIGUES, Maria Cecília Prates

- a1993. O índice de desenvolvimento social, Conjuntura Econômica, février 1993 : 45-51.  
b1993. Os pobres e os ricos do Brasil, Conjuntura Econômica, mars 1993 : 46-49.  
a1991. O desenvolvimento social nas regiões brasileiras, Ciência Hoje, septembre 1991, XIII : 76, 38-45.  
b1991. O índice de desenvolvimento social, Conjuntura Econômica, mai 1993, XLVII : 2, 73-77.

ROMÃO, Maurício Costa

- 1993 Pobreza, conceito e mensuração, Brasília, IPEA, février 1993 : 13.

SANTANA, Eudoro

- 1993 Erros afastam esquerda da reforma agrária, Políticas Governamentais/IBASE, juin-julliet 1993 : 95, 13-16.

SCHWARZ, Roberto

- 1993 Ainda sobre o livro de Kurz, Novos Estudos CEBRAP, novembre 1993 : 37, 133-137.

SILVA, G. Walmir G. da

- 1991 La plage aux requins, Paris, Les Carnets/L'Harmattan.
- SILVA, José Borzachiello da  
1992 Os incomodados não se retiram, Fortaleza, Multigraf Ed.
- SILVA, Vicente Paulo da  
1992 Um acordo histórico, Folha de São Paulo, 19 fevrier 1992 : 2-2.
- SINGER, Paul  
1986 (1985) Repartição da renda, Rio de Janeiro, Jorge Zahar Ed.  
1981 Dominação e desigualdade, Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- SOUSA, Fernando José Pires  
1992 Pobreza, desnutrição e mortalidade infantil, Fortaleza, IPLANCE et UNICEF.
- SOUZA, Herbert  
1975 Nationalism vs Internationalism in Brazil: 1964 and 1975, Toronto, LARU.
- TAVARES, Maria da Conceição  
1994 Feliz ano velho, Folha de São Paulo, 2 janvier 1994 : 2-5.
- TEIXEIRA, Ib  
1991 A guerra iníqua dos países ricos, Conjuntura Econômica, mars 1993, XLV : 1, 85-89.
- TORRES, Mario (sous la dir. de)  
1993 Investigación en política social, Ottawa, CRDI, septembre 1993.
- TOURAINÉ, Alain  
1971 The post-industrial society, New York, Random House.
- TRAINER, Ted  
1991 (1989) Desenvolvido para a morte, São Paulo, Gaia.

- TURCKE, Christoph  
1993 Realidade e teoria da dependência dans Christoph Turcke. O atraso promovido, Porto Alegre, mimeo.
- UNGER, Roberto Mangabeira  
1980 A alternativa transformadora, Rio de Janeiro, Ed. Guanabara Koogan.
- UNICEF  
1993 Situação mundial da infância, Brasília, UNICEF.
- WACQUANT, Loïc  
1993 Mundo vê cidade polarizada, O Estado de São Paulo, 11 décembre 1993 : 3.
- WEFFORT, Francisco  
1992 Qual democracia?, São Paulo, Companhia das Letras.  
1978 O populismo na política brasileira, Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- WIEVEORKA, Michel  
1994 Les mots qui excluent, journal Libération, jeudi 7 août 1994 : 7.